

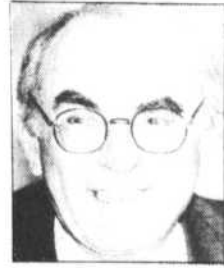
## Sommeil et libre-échange

Une analyse de **BERNARD DESCÔTEAUX**

**O**TTAWA — Candide, le premier ministre Brian Mulroney a affirmé cette semaine que le rejet probable de son projet de libre-échange par les sénateurs américains ne l'empêchait pas de dormir. Une affirmation aussi difficile à croire que si Allan Gottlieb prétendait être tout à fait à l'aise ces jours-ci dans ses souliers d'ambassadeur canadien à Washington.



M. Brian Mulroney



M. Allan Gottlieb

Brian Mulroney et Allan Gottlieb ont en effet matière à s'inquiéter depuis que le comité des Finances du Sénat américain a annoncé qu'il rejetterait l'autorisation demandée par le président Reagan d'ouvrir des négociations commerciales avec le Canada. À moins d'un revirement d'ici demain, journée probable du vote des sénateurs, ils savent l'un et l'autre qu'ils seront pointés du doigt.

Les raisons que ces deux hommes ont de se sentir à l'étroit dans leurs souliers ces jours-ci sont nombreuses. L'un avait misé gros sur le libre-échange faisant de ce projet une sorte de panacée aux problèmes économiques du Canada. L'autre sait qu'il court le risque d'être la victime expiatoire que les politiciens recherchent toujours en cas d'échec. Il y a cependant plus que ces simples aléas de la vie politique dans la mesure où ils savent tous deux qu'un échec

Voir page 8: Libre-échange

## L'Europe manifeste contre Reagan

**LES BRITANNIQUES SE RETIRENT DU LIBAN ET LES AMÉRICAINS DE KHARTOUM**

(AFP, Reuter) — Des manifestations contre les États-Unis ont eu lieu dans plusieurs pays d'Europe, hier et samedi, provoquées par le raid américain de lundi dernier sur la Libye.

Au même moment, les Britanniques se retiraient de Beyrouth-Ouest et les Américains de Khartoum, au Soudan, par crainte de représailles de la part de la Libye.

Ces départs sont survenus alors qu'un peu partout en Europe avaient lieu des gestes anti-américains. Des manifestations ont pris place à Bruxelles, Bonn, Rome, Milan, Londres, Bâle, Stockholm, Washington et Montréal. Dans cette ville, à peine 100 personnes se sont déplacées. La France de la

droite est restée discrète.

En Europe, l'intervention américaine soulève les passions et un sondage réalisé par le magazine américain Newsweek 36 heures après l'intervention américaine révèle que près des deux tiers des Français approuvent le raid américain mais que la majorité des Britanniques et des Allemands de l'Ouest le déplorent; quarante-cinq pour cent des Suisses estiment que le bombardement n'était pas justifié et, aux États-Unis, 71 % approuvent même si 39 % croient que le raid entraînera une multiplication des actes terroristes.

Environ 2.000 personnes ont défilé sans incident hier en fin d'après-midi à Bruxelles

pour protester, à l'appel de mouvements implantés dans la communauté arabe de Belgique, et de partis de gauche, contre le raid de l'aviation américaine en Libye.

Les manifestants, scandant des slogans comme « Reagan-Thatcher assassins », brandissaient des pancartes à l'effigie du dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, du président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), M. Yasser Arafat, ou de l'ayatollah Khomeini, selon des témoins oculaires. « Le terroriste Reagan a bombardé Tripoli, capitale de la paix », pouvait-on lire sur une banderole.

En RFA plus de 20.000 personnes ont manifesté dans plusieurs villes pour protester

contre le raid américain en Libye.

À Bonn quelque 8.000 manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade américaine à l'appel du mouvement de la paix et des « Verts » écologistes, brandissant des banderoles jugées, par la police, « injurieuses » pour le gouvernement américain.

D'importantes manifestations se sont également déroulées dans plusieurs villes italiennes, notamment à Rome et à Milan, en faveur de « la paix en Méditerranée ». À Rome, une manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes — 10.000 selon les organisateurs —, à l'appel de organisations féministes et des mouvements fémi-

Voir page 8: Europe

## LES REAL WOMEN QUÉBÉCOISES



Photo Jacques Grenier

Mmes Diane Watts, Lettie Morse et Louise Villeneuve veulent redonner aux mères de famille le statut social que les féministes, disent-elles, leur ont fait perdre.

## «Les féministes n'ont pas trouvé les bonnes solutions»

CAROLE BEAULIEU

AYLMER — Elles n'ont pas d'argent, pas de bureau et pas de nom français pour l'organisme auquel elles disent appartenir.

Dans leurs petits tailleurs sages, les quelques Québécoises membres de *Realwomen of Canada* semblent bien loin des dangereuses lobbyistes de la nouvelle droite que la présidente du Parti libéral du Canada, Mme Iona Campagnolo, dénonçait encore la semaine dernière à Winnipeg comme « ayant exporté au Canada la doctrine de l'inégalité des sexes ».

La petite maison d'Aylmer où trois d'entre elles reçoivent l'envoyée du DEVOIR sent bon le

café et les biscuits maison. Même le photographe du journal trouve « qu'elles ont bien du bon sens », ces femmes qui s'inquiètent de la détérioration de la famille et pour qui le mal de notre fin de siècle n'est pas le communisme mais bien le féminisme.

Diane Watts, Louise Villeneuve et Lettie Morse sont des *Realwomen*, des femmes qui « dénoncent les féministes » et prônent le retour à une morale familiale, des femmes dont l'organisme a récemment demandé au Secrétariat d'État une subvention d'un million de dollars.

L'an dernier *Realwomen of Canada* a expédié près d'un million de lettres à des parlementaires

Voir page 8: Real Woman

## AU SOMMAIRE

### ENTREVUE AVEC JUDITH MAXWELL

Selon la présidente du Conseil économique du Canada, Mme Judith Maxwell, la politique de privatisation entreprise par le gouvernement canadien doit se poursuivre avec une très grande prudence. **Page 2.**

### BEAU, BON, PAS CHER!

Il faut se lever tôt pour dénicher un trésor à l'une des innombrables ventes de garage qui se tiennent à Montréal depuis l'arrivée du beau temps. C'est ce qu'a constaté François Barbeau qui en a visités quelques-unes au cours du week-end. **Page 3.**

### ÉCONOMIE

#### LA BONNE ACTION

Les titres boursiers du secteur du pétrole ne vaudraient que 10 % de plus que leurs cours-planchers. C'est du moins ce qu'affirment certains spécialistes du milieu. Depuis que l'Arabie saoudite traduit concrètement son désir de pénétrer plus avant le marché de la consommation, les compagnies productrices ont vu leurs titres reculer de 30 % en bourse, alors que l'indice *TSE 300* profitait d'une croissance de 8 %. **Page 9.**

## Le silencieux

**L**E SEUL secret que l'on respecte est celui que l'on oublie.

L'homme l'a échappé belle... Si Dieu avait créé Ève avant Adam, il aurait jugé que l'humanité pouvait être sans lui.

Le fou rire est le garde-fou de la folie.

— ALBERT BRIE

## HAÏTI : LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE AUX MAINS NUES

### I. La militarisation douce de l'après-Duvalier

HÉRARD JADOTTE  
Collaboration spéciale

**A**PRÈS DEUX MOIS d'incertitude et de piétinements, l'après-Duvalier s'oriente de plus en plus vers une militarisation douce du nouvel espace public démocratique. L'imposition sporadique d'un état de siège sous la forme d'un couvre-feu dont la durée varie selon l'ampleur des manifestations populaires, traduit bien l'incapacité du Conseil national de gouvernement (CNG) d'aborder le vide politique et la crise économique autrement qu'en termes militaires et de sécurité.

L'incident de Martissant, banlieue populaire située à une dizaine de kilomètres de Port-au-Prince, survenu le mercredi 19 mars dernier, traduit bien la détérioration de la situation et les nouveaux rapports entre l'armée et les mouvements populaires de protestations et de contestation.

Au départ, un incident de circulation. Banal et habituel. La voiture d'un capitaine des Forces Armées d'Haïti est doublée de façon non conforme aux règlements par une de ces innombrables camionnettes peinturlurées assurant le transport en commun entre la capitale et ses banlieues. Vexé, le capitaine descend de sa voiture, gifle le conducteur à la conduite en défaut et veut lui passer les menottes. Mal lui en prit. Cette tentative d'arrestation

sauvage provoqua la colère de la foule toujours dense qui sillonne la route de Carrefour. Son revolver ne pouvant lui assurer une protection efficace contre cette foule prompt à désigner comme « macoute » tout acte d'injustice, le capitaine choisit la solution la plus prudente : la fuite. Peu de temps après, il demandait l'aide de la police et de l'armée pour compléter l'arrestation ratée. Tout ceci se passe dans une atmosphère de désordre organisé et pacifique dont les Haïtiens seuls connaissent le secret.

L'intervention disproportionnée et simultanée des trois forces militaires composant l'armée d'Haïti, soit la police, l'armée régulière et le bataillon tactique anti-guérilla, va transformer cet incident banal de circulation en bavure sanglante. Au lieu de tirer en l'air pour disperser la foule d'une heure à l'autre plus nombreuse, les militaires firent feu à l'horizontale, tuent cinq (5) personnes et en blessent vingt (20) autres.

Tout aurait pu en rester là. C'était sans compter avec ce qu'il faut bien appeler un nouveau légalisme populaire ou encore une demande populaire de légalité et de rationalité. La femme d'un des travailleurs assassinés refuse aux ambulanciers le soin de ramasser le cadavre de son mari, craignant que celui-ci ne soit jeté dans la fosse commune des indigents. Elle exige, et c'est là sa seule

Voir page 8: Haïti



Photo AP

Chaque fait considéré comme injuste, donc « macoute », provoque immédiatement un rassemblement à Port-au-Prince.

Haut Conseil de la francophonie présidé par le Président de la République française

## Etat de la francophonie dans le monde

Rapport 1985

Pour la première fois, voici présenté le tableau de la situation de la Francophonie sur les cinq continents. Ce rapport est une des principales missions assignées au Haut Conseil lors de sa création, le 12 mars 1984, dépassant la seule dimension linguistique, il permet d'appréhender les réalités de la Francophonie dans les principaux domaines de la vie sociale: Pédagogie, communication, culture et arts, science et technologie, instances internationales. Il éclaire les enjeux de la Francophonie de demain: l'enseignement, les industries culturelles, les médias, les réseaux de communication et les systèmes d'information scientifique en français.

374 pages — 29,95\$

JUDITH MAXWELL, PRÉSIDENTE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

# La politique de privatisation doit se poursuivre avec prudence

JOCELYN COULON

OTTAWA — Un des grands projets du gouvernement conservateur depuis son accession au pouvoir est de procéder à une vaste privatisation des sociétés d'État pour, d'une part, les rendre plus rentables, plus innovatrices et favoriser la création d'emplois et, d'autre part, dégraisser l'appareil gouvernemental. Les Conservateurs avaient déjà tenté cette opération lors de l'éphémère cabinet Clark en 1979. La décision gouvernementale tourna court, s'écroulant sous les moqueries de l'opinion publique et la résistance de l'opposition. La manœuvre était tellement grossière qu'elle ressemblait plus à une vente de feu qu'à une politique cohérente et rigoureuse.

Le nouveau gouvernement a compris la leçon. Après un an d'étude et d'évaluation, le Ministère de l'Expansion Industrielle régionale n'annonçait, en septembre dernier, la création d'un Secrétariat de la privatisation. « Le gouvernement a bien engagé le processus de privatisation et je suis heureuse de constater qu'il travaille avec prudence dans ce domaine », déclare Mme Judith Maxwell, présidente du Conseil économique du Canada.

Actuellement, le gouvernement a privatisé le constructeur aéronautique De Havilland, les Arsenaux canadiens Ltée et la Société des transports du Nord Ltée. Canadaair, Télélobe Canada et Eldorado Nucléaire sont parmi les autres sociétés à vendre.

« Je tiens cependant à préciser que la privatisation de sociétés ne doit pas se faire à outrance, comme en Grande-Bretagne par exemple. Chaque cas doit être étudié très attentivement et le gouvernement ne doit pas seulement tenir compte de critères économiques ».

Mme Maxwell est d'avis que des considérations politiques, sociales et même émotives doivent guider la politique gouvernementale. « Il y a des sociétés nécessaires au bien public en général. D'autres qui permettent de développer des régions du pays qui sont défavorisées. D'autres, encore, qui ont une valeur symbolique pour la population. » Il faut tenir compte de ces facteurs », explique-t-elle dans un excellent français.

Présidente du Conseil depuis seulement 8 mois, Mme Maxwell est une femme écoutée et de plus en plus respectée auprès des milieux économiques canadiens. Elle a ses antennes au gouvernement et

on n'hésite pas à la consulter sur une foule de problèmes tels le libre-échange, les programmes sociaux, les répercussions de la baisse du prix du pétrole, etc.

« Il est difficile de mesurer l'influence que le Conseil exerce réellement auprès du gouvernement. Mais nos relations avec les ministres, sous-ministres et certains hauts fonctionnaires se développent rapidement et nous échangeons beaucoup. Avant on nous ignorait totalement. Aujourd'hui l'atmosphère a changé et on se montre très réceptif à nos idées et suggestions ».

Après des études à l'Université Dalhousie, à Halifax, Mme Maxwell a fait un court séjour en Grande-Bretagne où elle a obtenu un diplôme de la London School of Economics. En 1966, elle entre à l'hebdomadaire canadien Financial Times où, dit-elle, elle a réellement appris à vulgariser l'économie et à en connaître les moindres détails sur le terrain. De 1972 à 1980, elle travaille pour l'Institut C. D. Howe. Puis elle retourne à Londres pour oeuvrer auprès de la firme Esso et revient à Montréal comme économiste-conseil pour la firme Coopers et Lybrand jusqu'à sa nomination au Conseil par le premier ministre.



Mme Judith Maxwell

« Le Conseil a une mission consultative. Il propose des mesures visant à assurer de façon durable la croissance économique du pays. Mais je pense que nous avons aussi une mission éducative auprès du public et nous allons exercer cette mission en rendant plus accessible nos études et en soulevant des dé-

bats au sein de la population ».

Dans le domaine de la privatisation, le Conseil travaille actuellement à l'élaboration de critères qu'il estime important de suivre lorsque le gouvernement se penche sur une société. « Mais nous allons élargir ce travail en nous penchant sur le rôle des entreprises publiques au Canada ».

Cette énergique femme de 42 ans ne partage pas toutes les opinions actuellement véhiculées sur le libre-échange. « D'abord je n'aime pas ce terme. Il signifie une sorte de marché commun à l'européenne où les frontières sont abolies. Ce n'est pas ce qu'il faut. L'intérêt du Canada réside dans une libéralisation des échanges, non seulement avec les États-Unis, mais avec le reste du monde. La stratégie est d'abolir, de façon progressive, les barrières tarifaires et surtout non-tarifaires ».

Libérale, au sens économique du terme, Mme Maxwell ne pense toutefois pas qu'il faille sabrer allègrement dans les programmes sociaux pour régler les problèmes budgétaires du gouvernement. « Même dans le but de réduire les dépenses ou le déficit, le gouvernement ne peut pas mettre en danger notre système de programmes sociaux »,

déclare-t-elle fermement.

« Il faut quand même réviser certains programmes pour les rendre plus efficaces. Ce qui est important dans la politique de révision des programmes sociaux, engagée par le gouvernement, c'est de s'assurer qu'ils s'adressent bien aux gens pour lesquels ils ont été créés. Je ne sais pas si le gouvernement va réussir cet exercice ».

Mme Maxwell pense que la voie empruntée par le gouvernement pour réduire le déficit est la bonne. « Quoi qu'en pensent bien des gens, le gouvernement a fait preuve de courage dans ses deux derniers budgets. Sa marge de manœuvre était très limitée et il s'en est bien tiré. Il reste à voir s'il pourra maintenir le cap dans les prochains budgets. La tentation électorale est toujours présente et pourrait bien obliger le gouvernement à faire peu de cas pour le déficit. C'est à suivre ».

Pour la présidente du Conseil, il est essentiel de réduire le déficit et dans les plus brefs délais. « Si nous ne nous attaquons pas au déficit dans les cinq prochaines années, la capacité du gouvernement de fournir les services essentiels sur lesquels nous comptons sera sérieusement entamée », conclut-elle.

## FÉMININ PLURIEL

### Quinze ministères ont maintenant des « répondantes » à la condition féminine

CAROLE BEAULIEU

Elles s'appellent Paule au ministère de l'Industrie et du Commerce, Nicole au ministère des Finances, Suzanne aux Relations internationales, Sylvia au Conseil du Trésor.

Elles font partie du nouveau « réseau de répondantes politiques » dont la ministre déléguée à la Condition féminine du Québec a annoncé la création la semaine dernière.

Au total quinze ministères du gouvernement québécois ont désormais leur répondante au sein du cabinet. Attachées politiques, ces femmes sont responsables de « collaborer étroitement avec la ministre de façon à ce que les décisions politiques prises au sein de leurs ministères soient conformes aux attentes et aux besoins actuels des femmes », indique un communiqué émis par le cabinet de Mme Monique Gagnon-Tremblay.

Il ne s'agit donc pas de nouveaux postes, a confirmé un porte-parole du ministère de la Condition féminine, Mme Danielle Leggett, mais bien plutôt de nouvelles tâches qui viennent s'ajouter à celles qu'assumaient déjà les attachées politiques concernées.

Les répondantes « sont les yeux et les oreilles de la ministre », a déclaré la semaine dernière au DEVOIR, l'attachée de presse de Mme Monique Gagnon-Tremblay. Elles ont un « rôle de chien de garde ».

Selon Mme Leggett, le réseau devrait s'étendre prochainement à

tous les ministères, à mesure que ceux-ci ouvriront des dossiers ayant des impacts sur les conditions de vie des femmes. Ainsi, explique-t-elle, « il n'y a pas de répondantes aux Pêcheries parce qu'il n'y a pas de dossier en cours. Mais ce n'est pas exclus ».

Le rôle de répondantes n'est pas de répondre aux groupes de femmes qui souhaitent faire des pressions auprès des ministères concernés, insiste Mme Leggett. Mais pour le plaisir de celles que le lobbying intéresse voici tout de même la liste de ces répondantes :

- Affaires municipales: Lynn Gagnon 1-(514)-873-2814
- Agriculture: Lena Rouillard 1-(418)-643-2525
- Communautés culturelles et immigration: Yolande Papillon 1-(418)-643-1850
- Communications: Caroline St-Jacques 1-(418)-643-7843
- Conseil du Trésor: Sylvia Thifault 1-(418)-643-5926
- Éducation: Céline Germain 1-(418)-643-3636
- Finances: Nicole Arbour 1-(418)-643-5270
- Industrie et Commerce: Paule Bourbeau 1-(418)-643-5086
- Justice: Carole Richard 1-(418)-643-4210
- Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu: Me Nicole Dussault 1-(418)-643-4810
- Relations internationales: Suzanne Lévesque 1-(418)-643-3940
- Santé et services sociaux: Charlotte Thibeault 1-(418)-643-3160
- Solliciteur général: Hélène Roux 1-(418)-643-2112

- Transports: Nicole Larouche 1-(418)-643-6980

Dans presque tous ces ministères, les répondantes s'occupent des programmes d'accès à l'égalité. D'un ministère à l'autre leurs tâches varient du dossier du crédit agricole et des femmes en agriculture, à celui de l'orientation scolaire des filles, en passant par les services de garde, les régimes de retraite, l'entrepreneuriat au féminin et l'accès au crédit.

Un réseau de répondantes à la Condition féminine existe déjà au sein de l'administration gouvernementale.

#### Québec au Salon de la femme

Sept ministères et organismes gouvernementaux participent cette semaine au Salon de la femme qui se déroule au Vélodrome Olympique de Montréal du 18 au 27 avril.

Leurs kiosques traitent, entre autres, des femmes et de l'argent, des droits des travailleuses, de fiscalité, du choix d'un service de garde, de la formation professionnelle et du marché du travail, de même que du régime de rentes.

C'est aussi au Salon que se déroulera cette année le concours Démentris-Émérites de la publicité, organisé par le Conseil du statut de la femme (CSF). Six entreprises sont en lice cette année pour le prix Démentris de la publicité la plus sexiste ou le prix Émérites de la publicité qui a promu une meilleure image des hommes et des femmes.

## Bourassa prêt à éliminer toutes les entraves à la libre circulation des biens et des personnes au Québec

MAURICE GIRARD

COWANSVILLE (PC) — Le Québec serait disposé à abolir les mesures restreignant la libre circulation des biens et des personnes sur son territoire de façon à permettre une négociation plus dégelée avec les États-Unis sur le libre-échange.

Mais, en temps et lieu seulement, a fait savoir hier le premier ministre du Québec, qui répondait ainsi au souhait formulé la semaine dernière par le premier ministre Brian Mulroney dans un discours prononcé à Toronto.

Selon le gouvernement conservateur, avant d'engager le pays dans des négociations avec Washington, les provinces devraient donner l'exemple en abolissant toute entrave à la libre circulation des biens entre les provinces.

Ottawa a souvent soutenu dans le passé que les restrictions imposées au commerce par les provinces étaient encore plus contraignantes que celles qui existent présentement entre le Canada et les États-Unis.

Cette question n'est pas nouvelle. Lors des négociations qui ont conduit au rapatriement de la constitution en 1982, le gouvernement québécois d'alors, dirigé par René Lévesque, insistait pour protéger la main-d'oeuvre québécoise et donner priorité aux entreprises québécoises par une politique musclée d'achat chez nous (comme d'ailleurs l'avaient fait d'autres gouvernements provinciaux).

Maintenant, fait valoir Robert Bourassa, l'élimination des mesures protectionnistes provinciales seront d'autant plus faciles à mettre en oeuvre

que son parti s'était déjà entendu pour les éliminer s'il prenait le pouvoir. Ce qui est fait depuis quatre mois.

« On avait déjà dans notre programme parlé, par exemple, d'un code d'éthique entre les provinces qui pourrait éliminer ces barrières. Nous avons nous-mêmes pris l'initiative à plusieurs reprises », a noté M. Bourassa, dans une interview accordée après un brunch où il était invité d'honneur dans la circonscription de Brome-Missisquoi.

Mais ce n'est pas pour demain. Les provinces ne feront pas cette concession avant que le processus de négociations ne soit enclenché sérieusement. « Ça pourra être discuté quand les négociations avec les Américains seront en marche. Mais ce n'est pas encore le cas », indique le premier ministre.

En principe, le comité des affaires étrangères du Sénat américain devrait se prononcer cette semaine sur la volonté des États-Unis d'entreprendre des négociations sur le libre-échange avec le Canada. Pour M. Bourassa, cela ne signifie pas nécessairement que les pourparlers commenceront dans deux semaines.

« Même si le Sénat américain disait oui, on accepte de négocier, il est possible qu'il décide de discuter avec les principaux secteurs industriels des États-Unis avant de commencer directement les négociations avec le Canada », note-t-il.

Par ailleurs, même si les pommes de discorde se multiplient entre Ottawa et Québec depuis les élections du 2 décembre, M. Bourassa refuse de parler d'un durcissement des rapports entre les deux capitales. A la controverse sur l'usine de pâtes et papiers de Matane, se sont ajoutés récemment deux nouveaux litiges:

un manque à gagner de plus de \$60 millions du Québec en paiement de péréquation de la part du gouvernement fédéral et la question agricole.

Hier encore, devant plus d'un millier de personnes réunies pour le « Brunch à Pierre » (Pierre Paradis, le député local et ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre), M. Bourassa a critiqué à deux reprises la décision « indéfendable » d'Ottawa de ne pas lui faire parvenir le chèque. « C'est inacceptable » parce que le Québec est la seule province qui n'aura pas reçu 95 % du montant prévu de péréquation.

Pour M. Bourassa, c'est une « question de principe » pour un gouvernement de « respecter la parole donnée ». Surtout, a-t-il fait valoir devant son audience, qu'Ottawa a accordé \$825 millions à l'Alberta sans garantie, à la suite de deux retentissantes faillites bancaires.

Devant les journalistes, M. Bourassa a insisté sur « ce qui a bien fonctionné » entre Ottawa et Québec depuis son élection à la tête de la province. Notamment le récent contrat de \$120 millions à la Davie de Lauzon et d'autres décisions antérieures favorables au Québec. Il se défend de vouloir durcir le ton et de reprendre les vieilles querelles fédérales-provinciales, qui ont marqué les années de pouvoir du gouvernement Lévesque avant la découverte du beau risque. Pour les libéraux, le risque du fédéralisme a toujours été beau.

N'empêche que le manque à gagner de \$60 millions aura vraisemblablement des répercussions sur le budget que doit présenter le gouvernement « la dernière semaine d'avril ou la première de mai ».

## Les Inuit et les prisonniers ont massivement appuyé le PQ lors de la dernière élection

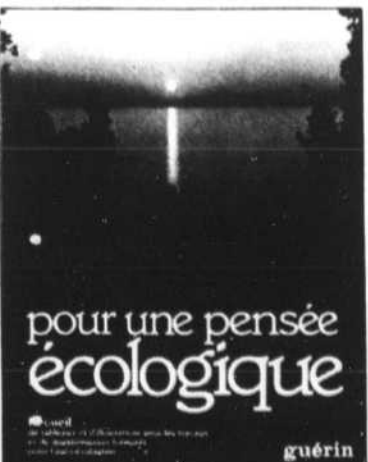
NORMAN DELISLE

**guérin**  
l'éditeur  
qui  
édite

Approuvé par le M.É.Q.  
**POUR UNE PENSÉE ÉCOLOGIQUE**

1re secondaire

Auteurs: Jacques Viel et Paul Darveau



4560 rue Station  
Saint-Denis  
Montréal, Québec  
Tél: (514) 849-1112

QUEBEC (PC) — Malgré la dégelée électorale subie par le Parti québécois le 2 décembre dernier, au moins deux catégories de citoyens ont manifesté un appui solide aux candidats péquistes: les Inuit et les prisonniers.

Ces faits sont révélés par le dernier rapport détaillé du scrutin du 2 décembre, que le Directeur général des élections Pierre-F. Côté vient de rendre public.

On y apprend que les Inuit des 15 villages nordiques du Québec ont appuyé le candidat péquiste d'Ungava Christian Claveau à 59 %. Seulement 32 % des Inuit ont voté pour le libéral défait dans Ungava, Jacques Bérubé.

Dans le plus gros village inuit, Povungnituk, le Parti québécois a re-

cueilli 79 % des suffrages.

Les libéraux n'ont gagné que dans un seul village inuit, Aupaluk, où on ne retrouve qu'une cinquantaine d'électeurs.

Par ailleurs, le gouvernement du Parti québécois a accordé en 1980 le droit de vote aux détenus.

Ces derniers votent en prison mais leurs suffrages sont compilés séparément dans leur comté de résidence.

Les résultats détaillés des élections indiquent que le 2 décembre, le Parti québécois a recueilli l'appui de 49 % des détenus qui ont voté.

Seulement 41 % donnaient leur appui à des candidats libéraux tandis que 10 % appuyaient des candidats représentant des tierces formations politiques.

Les résultats détaillés des élections révèlent par ailleurs plusieurs faits intéressants ou amusants.

Ainsi, dans le comté de Bertrand, le péquiste Jean-Guy Parent, maire de Boucherville, a battu de justesse, par 229 voix, le chef libéral Robert Bourassa.

Mais ironiquement, dans la ville même de Boucherville, c'est M. Bourassa qui l'emporte par 212 voix.

## LE DEVOIR

RENSEIGNEMENTS	(514) 844-3361
Administration	(514) 844-3361
Rédaction	(514) 842-9628
Publicité	
Générale	(514) 842-9645
Annonces classées	(514) 286-1200
Abonnements	
Montréal	(514) 844-3361 ou (514) 332-3890
Québec	(418) 687-2034
Extérieur — Indicatif 514	1-800-361-6059
Indicatif 418	1-800-463-4645
Indicatif 819	1-800-361-5699
Indicatif 613	1-800-361-5699

**LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 A 16H30**

### LE DEVOIR ESSENTIEL!

## LE DEVOIR CAHIER SPÉCIAL

### Rapports Annuels

- Un véhicule publicitaire de choix.
- Un cahier à se procurer absolument!

Date de tombée-publicité: 9 mai 1986

Contactez Francine Gingras au (514) 842-9645

Date de parution: 23 mai 1986

**Commandez vos copies supplémentaires au (514) 842-9645**

### LE DEVOIR ESSENTIEL!

## LE PATRIMOINE

### La SIMPA songe à créer un fonds destiné exclusivement aux propriétaires d'immeubles situés dans le Vieux-Montréal

ALAIN DUHAMEL

Six ans après avoir conclu avec le ministère des Affaires culturelles le premier protocole d'entente sur la mise en valeur du Vieux Montréal, l'administration municipale remet en cause sa politique de soutien direct aux projets d'intervention immobilière.

Dans le cahier des propositions d'action soumise à l'examen des participants au sommet économique de la mi-juin, l'administration municipale donne des indications d'un changement de politique dans la mesure où elle désire substituer aux subventions directes des incitatifs fiscaux et partager avec les institutions financières privées les risques financiers.

« La croissance continue de la demande à l'égard de ce programme de subventions et le plafonnement inévitable des budgets disponibles rendra sous peu nécessaire la révision des modalités de contribution des pouvoirs publics à la mise aux normes des bâtiments du Vieux Montréal », affirme la Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (SIMPA), une société paramunicipale instituée dans le cadre du premier protocole d'entente conclu en 1979.

La SIMPA songe à un crédit d'impôt foncier semblable à celui que l'administration municipale offre dans ses programmes de coopération industrielle. En redistribuant les crédits prévus à l'entente d'ici à 1989, l'adoption d'une politique d'incitation fiscale ne coûterait rien de plus.

À la fin de l'année 1985, le ministère des Affaires culturelles et la Ville de Montréal avaient versé \$10,8 millions en subvention à 69 projets de rénovation et de mise aux normes dans le premier quartier de la ville. Ces programmes, constate la SIMPA, n'ont pu renverser les préjugés des institutions financières à l'égard du quartier d'où, autrefois, elles dominaient l'économie de tout le pays.

« Les institutions financières semblent entretenir à l'égard du Vieux Montréal un préjugé défavorable associé à la notion de risque que comportent les projets de rénovation et ce malgré les volontés politiques de revitalisation du quartier qui s'expriment à travers l'entente sur le Vieux Montréal et les programmes d'assistance financière et d'investissements publics en décaissant. Ce préjugé défavorable a pour conséquence de ralentir considérablement le rythme de développement du Vieux Montréal. »

Aussi, la SIMPA songe-t-elle à la création d'un fonds extraordinaire à l'usage exclusif des propriétaires d'immeubles du Vieux Montréal. Les institutions financières y contribueraient des capitaux tandis que les pouvoirs publics utiliseraient leur capacité de caution.

Les gouvernements du Canada et du Québec participent au sommet économique. La Ville de Montréal entend profiter de leur présence pour leur rappeler combien

leurs politiques fiscales incitent plus à la démolition qu'elles n'encouragent à la conservation et à la mise en valeur des immeubles anciens.

Il ne s'agit pas d'une revendication nouvelle puisque plusieurs villes au Canada et des institutions telle la Fondation canadienne pour la protection du patrimoine et la Commission des biens culturels du Québec ont recommandé avec insistance aux gouvernements d'éliminer du régime fiscal toute incitation à la démolition. Un traitement plus restrictif à cet égard aurait des effets importants dans le centre-ville.

« Montréal recèle au Canada et en Amérique du Nord probablement le plus grand nombre de bâtiments d'intérêt historique et architectural. La présence de ces bâtiments à caractère industriel et commercial dans le paysage urbain de Montréal personnalise la ville. La mutation des fonctions urbaines et l'évolution des technologies rendent nombre de bâtiments du centre-ville et de son périmètre immédiat vulnérables à la démolition. »

Les gouvernements pourraient interdire le droit de réclamer une perte finale à la démolition d'un immeuble et, afin d'encourager la conservation, consentir à déduction fiscale équivalente à la perte finale dans les cas où le propriétaire cède l'immeuble à la municipalité et lui vend le terrain.

L'encouragement fiscal auquel devraient consentir les gouvernements supérieurs prendrait tout son effet si, en même temps, l'administration municipale mettait en ordre ses règlements de zonage.

Le Service d'urbanisme de la ville reconnaît que la permisivité des règlements de zonage, la diversité des textes réglementaires et les contradictions entre les règlements municipaux et les exigences du ministère des Affaires culturelles ont contribué à l'arasement de plusieurs emplacements, exploités depuis en terrain de stationnement, et compliqué, voire découragé, les efforts de développement.

Il propose donc l'adoption d'un cadre réglementaire de développement dont les éléments, pour la plupart, lui ont été recommandés depuis plusieurs années par tous les groupes préoccupés de la qualité de l'environnement urbain de Montréal.

**Patrimoine et aménagement** — L'Institut d'urbanisme, avec le concours de la fondation Héritage Montréal, offre une session de deux jours sur le thème de la *Place du patrimoine dans l'aménagement municipal*.

La session, prévue pour le 1er et 2 mai, examinera en particulier les nouvelles perspectives d'intervention des administrations municipales à la lumière des amendements à la Loi sur les biens culturels.

On peut obtenir des renseignements au sujet de cette session en communiquant avec l'Institut d'urbanisme aux numéros 343-6865 et 343-6386.

Selon une chercheuse du CNRS

## « Nous les femmes . . . », c'est terminé !

CAROLE BEAULIEU

L'une des faiblesses du féminisme a été de ne présenter qu'un seul schéma de libération des femmes: celui du travail salarié, a soutenu hier à Montréal une chercheuse française du Conseil national de recherche scientifique de Paris (CNRS), Mme Marie-Victoire Louis.

Le féminisme a été trop unanime, assure-t-elle. Des revendications de groupes entiers de femmes n'ont pas été prises en charge. Il doit maintenant faire son auto-critique sinon d'autres le feront à sa place. Les féministes ne peuvent plus dire « Nous, les femmes ».

Conférencière invitée au Forum des femmes de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Mme Louis s'adressait à plus de 700 femmes réunies depuis trois jours au Palais des Congrès pour faire le point sur dix ans de lutte dans le secteur de l'éducation, de la santé et du travail. Son exposé a secoué bon nombre

de participantes, encore à la recherche de voies permettant de concilier féminisme et syndicalisme.

« Pendant que les femmes continuent de revendiquer le plein emploi, le travail à plein temps, le travail se fait de plus en plus rare », soutient Mme Louis. « Alors que d'autres couches de la société revendiquent le droit à la paresse, les femmes continuent de dire: du boulot, du boulot. »

La multiplication des nouveaux horaires de travail brisés, la réduction croissante du nombre de salariés à temps plein, l'explosion des petits contrats et des petits boulots traduit bien, selon Mme Louis, la volonté des entreprises de ne payer les gens « que lorsqu'ils ont besoins d'eux ».

Le travail devenant un bien rare, ajoute-t-elle, les patrons ne sont plus des « exploitateurs », ils « offrent du travail ». De même les travailleurs ne sont plus des « exploités » ils sont des « privilégiés ».

Ce nouveau courant idéologique

accueille les syndicats à des choix décevant. Ils ne négocient plus des salaires, explique Mme Louis. Ils doivent désormais négocier le « partage du travail » et les « critères de licenciement ».

« S'ils refusent ils sont marginalisés », explique la chercheuse française. « S'ils s'engagent dans cette voie le risque est grand que les vieux schémas ressurgissent, que les hommes blancs qualifiés soient favorisés au détriment des immigrés, des jeunes, des femmes, de ceux qui n'ont pas la force politique pour résister. »

Déjà, indique Mme Louis, deux syndicats de gauche, en France et en Belgique, ont négocié le temps partiel exclusivement pour les femmes de façon à partager le travail disponible, devenu insuffisant pour tous.

Selon Mme Louis, le mythe d'une société féministe doit être enterré pour de bon. Il faut plutôt rechercher une société au sein de laquelle les problèmes des femmes « sont les problèmes de tout le monde ».

## LES VENTES DE GARAGE



Qu'est ce que t'en penses Simone?

FRANCOIS BARBEAU

Il faut se lever tôt pour dénicher un trésor à l'une des innombrables ventes de garage qui se tiennent à Montréal et dans toutes les banlieues dès l'arrivée des premiers merles. Toute une faune n'hésite cependant pas à braver les frais matins des samedis d'avril pour aller fureter dans les vieilleseries des autres à la recherche du petit rien merveilleux et pas cher. Les brocanteurs et les antiquaires sont habituellement les premiers arrivés. Après un regard dédaigneux vers les chaises bancales et les armoires trop de fois peintes, ils offrent un montant dérisoire pour quelques pièces d'argenterie ternie et repartent, un sourire en coin, ayant, eux, fait une bonne affaire.

La deuxième vague de visiteurs se compose généralement d'un mari impatient, de son épouse curieuse et d'un ou deux petits qui touchent à tout en réclamant d'une voix suraiguë un verre d'eau, un biscuit, et qui trépident de dépit parce que papa leur refuse la trottinette rouillée, une aubaine à \$5 seulement. Maman reluque les vieux disques avec les airs populaires de sa jeunesse, mais se contente de deux assiettes à tartes. Les tout jeunes couples sont moins casse-pieds. Partis à la recherche d'une commode, ils discutent à voix basse: l'homme ouvre et referme les tiroirs en connaisseur, la jeune

femme le renifle avec un peu de dédain. Ils se tournent ensuite vers les vêtements et finissent toujours par trouver, dans ces frusques démodées, un veston dont la coupe est revenue à la mode, un chandail de grosse laine jaune que les mites n'ont pas trop attaqué, et repartent bras-dessus, bras-dessous, fiers de leurs achats. A l'origine, les ventes de garage n'avaient cours que dans les quartiers anglophones de Montréal. Le printemps venu, à la veille du déménagement, à l'époque où les baux se terminaient le 31 avril, les bibelots relégués à la cave, les meubles abimés, les jouets des enfants devenus gratuits, tout ce qui aurait pu faire le bonheur des regrattiers ou de l'Armée du salut, était étiqueté et rangé dans le jardin ou dans le garage, d'où le nom, et mis en vente. Une affiche clouée à un arbre devant la maison annonçait aux voisins un samedi de voyeurisme et l'occasion de se procurer à bon compte un vieux maroteau, une tondeuse, une bicyclette pas trop rouillée ou des géraniums et autres plantes de maison. Tout ce qui n'était pas vendu était abandonné aux éboueurs ou à ces organismes de charité qui voulaient bien des restes, et il ne restait plus qu'à faire le compte des bénéfices de cette petite séance de commerce. Ces bénéfices étant souvent peu négligeables, la pratique s'est répandue dans les quartiers français, mais c'est encore à Notre-Dame-de-Grâce et dans les

quartiers de l'ouest de la ville que fleurissent chaque printemps, et maintenant à l'automne aussi, ces ventes de bric-à-brac. La méthode s'est quelque peu raffinée: on annonce maintenant dans les journaux, les affiches sont plus grosses, les ventes mieux organisées, deux ou trois voisins regroupant leurs prétendues antiquités en un grand étalage. Des professionnels de la vente ont adopté la formule et sous le couvert d'une vente dite de garage écoulent chez eux des stocks de marchandises diverses qui ne trouveraient aucun preneur en temps normal. Ils s'expriment ainsi toutes les tracasseries de la taxe de vente et des permis qu'ils devraient en temps normal avoir pour exercer leur commerce. Où qu'elles se tiennent, dans les quartiers bien ou dans les quartiers populaires, les ventes de garage ne sont de fait que de petits marchés aux puces. Même les résidents des chics condos du Sanctuaire du Mont-Royal, qui annonçaient ce week-end une vente dont une partie des bénéfices allait à la Société canadienne du cancer, se sont débarrassés de leurs vieilleseries et de leurs vases fêlés. Pourtant, dans les journaux, on avait parlé d'antiquités, de meubles, de fourrures, d'argenterie et d'objets d'art. Rien de tout ça mais là comme ailleurs, bien étalés sur des tables, profusion de boutons de manchettes, de vieux skis, de disques rayés, de bougeoirs et de vieilles fripes...

Dispersées dans plus d'une trentaine d'ateliers, les participantes au Forum n'ont pas défini de grande stratégie d'action commune, a précisé hier après-midi la vice-présidente de la centrale, Mme Alice Gagnon. « mais elle repartent ressourcées, mieux outillées ».

Selon la responsable de la condition féminine auprès de la CEQ, Mme Rosette Côté, le forum aura permis de voir que le féminisme entre dans une nouvelle ère. « C'est la fin de l'ère de la dénonciation, de la contestation. Les femmes cherchent des solutions concrètes », a-t-elle déclaré au terme du Forum.

Vendredi soir, à l'ouverture du Forum, les participantes avaient conservé une minute de silence à la mémoire de Simone de Beauvoir, décédée quelques jours plus tôt. L'après-Beauvoir commençait.

## Le RCM entreprend sa campagne

ALAIN DUHAMEL

Une semaine après la conclusion de sa fructueuse campagne de financement, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) entreprend sa campagne électorale.

En effet, lundi, dans le district électoral De Lorimier, les militants investissent Madame Manon Forget, 33 ans, assistante à la réalisation à Radio-Québec, de la candidature de leur parti. Mme Forget est la seule personne qui a sollicité la candidature du RCM dans ce district électoral.

En 1982, le candidat du Parti civique de Montréal, M. Claude Provost avait emporté le district avec 3,338 voix, contre 2,856 voix pour le candidat du RCM. Le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, avait obtenu 3,327 voix tandis que M. Jean Doré avait recueilli 2,892 voix.

À la mi-juin, le RCM devrait avoir choisi ses candidats dans au moins la moitié des districts électoraux au nombre de 58.

Jamais auparavant, le RCM n'aura atteint aussi tôt dans l'année électorale un tel niveau de préparation.

Sa campagne de financement lui a rapporté, au dernier compte, plus de \$180,000 et le nombre de ses membres cotisants a dépassé les 10,000.

Son candidat à la mairie, Jean Doré, a pu, depuis son siège de conseiller municipal à l'hôtel de ville, diriger son parti dans les débats publics et bâtir dossier à dossier sa notoriété. Le RCM a aujourd'hui des militants dans tous les districts électoraux, n'a aucune dette et se met en campagne dans tous les districts bien avant la rentrée automnale.

Les sondages printaniers de l'opinion montréalaise placent le président du RCM en avance dans les intentions de vote sur le maire de Montréal. Pour l'heure, les élections n'opposent que le RCM et le PCM, sans qu'il ne soit question d'une troisième formation politique qui viendrait mêler la donne.

En 1982, le RCM a fait élire 15 conseillers municipaux; à la mairie, Jean Doré, bien que peu connu du grand public, avait obtenu 129,706 voix, ou 35,8 % des voix exprimées, contre 174,306 voix pour M. Jean Drapeau (48,1 %) et 54,890 voix pour M. Henri-Paul Vignola (15,1 %), candidat du GAM.



Jusqu'à l'automne prochain, le Musée du Séminaire de Québec présente une exposition sur l'évolution du dessin et de la peinture de botanique depuis le XVIIe siècle. Il s'agit en quelque sorte d'un jardin de papier tiré en particulier des oeuvres de Nicolas Robert qui vécut en France de 1614 à 1685 et travailla à la cour du roi. Notre photo (une gracieuseté du Musée du Séminaire de Québec) montre une gouache sur vélin de Robert portant le titre de: *Hyoscyamus albus umbilico violaceo* (Jusquiame).

## soirée relations

### L'ÉGLISE DE MONTRÉAL

En célébrant une série d'heureux anniversaires, le diocèse de Montréal s'apprête à renouveler son leadership. Pourquoi le rêve ne serait-il pas aussi de la fête? De quelle Église Montréal a-t-elle besoin au moment de passer le cap de l'an 2000? On retrouvera au panel:

- Richard Guilmond, supérieur provincial des Dominicains;
- Rita Hazel, du collectif L'autre Parole;
- Julien Harvey, du Centre justice et foi;
- Denise Bombardier, journaliste;
- Pierre Goldberger, théologien.

Cette soirée aura lieu le lundi 21 avril 1986, de 19h30 à 22h00, à la Maison Bellarmín, 25 Jarry ouest (métro Jarry), Montréal.

\*L'entrée est gratuite, invitez vos amis et amies.

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI 25 Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 — Téléphone (514) 387-2541

## VOS ENFANTS COMPTENT BEAUCOUP POUR LUCIE, ÉDUCATRICE EN CENTRE D'ACCUEIL



Lucie travaille auprès d'une douzaine d'enfants de 6 à 12 ans. Et autant de parents! Les enfants de Lucie, ce sont les «tannants», les incontrôlables de l'école, avec de graves problèmes de comportement. Et pour elle, la participation de leurs parents est essentielle pour que ses efforts soient profitables. Lucie Letendre est éducatrice au Pavillon de l'enfance, un centre d'accueil à Longueuil.

Avec les plus jeunes, Lucie utilise les jeux, et même des marionnettes pour les aider à extérioriser leurs tensions. Les plus âgés, elle les amène à découvrir des trucs pour améliorer leur sort. Ce sont les parents qui appellent au Pavillon pour avoir de l'aide pour leurs enfants. Quand ils reçoivent Lucie, ils imaginent facilement que tout va se régler d'un coup de baguette magique... La baguette de Lucie est faite de patience, de temps et d'amour des enfants.

Pour toutes les Lucie Letendre de nos centres d'accueil, cela fait partie du quotidien ordinaire. Pour elles, le centre est bien plus qu'un lieu de travail. C'est une façon de vivre. C'est pour cela que vos enfants comptent sur elles.

Et qu'ils comptent tellement pour elles.

Vos enfants comptent sur nous



CEQ

## Au Musée McCord L'arme nucléaire et ses dangers pour l'humanité

CLÉMENT TRUDEL

Il est 11h02. Près du temple de Sakamotocho (Nagasaki), le 9 août 1945, une pendule s'arrête. Une bombe atomique de 4,5 tonnes vient de tuer instantanément 74,000 humains et d'en blesser grièvement 75,000 autres. En séquence-couleurs, on possède la progression de cette « boule de feu » au-dessus de Nagasaki.

Trois jours auparavant, le bombardement d'Hiroshima avait fait 118,000 victimes (200,000 si l'on compte les décès survenus à cause de l'exposition aux radiations). Cinq jours plus tard, le Japon capitulait.

L'exposition *Armes nucléaires: menace sur le monde*, ouverte au public du 23 au 27 avril au Musée McCord, 690 Sherbrooke Ouest, de 11h à 17h (entrée gratuite), aide à se replonger dans ce cauchemar, à l'aide notamment de cette horloge éternellement figée, et d'autres objets déformés par le souffle de l'explosion.

Cette tranche d'histoire hante encore les Japonais; elle rend nombre de scientifiques perplexes quant à l'utilisation possible de leurs découvertes, dans une guerre que Bertrand Goldschmidt qualifiait d'« anonyme ».

D'abord présentés à l'été 1982 dans le hall des Nations Unies à New York, les stands de photos, de graphiques, de statistiques et d'objets rescapés des deux premiers bombardements atomiques, ont fait, depuis, le tour de grandes capitales comme Paris, Vienne, Helsinki, Oslo, etc. Montréal est la première ville canadienne à accueillir cette exposition.

Ce soir, le maire d'Hiroshima, M. Akari, participera à la cérémonie d'ouverture, peu avant que ne débute, au Reine-Elizabeth, un congrès international sur la paix et la sécurité (*Mythes et réalités à l'ère nucléaire*). Demain, au musée, est jour réservé aux participants à ce congrès.

Sans fioriture, l'histoire démente est reconstituée. Le tout se présente sous une forme austère, telle une méditation quelque peu morose. Songez que les stocks nucléaires actuels suffisent à détruire 50 fois la planète et qu'à chaque humain correspondent 3 tonnes de bombes.

Les bombes larguées en 1945 au Japon sont considérées aujourd'hui comme « une puissance de destruction nucléaire minimale ». L'on vous met devant un « choix inéluctable »: la course aux armements ou la survie de l'humanité (*arms race ou human race!*).

Que vous soyez Montréalais, Torontois, Moscovites, Parisiens ou Newyorkais, vous pourrez examiner le gradé de la catastrophe, si une bombe d'une mégatonne était larguée au-dessus de chez vous. Destruction, mort, maladies, atteintes à l'équilibre écologique, rien n'est oublié, surtout pas l'insidieuse question: faites l'hypothèse que vous survivrez à l'explosion mais « pourriez-vous survivre dans un environnement atteint et contaminé? »

L'exposition est présentée par les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, par l'université McGill, par un organisme non gouvernemental, la société Soka Gakkai, et par le service d'information de l'Onu qui a réalisé un tabloïd de 16 pages (en français) et une brochure de 32 pages (anglais et japonais) sur « Les armes nucléaires: menace sur le monde ».

L'occasion est encore une fois donnée de comparer les dépenses militaires (\$800 à \$1,000 milliards par an) à celles que les gouvernements consentent à la santé ou aux autres besoins du genre humain. 250 millions d'hommes vivent dans des bidonvilles; 130 millions d'enfants ne peuvent suivre un ensei-



gnement primaire et 450 millions d'habitants du globe souffrent de la faim et de la malnutrition, tandis que dans les pays en développement (?) l'on calcule que « trois personnes sur cinq... n'ont pas accès à une source d'eau potable sûre ».

Si des mesures spéciales ne sont pas adoptées, prévient l'Onu, « le nombre d'êtres humains vivant dans des conditions de pauvreté absolue pourrait atteindre le milliard ».

Au 31 décembre 1982, le nombre d'explosions nucléaires connues ou supposées avait atteint le chiffre de 1375: soit 700 sous la responsabilité des États-Unis et 500 sous celle de l'URSS. Une explosion « pour fins pacifiques » s'est produite en Inde. La France avait réalisé à cette date 113 explosions nucléaires, le Royaume-Uni, 35, et la Chine, 26. L'on note qu'aucun essai nucléaire n'a eu lieu en Australie depuis 1957, le gouvernement australien y étant formellement opposé.

Entré en vigueur en 1970, le Traité sur la non prolifération des armes nucléaires est un outil pouvant contrer le péril dénoncé par l'exposition. Ce traité a retenu l'intérêt d'au moins 115 États, dont quatre l'ont effectivement signé.

L'exposition du musée McCord fait peur, c'est indéniable, par son étalage d'arsenaux nucléaires et de leurs systèmes vecteurs: bombardiers stratégiques et missiles balistiques dont une bonne part a besoin d'une flotte de sous-marins pour se déployer. Il est douteux toutefois que les stratèges des États-majors en conçoivent de la panique.

Le visiteur s'attardera sans doute sur les deux photos panoramiques des villes dévastées il y a 41 ans. En quelques secondes, 200,000 vies humaines — et d'insignifiants objectifs militaires — avaient fondu. « L'aventure atomique » commença en 1934 lorsque les Joliot découvrirent la radioactivité artificielle et que Fermi et son équipe publièrent leurs travaux sur le bombardement par neutrons de l'uranium, venant en quelque sorte de dérapage.

L'humanité s'en est-elle vraiment relevée? A-t-elle su éviter les gâchis imputables à ce qu'un néologisme à la Orwell baptise le « Nukespeak » (ou langue de bois des mordus du nucléaire)? Au début du siècle, des scientifiques avaient bien présenté comme un « élixir de vie », un « soleil liquide », le radium, avant de s'apercevoir que cet élément pouvait causer la mort s'il n'était pas manipulé avec précaution!

Les artisans du projet « Manhattan » — nom de code du programme ayant mené à la construction des premières bombes atomiques — ressemblent à des apprentis-sorciers qui auraient minimisé la « menace sur le monde » que leur invention faisait planer. Dans le document final (30 juin 1978) de la 1ère session de l'Onu consacrée au désarmement, il est dit que « l'élimination de la menace d'une guerre mondiale — d'une guerre nucléaire — est la tâche la plus pressante et la plus urgente de l'heure », sans quoi l'humanité risquerait « l'annihilation ».

## Selon le Conseil du statut de la femme

# Le CRTC doit régler fermement les vidéo-clips

CLÉMENT TRUDEL

La présidente du Conseil du statut de la femme, Mme Francine McKenzie, a prié hier le CRTC d'agir rapidement et fermement en matière de réglementation des vidéo-clips « qui sont une part importante de la culture des jeunes », car l'utilisation qu'on y note de la violence et du sexisme peut faire régresser la société.

Mme McKenzie, qui parlait d'aujourd'hui au CRTC, a souligné le caractère de violence et de sexisme de la culture des jeunes.

Mme McKenzie, qui parlait d'aujourd'hui au CRTC, a souligné le caractère de violence et de sexisme de la culture des jeunes. Elle a souligné le caractère de violence et de sexisme de la culture des jeunes. Elle a souligné le caractère de violence et de sexisme de la culture des jeunes.

Quatre commissaires du Conseil de la radiodiffusion et des télécom-

munications canadiennes, sous la présidence de Mme Rosalie Gower, reprenaient hier dans un hôtel mont-réalais les audiences commencées il y a deux semaines à Vancouver sur les stéréotypes sexuels dans les médias; une question sur laquelle le CRTC déposait en janvier un rapport d'étape, après deux ans d'un régime d'incitation à l'auto-réglementation. La douzaine de mémoires défendus hier et aujourd'hui à Montréal sera suivie de journées d'audiences à Hull dans une dizaine de jours.

Dans les propos tenus hier devant le CRTC par les dirigeants du CSF, l'on note un certain optimisme, relié surtout au fait que les messages publicitaires à contenu sexiste — le CSF décerne chaque un prix Emérites et un Démentis — sont le plus souvent corrigés ou même carrément retirés. Le CSF fait état de la multinationale Procter & Gamble qui, après un Démentis réservé à l'une de ses réclames, avait mis sur pied un nouveau service destiné à sensibiliser ses cadres à ces matières.

Le CSF souligne que le nombre de plaintes qui lui sont adressées au sujet de publicités entachées de stéré-

types sexuels a carrément diminué (660 plaintes en 1981, comparativement à 163 en 1983); résultat en partie attribuable à une campagne intensive menée par l'organisme paragréglementaire québécois. De la dizaine de recommandations faites par le CSF au CRTC, notons: la poursuite de l'incitation à l'auto-réglementation dans l'industrie de la radiodiffusion, pourvu qu'on en évalue de façon continue l'efficacité et les progrès. Mme McKenzie et le CSF veulent aussi que l'on pense à mieux « éduquer » les agences de publicité locales et le PME sur la lutte aux stéréotypes sexuels. Cinq recommandations ont trait au domaine des vidéo-clips, dont celle d'une analyse de contenu des émissions qui les diffusent. Le CSF demande au Conseil de limiter « la diffusion de vidéo-clips à tendance sexuelle abusive, sexistes, et stéréotypés », toujours dans une attitude visant à l'auto-réglementation.

D'autre part, le National Council of Women of Canada a profité hier de la même tribune pour dire que bien peu de progrès avait été enregistré depuis que le Council avait établi ses priorités en 1980 devant un

groupe de travail du CRTC. Les femmes sont sous-représentées dans beaucoup de domaines (le sport par exemple) et il est très malheureux (very unfortunate) que Radio-Canada ait enlevé à Mme Louise Arcand l'animation du magazine « Ce soir ». Le Council revient aussi sur sa demande de retirer toute publicité télévisée sur les produits d'hygiène féminine.

L'affaire Arcand prend également une large place dans le mémoire que soumet aujourd'hui la vice-présidente de la Fédération Nationale des Communications (CSN), Mme Danielle Desbiens. Selon la FNC, Radio-Canada « semble adhérer aux valeurs nouvelles ayant trait aux femmes » mais en matière de mécanismes mis en place, c'est insuffisant pour permettre aux femmes d'occuper la place qui leur revient vraiment à Radio-Canada. Il y a régression quant au temps d'antenne alloué aux femmes, ajoute la FNC citant le rapport soumis par Radio-Canada. A la FNC on privilégie l'« action positive »: à compétence égale, préférence d'embauche et de promotion irait aux femmes.

## Daniel Cohn-Bendit et le beau risque de la liberté

CLÉMENT TRUDEL

« La démocratie, la liberté, c'est un risque qu'il faut savoir prendre », déclare Daniel Cohn-Bendit. L'ancien leader étudiant des journées de Mai 68, en France, réside maintenant à Francfort. L'interdiction de séjour prononcée contre lui en France a été levée en 1978 et Cohn-Bendit y effectue de fréquents allers-retours. Sa tâche principale est d'assumer la responsabilité du collectif de rédaction de « PFLASTERSTRAND », un hebdomadaire régional tirant à 12,000 exemplaires et auquel il espère pouvoir donner bientôt le statut de publication rayonnant sur toute l'Allemagne fédérale. Il a presque terminé une série télévisée de quatre heures (« Nous l'avons tant aimée, la Révolution ») que les Français verront vraisemblablement à l'automne: du Brésil à l'Italie, des États-Unis à la France, il a retrouvé des témoins qui reconstituent avec lui l'histoire; les quatre épisodes d'une heure tendent à provoquer une réflexion sur l'exercice de la démocratie.

Daniel Cohn-Bendit, de passage à Montréal cette semaine, a accordé une brève entrevue au DEVOIR. Lui qui, en 1984, annonçait son adhésion au parti des Verts, confirme aujourd'hui cette préférence car il s'agit d'un « important projet politique », n'est toutefois pas question qu'il se porte candidat sous la bannière des Verts dont il partage pour l'essentiel l'approche critique et l'esprit de contestation face aux enjeux touchant à l'écologie, à la justice sociale, au chômage, à la culture, dans une ambiance conservatrice majoritaire « où l'on arrive à faire pas mal de choses ».

Pour Cohn-Bendit, il est « assez

fascinant » de constater qu'un grand débat s'installe sur le pour et le contre dans une question de culture: que la communauté juive de Francfort choisisse d'occuper une scène, d'empêcher les représentations d'une pièce de Fassbinder jugée par elle antisémite, « c'est positif, vu le passé, quoique l'objet en soit mal choisi car je ne crois pas que cette oeuvre soit antisémite »; dans deux ans peut-être, il y aura possibilité de remonter la pièce « en même temps on cherchera à intégrer un débat sur cette pièce » qui va à l'encontre de nombre d'attitudes de la majorité. Qu'une controverse ait cours lorsque le film Stammheim est primé (en février) au festival de Berlin — Reinhard Hauff y dissèque les entorses faites au cours normal de la justice lors des procès anti-terroristes — comme lorsque Von Trotta produit « Les années de plomb » sur l'ère nazie, il n'y a là rien d'inquietant, estime-t-il.

En Allemagne fédérale règne une « incertitude idéologique », l'on y sent « une recherche un peu à vide que personne n'arrive à combler » et Daniel Cohn-Bendit n'accepte pas l'attitude rétro, pas plus que la ligne moralisatrice lorsqu'il aborde les clivages de la société où il vit. Une société plus que toute autre sensibilisée aux dangers d'une certaine militarisation, qui a pourtant choisi de porter au pouvoir une coalition qui n'accorde pas un beau rôle aux pacifistes.

Que la jeunesse, par exemple, soit tentée par un retour sur soi, par une idéologie individualiste? « Je ne veux pas poser au vieux grand-père qui dirait: « c'était mieux dans mon temps ». Il y a là une réalité « différente »; les jeunes trouvent plus difficilement des débouchés qu'avant, il y a manque de grands modèles, la

perspective n'est pas la même... Ce qu'il faut c'est « essayer de comprendre pourquoi », puis tenter de changer les choses sans succomber à cette « maladie assez répandue » des regrets sur un passé embelli à tort. Le phénomène punk et l'irruption du « no future », c'est déjà politique...

L'Etat allemand, estime-t-il, a déjà fait la preuve de la fragilité de la démocratie en mettant en vigueur le Berufsverbot (ou interdiction professionnelle). Ce décret, maintenant aboli, a forcé plusieurs centaines de milliers d'enseignants et de fonctionnaires à « faire autre chose » car on les considérait comme hostiles à la Constitution ou hostiles à l'Etat. « Mais ce n'est pas le Goulag », dit-il de cette situation qui contrevient aux normes démocratiques courantes, même si une tare colle à la plupart des Allemands visés, dans les années '70, par l'Etat qui désirait se prémunir contre les « terroristes » et leurs sympathisants.

Cohn-Bendit n'aime pas être figé dans un métier. Il prône la mobilité occupationnelle. Tour à tour libraire et membre d'une équipe s'occupant d'un jardin d'enfant, il se consacre maintenant au journalisme écrit et télévisé; si un ras-le-bol se manifeste, il n'hésitera pas à changer de cap. Ce qui ne semble pas avoir beaucoup changé chez lui, c'est l'ironie de ce sourire désinvolte qui a tant fait ragier les tenants de l'ordre immobile, et la rapidité de réparties souvent humoristiques.

Avant de le quitter, j'ai demandé à celui que la presse avait surnommé « Danny le Rouge » ses commentaires sur l'affrontement entre les États-Unis et la Libye: « c'est très, très dangereux. Admettons — j'en doute, les preuves on les a pas vues — que les Américains aient la preuve

que ce soit Khadafi derrière l'attentat de Berlin-Ouest. Le problème c'est de savoir ce qu'ils vont faire pour réduire le terrorisme... C'est là une attaque américaine pensée pour l'opinion publique américaine qui s'en montre satisfaite. On ne se laisse pas marcher sur les pieds? L'idée est un peu faible. Reagan m'apparaît politiquement impotent, il s'insère dans la tradition des repré-sentants à la façon d'Israël mais il prend ainsi en otage une partie de la population civile libyenne ».

## CARTES D'AFFAIRES

### ROBIC, ROBIC & ASSOCIES

Fondée en 1892  
Conseils en propriété intellectuelle  
Agents de brevets d'invention  
et de marques de commerce  
1514, Docteur Penfield,  
Montréal, Canada, H3G 1X5  
Tel: (514) 934-0272  
Télex: 05-268656  
Cable: MARION  
Télécopieur

### SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER

Agents de brevet et de  
Marques de Commerce  
1001, Boul. de Maisonneuve ouest  
Montréal, Québec H3A 3C8  
Tel: (514) 845-7126, Télex 05-24355  
Fac-simile (514) 288-8389 (CCITT I-II-III)

## RENDEZ-VOUS

Pour assurer le succès d'un congrès, d'un salon, d'une conférence, d'un séminaire ou d'un colloque, il faut annoncer dans la rubrique « rendez-vous » du DEVOIR.

Tous les vendredis, la rubrique « rendez-vous » regroupe tous les événements d'importance. Pour de plus amples informations sur les tarifs publicitaires, communiquez avec:

Francine Gingras: 842-9645



le cancer agit... réagissez

le cancer agit... réagissez



SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER



CANADIAN CANCER SOCIETY

# INFORMATIONS INTERNATIONALES

## L'Europe tentera aujourd'hui de retrouver son unité pour parler d'une seule voix à Washington Londres n'exclut pas un nouvel usage de ses bases militaires

LONDRES (AFP, Reuter) — Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a déclaré hier à la télévision qu'un nouvel usage de bases de Grande-Bretagne comme point de départ de raids américains contre la Libye ne pouvait être « totalement exclu dans le genre de monde dans lequel nous vivons ».

Ainsi que d'autres ministres du gouvernement conservateur, M. Howe s'est employé au cours du week-end à calmer une partie de ses compatriotes, inquiets de la décision du premier ministre, Mme Margaret Thatcher, d'autoriser des F-111 américains à décoller de bases en Angleterre pour les raids de mardi contre la Libye.

Dans une interview à la chaîne commerciale ITV, le secrétaire au Foreign Office, qui participera aujourd'hui à la réunion des ministres des Affaires étrangères de la CEE au Luxembourg, a affirmé que le gouvernement britannique considérerait une nouvelle requête américaine pour l'utilisation de leurs bases en Angleterre, selon les circonstances du moment.

« Si une action collective effective est prise en Europe et dans les pays démocratiques et civilisés, je pense que cela réduira de façon substan-

tielle le risque de nouvelles attaques terroristes de la Libye », a-t-il estimé.

Au cours de leur troisième réunion en huit jours sur la crise américano-libyenne, les ministres des Affaires étrangères de la communauté européenne vont essayer de panser les plaies dans leurs rapports avec Washington.

« La plupart d'entre nous vont tenter désespérément de prévenir toute nouvelle tension politique », a déclaré un diplomate européen de haut rang, ajoutant que la probabilité d'une nouvelle querelle commerciale transatlantique rendait essentiel de calmer le jeu au sein de l'Alliance atlantique.

Pour certains États, le renouvellement du dialogue et de la coopération avec les États-Unis est également nécessaire pour les dissuader de lancer de nouvelles attaques contre la Libye, sources de division dans l'opinion européenne et susceptibles d'entraîner de nouveaux attentats sur le sol européen, a-t-il ajouté.

La crise américano-libyenne, qui dominera cette réunion mensuelle, a déjà fait l'objet de consultations d'urgence jeudi à Paris au niveau des ministres des « douze ». Leur première réunion à La Haye lundi sur ce sujet

n'avait pas permis d'empêcher les raids américains sur la Libye dans la nuit de lundi à mardi.

De source diplomatique européenne, on déclarait que les ministres allaient discuter un rapport de leurs experts recommandant des mesures concrètes pour combattre la violence politique. Il répondrait quelque peu aux accusations américaines selon lesquelles l'Europe manque de détermination pour affronter le terrorisme.

La Grande-Bretagne qui a été le seul pays européen à soutenir pleinement les raids américains a déjà fait savoir qu'elle réclamerait la fermeture de toutes les missions diplomatiques libyennes au sein du marché commun.

Le secrétaire au Foreign Office doit présenter de nouveaux indices de l'implication libyenne dans des actes de violence. La mission libyenne à Londres avait été fermée à la suite de la mort d'une femme policière tuée depuis cette mission en 1984.

Cette proposition a peu de chance d'obtenir l'unanimité requise pour toute décision politique au sein du marché commun dans la mesure où la Grèce, notamment, réclame des preuves tangibles de l'implication libyenne.

Par ailleurs, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national français (extrême droite) a déclaré hier à la radio RMC qu'il était « scandaleux que les pays européens se dérobent devant la menace terroriste, ce qui montre qu'ils sont déjà terrorisés ».

M. Le Pen a estimé que « la pre-

mière des mesures » qu'il conviendrait de prendre à l'encontre de la Libye serait de « chasser ce pays de l'ONU et des organisations internationales auxquelles il appartient ».

« On peut également supprimer la représentation diplomatique de ces pays (qui soutiennent le terrorisme) ainsi que la nôtre éventuellement chez eux », a-t-il ajouté. « On peut aussi aller, si c'est nécessaire pour faire respecter la vie de nos concitoyens, jusqu'à mettre en cause celle du gouvernement libyen », a-t-il encore indiqué, soulignant que « puisque c'est la guerre, il faut avoir le courage de la mener ».

À propos du refus de la France d'autoriser le survol de son territoire par les bombardiers américains, M. Le Pen a déclaré : « La France pouvait accorder cela à ceux qui ont violé cet espace à plusieurs reprises pendant la guerre pour venir nous délivrer ».

« À la question « que feriez-vous aujourd'hui ? », il a répondu : « quelque chose qui ressemble étrangement à ce qu'a fait le président Reagan parce qu'il faut que les pacifiques se rassurent et que les belliqueux tremblent et il ne faut pas confondre fermeté et extrémisme ni démocratie avec lâcheté ». Un sondage a révélé que près des deux tiers des Français approuvent le raid.

Enfin, l'attaque de la Libye, mardi par l'aviation des États-Unis, a dominé la réunion du bureau de coordination des pays non-alignés à New Delhi, dont la fin a par ailleurs été marquée par une nouvelle confrontation verbale entre l'Iran et l'Irak. Les non-alignés qui avaient adopté

dès mardi après-midi une résolution condamnant l'attaque des États-Unis contre la Libye, ont désigné six pays pour se rendre à Tripoli manifester leur soutien au peuple libyen, puis à New-York, où ils déposeront leur motion devant le Conseil de sécurité des Nations unies qui a convoqué un débat d'urgence sur l'affaire libyenne.

Outre le ministre des Affaires étrangères indien, des représentants du Congo, de Cuba, du Ghana, du Sénégal et de Yougoslavie devaient quitter New Delhi hier.

Seul le délégué tchadien, M. Michel Froud, a refusé de signer la motion de soutien à la Libye, considérant que son pays était victime de la même « agression » de la part de Tripoli, sans que le mouvement tiers-mondiste ne condamne les Libyens.

Le mouvement est décidé à lutter « par tous les moyens légaux » contre ces actes terroristes et demande à la communauté internationale de s'abstenir de tout appui aux organisations terroristes.

En même temps, les signataires de la déclaration ont souligné que ce terme de terroriste ne pouvait s'appliquer aux actions entreprises contre les pays « coloniaux ou racistes » et que la lutte des mouvements de libération était « légitime ».

Les non-alignés ont cité particulièrement les organisations palestiniennes, namibiennes et sud-africaines à qui ils ont réaffirmé leur entier soutien.

Les non-alignés ont décidé de créer un comité ouvert aussi aux pays en voie de développement pour



Geoffrey Howe

jeter les bases des principes de coopération sud-sud et pour préparer de futures négociations avec les pays développés, qu'ils appellent de leurs vœux.

La réunion du bureau de coordination des non-alignés de New Delhi était la dernière rencontre plénière avant le sommet de Harare, qui se tiendra dans la capitale du Zimbabwe du 26 août au 7 septembre 1986.

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a de son côté réaffirmé la nécessité de la tenue d'une conférence internationale pour la lutte contre le terrorisme parce que « le monde est conscient de la gravité du terrorisme ».



Jo Hellier, une jeune Anglaise de 15 ans de Hastings, était au nombre des manifestants qui, samedi, se sont retrouvés au Grosvenor Square à Londres, devant l'ambassade américaine, pour protester contre le raid des États-Unis sur la Libye.

## Malgré le raid américain, Gorbatchev est prêt à voir Reagan avant la fin de l'année

POTSDAM (AFP) — M. Mikhaïl Gorbatchev a laissé la porte ouverte au dialogue avec Washington en déclarant qu'une rencontre avec le président américain Ronald Reagan était possible avant la fin de l'année.

Pour la tenue de ce deuxième sommet après Genève, M. Gorbatchev a posé deux conditions : d'une part qu'il existe un « réel espoir de faire quelque chose à ce sommet », et d'autre part que Washington cesse « d'envenimer les relations internationales et d'agir contre l'esprit de Genève ».

Le numéro un soviétique n'a fait aucune allusion directe à la crise américano-libyenne, rappelant aux journalistes qu'il interrogeait qu'il s'était longtemps exprimé sur la situation internationale au cours de son intervention vendredi à Berlin-Est devant le 11e congrès du PCF est-allemand (SED).

« Tous les projets concernant une prochaine rencontre seraient entravés » si les États-Unis continuent « d'envenimer les relations internationales » a cependant souligné M. Gorbatchev laissant ainsi

entendre qu'une aggravation de la crise américano-libyenne pourrait constituer un obstacle majeur à la tenue d'une nouvelle rencontre américano-soviétique.

« Qu'ils réfléchissent à Washington » a lancé M. Gorbatchev en guise d'avertissement après avoir affirmé que Moscou est prêt à « avancer sérieusement » dans la préparation d'un sommet.

Le secrétaire général du PC soviétique a fait ces déclarations alors qu'il était interpellé par les journalistes à la sortie du château de Cecilienhof où étaient signés en 1945 entre l'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis les accords qui ont scellé le sort de l'Allemagne.

Cette visite à Cecilienhof est la première d'un secrétaire général du PC soviétique depuis la tenue de la conférence de Potsdam à laquelle Staline avait participé aux côtés de MM. Churchill et Roosevelt. Pour cette visite historique, M. Gorbatchev était accompagné de son épouse Raïssa.

Par ailleurs, à Washington, le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, a déclaré

hier que les États-Unis s'attendaient à ce que le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, « tienne sa parole » et se rende aux États-Unis cette année.

« Le sommet doit aller de l'avant », a déclaré M. Regan qui était interviewé sur la chaîne NBC.

M. Regan a estimé que la rencontre des chefs de la diplomatie américaine et soviétique destinée à préparer le sommet avait été « reportée plutôt qu'annulée » par les Soviétiques, à la suite du raid américain contre la Libye.

« Le chef de la seconde nation dans le monde a donné sa parole au chef de la plus grande nation qu'il viendrait lui rendre visite et qu'en retour le président Reagan irait en URSS en 1987. Nous nous attendons à ce qu'il tienne sa parole », a ajouté M. Regan.

Un autre porte-parole, M. Bruce Ammerman du département d'État, a déclaré que « nous sommes prêts à négocier et nous estimons que cela est plus important que de s'adonner à des pauses politiques », M. Ammerman, faisant allusion à la rencontre manquée de la semaine dernière.

### LE MONDE EN BREF

#### Waldheim regrette

WASHINGTON (AFP) — M. Kurt Waldheim a déclaré qu'il aurait été préférable pour lui de révéler plus tôt ses activités dans l'armée allemande pendant la dernière guerre, mais a maintenu qu'il « n'avait rien à se reprocher », dans une interview publiée dans l'hebdomadaire U.S. News and World Report. « Je n'ai jamais participé à rien qui pourrait justifier un sentiment de culpabilité », a dit M. Waldheim qui a reconnu avoir servi dans les Balkans bien que « sans connaissance à l'époque des déportations de juifs ». Waldheim a qualifié de « grande tragédie humaine » la déportation de 40.000 juifs grecs de Salonique, en disant qu'il ne se trouvait pas dans cette région à l'époque, soit de mi-mars à mi-mai 1943.

#### Fallaci contre Kadhafi

ROME (AFP) — Sortant d'un silence de plusieurs années, la journaliste Oriana Fallaci, célèbre pour ses interviews-choc notamment avec Mouammar Kadhafi, prend à partie les Italiens sur leur attitude à l'égard du colonel Kadhafi. Dans un éditorial qui fait la moitié de la une du Corriere della Sera, suivi par deux pages intérieures, à suivre, sur sa rencontre passée avec le dirigeant libyen, l'ancienne correspondante de guerre écrit à « ceux qui n'ont pas compris Kadhafi, ou qui font semblant de ne pas le comprendre : n'ayez pas peur de le comprendre, n'ayez pas peur de lui. Gare à celui qui a peur de Kadhafi ».

#### Kissinger critique Reagan

WASHINGTON (AFP) — L'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger a porté des jugements sévères sur le président Ronald Reagan et sa politique à l'égard du Nicaragua, lors d'un symposium à Washington. « Quand on rencontre le président, on se demande comment il a été possible qu'il devienne gouverneur, et à fortiori président », a dit M. Kissinger. L'ancien secrétaire d'État qui a dirigé la Commission sur l'Amérique latine nommée par le président Reagan américain a sursauté en apprenant qu'un journaliste se trouvait dans la salle, en se demandant publiquement « s'il ne venait pas de se couper la gorge ».

#### La Loi d'urgence maintenue en Égypte

LE CAIRE (AFP) — L'Assemblée égyptienne du peuple (Parlement) a approuvé samedi soir la reconduction pour deux ans de la loi d'urgence instaurée en Égypte au lendemain de l'assassinat du président Anouar el Sadate le 6 octobre 1981, en invoquant « l'extension en Égypte du terrorisme international ». La loi sera appliquée également à la lutte contre le trafic de la drogue. L'opposition estime que ces mesures d'urgence ne sont pas nécessaires.

## Un nouveau scandale secoue l'armée à Quito

QUITO (AFP) — Un nouveau scandale a secoué samedi le haut commandement militaire équatorien avec la publication dans la presse de Quito d'une déclaration du général Laercio Almeida, commandant le génie, accusant son supérieur le général Jorge Azanza, commandant en chef de l'armée de terre, de vouloir renverser le régime du président León Febres Cordero.

Selon les observateurs dans la capitale équatorienne, ce nouvel épisode de la « guerre des généraux » traduit le malaise provoqué chez les militaires par le soulèvement, le mois dernier, du général Frank Vargas, ancien commandant de l'armée de l'air.

Le général Vargas, qui avait accusé de malversation de fonds militaires le ministre de la Défense, le général Luis Pineiros, et le commandant de l'armée de terre, le général Manuel Albuja, s'était soulevé deux fois et avait demandé la destitution du président Febres Cordero.

Le déroulement du procès Vargas, actuellement en cours, a permis d'établir un abus d'autorité de la part du

général Albuja qui a démissionné ainsi que le général Pineiros à la suite de l'affaire Vargas. Ce dernier avait accusé M. Albuja de s'être fait construire une résidence personnelle par des éléments du génie.

S'adressant vendredi à ses troupes, le général Almeida a accusé un de ses officiers, le colonel Nelson Subia, auquel il avait deux fois refusé la promotion au grade de général, d'avoir soustrait au corps des ingénieurs du génie des documents qui auraient permis à Vargas d'étayer ses accusations contre le général Albuja.

Il a précisé que le général Azanza soutenait la promotion du colonel « félon » en signe de récompense pour avoir remis au général Vargas les documents compromettants. Selon M. Almeida, le commandant en chef de l'armée de terre aurait été d'accord avec le général Vargas pour renverser l'ordre constitutionnel.

M. Almeida a ajouté que la menace de subversion subsistait et a accusé le général Azanza de nourrir de sombres projets.

#### Irlande du Nord

### Incidents protestants

BELFAST (AFP) — Quatorze policiers ont été blessés, et neuf maisons, une école et une église catholique attaquées, dans la nuit de samedi à dimanche, en Irlande du Nord, par des groupes de jeunes protestants, a indiqué la police hier à Belfast.

Ces violences, qui surviennent pour la troisième nuit consécutive,

sont liées à l'accord anglo-irlandais sur l'Ulster du 15 novembre dernier. Cet accord a été dénoncé comme une « trahison » par les dirigeants de la communauté protestante (majoritaire), de plus en plus inquiets du rôle que doit jouer la République d'Irlande dans les affaires de la province britannique.

### Résultats

**Provincial**

Tirage du 18-04-86

NUMEROS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
4211068	500 000\$	6/6	0
211068	50 000\$	5/6 +	4
11068	1 000\$	5/6	163
1068	100\$	4/6	6 378
068	25\$		
68	10\$		

Tirage du 18-04-86

4 12 15 16 25 36 no complémentaire 23

Mise-tôt 1 3 10 19

GAGNANTS LOT

770 64,90\$

Ventes totales 1 812 993,00\$

Prochain gros lot 732 000,00\$ approx.

---

**La Quotidienne**

Semaine du 14-04-86

NUMEROS	LOTS
269535	50 000 \$
69535	5 000 \$
9535	250 \$
535	25 \$
35	5 \$

**La Mini**

Tirage du 18-04-86

26953 1 000 \$

2695 100 \$

269 10 \$

---

**649**

Tirage du 19-04-86

7 17 26 28 42 48 no complémentaire 43

GAGNANTS LOTS

0 4 422 236,70\$

3 270 004,40\$

321 1 929,60\$

19 913 59,80\$

376 723 10,00\$

Ventes totales 18 960 030,00\$

**Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.**

Prochain tirage: 6/6

Mercredi 23-04-86 5/6 +

Gros lot (approx.): 4/6

6 700 000,00

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LESEN · READ · 閱讀 · LIRE · ЧИТАТЬ · LEER · LESEN · READ · 閱讀 · LIRE · ЧИТАТЬ · LEER · LESEN · READ · 閱讀 · LIRE · ЧИТАТЬ · LEER

## 15<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DU LIVRE DE QUÉBEC

22 AU 27 AVRIL 1986

CENTRE MUNICIPAL DES CONGRÈS

LESEN · READ · 閱讀 · LIRE · ЧИТАТЬ · LEER · LESEN · READ · 閱讀 · LIRE · ЧИТАТЬ · LEER · LESEN · READ · 閱讀 · LIRE · ЧИТАТЬ · LEER

# AU PAYS DU PÉTROLE

LES Albertains se rendront aux urnes le 8 mai. Le nouveau premier ministre conservateur de cette province a décidé de devancer l'échéance théorique de l'actuelle législature pour en appeler au peuple. M. Donald Getty a visiblement préféré affronter un électoral acquis au Parti conservateur depuis 1971, avant que la situation économique ne se détériore davantage. À la lumière des derniers événements, on doit admettre que ce pari n'est pas sans fondement.

Les ministres du pétrole de l'Opep confirment de jour en jour les appréhensions des stratèges des Tories de l'Alberta. Le baril de brut à moins de \$ 10, ce n'est plus seulement une hypothèse d'école, c'est la perspective avec laquelle jonglent désormais les analystes financiers de même que les économistes des multinationales du pétrole.

C'est ici que se profile pour l'Alberta de nouvelles années de vaches maigres. Atteinte par la crise économique avec un certain décalage par rapport au reste du Canada, la province pétrolière par excellence au pays est, depuis un long moment, plongée dans un marasme profond.

En annonçant un déficit record de \$ 1,9 milliard pour le prochain exercice financier, le gouvernement albertain tente de colmater les brèches majeures dans une économie qui avait largement profité du boom pétrolier engendré par les deux crises énergétiques de 1973 et 1979. Depuis que le marasme s'est installé à demeure, le trésor provincial d'Alberta a vu ses redevances chuter considérablement. Le tarissement de cette source de rentrées fiscales, de cette « manne noire », compromet dangereusement l'équilibre financier d'une province qui pouvait se vanter d'avoir échappé à la crise.

En quittant la direction du gouvernement et du Parti conservateur, l'ancien premier ministre, M. Peter Lougheed, remettait à son successeur une situation saine, mais fragile. M. Getty a reçu en dot les milliards investis dans le *Heritage Fund*, à la faveur des rentrées considérables des belles années du pétrole cher. Décision de portée symbolique ou volonté de ne pas toucher à l'héritage, le nouveau premier ministre a préféré recourir au déficit budgétaire pour préparer une opinion publique inquiète, au sens de cette campagne électorale.

L'Alberta n'est pas seulement victime de l'effondrement mondial des prix du pétrole. L'agriculture — second pilier d'un temple prospère, mais fragile — est aussi frappée de plein fouet. Aussi, dès le début de l'hiver, le gouvernement albertain avait-il consenti des concessions importantes aux fermiers de la province. La menace de très nombreuses faillites dans ce secteur noircit encore davantage un tableau où les lueurs d'espoir se font très rares, sinon incertaines.

L'Alberta n'est peut-être plus le lot de la monoculture comme du temps de la grande crise, mais ses fondements sont tout aussi tributaires du secteur des matières premières en profonde dépression partout dans le monde. Cette constatation gé-

nérale se confirme avec une brutale précision dans cette province où le taux de chômage grimpe de mois en mois, où les faillites bancaires ont semé l'émoi dans tout le pays, l'automne dernier, où la confiance des investisseurs est déjà un souvenir lointain.

Et pourtant, tout comme au Manitoba, il y a quelques semaines, l'issue du scrutin de mai ne soulève pas beaucoup d'incertitude. Le Parti conservateur est bien en selle, ses coffres sont bien garnis, le prestige de son nouveau leader, apparemment intact d'une course au leadership orchestrée et réussie avec brio.

Devant le parti gouvernemental, les autres formations ne font guère le poids. Le NPD a beau former l'opposition officielle, rien n'y fait. À l'image d'une économie qui n'est guère diversifiée, la vie politique de l'Alberta a toujours été marquée du sceau de l'unanimité. À l'hégémonie du Crédit social a succédé l'emprise des conservateurs. Ce n'est sûrement pas le squelette Parti libéral de cette province qui va le moindrement du monde inquiéter M. Getty et ses troupes. Quant aux autres formations, elles ont surtout le mérite d'exister et, parfois, d'injecter un peu d'originalité dans une vie politique monocorde.

Élections vraisemblablement sans surprise, mais scrutin dont on ne peut nier l'intérêt ni la signification pour l'ensemble fédéral. Oublions aussitôt la dimension partisane, la relation entre parti provincial et homologue fédéral. L'essentiel réside ici dans le retour du pendule. Au moment où le pétrole se vendait plus de \$ 30 dollars le baril, l'Alberta pouvait forcer le gouvernement fédéral à négocier des ententes qui obligeaient à des entorses aux principes traditionnels du fédéralisme. Que l'on songe un instant aux tractations difficiles et souvent tendues entre le ministre fédéral de l'Énergie et son collègue albertain. Cette fois-ci, c'est l'Alberta qui regarde du côté d'Ottawa.

Le gouvernement de M. Getty n'est pas dépourvu de ressources. Le *Heritage Fund* est là pour le prouver. Mais il aura sans doute besoin du coup de pouce complaisant d'Ottawa. La vigilance s'impose ici, au moment où le premier ministre du Québec se voit refuser par Ottawa les quelque \$ 66 millions de dollars qu'il réclame au titre de compensations fiscales.

Le pays du pétrole traverse une crise difficile et grave. C'est dans ce contexte que se déroule actuellement la campagne électorale, sans susciter d'intérêt passionné à l'intérieur de la province. Reflet d'une situation mondiale, le marasme albertain remet cependant en question deux notions importantes : la suffisance énergétique, objectif cher aux libéraux de M. Trudeau, et la solidarité qu'implique toute forme de fédéralisme. C'est la dimension essentielle d'un scrutin qui ne devrait représenter aucun risque pour le gouvernement conservateur démissionnaire.

— PAUL-ANDRÉE COMEAU

# En hommage à Marcel Rioux

## NOTES DE LECTURE

LUCIA FERRETTI

★ Sociologie et sociétés, *Sociologie critique et création artistique*, sous la direction de Marcel Rioux, Greg Nielsen et Luc Racine, vol. XVII, no 2, octobre 1985, 144 pages

AVEC Léon Gérin autrefois, précurseur encore méconnu, Jean-Charles Falardeau et Fernand Dumont aujourd'hui, Marcel Rioux a fortement contribué à créer une sociologie québécoise originale dans le contexte nord-américain, une sociologie qui se caractérise à la fois par sa perspective plus critique que fonctionnaliste et par son interrogation sur la place et le rôle de la culture dans nos sociétés.

Au moment où il se retire de l'enseignement, quelques collègues ont voulu rendre à Rioux un hommage particulier. À l'occasion de la parution de ce nouveau numéro de *Sociologie et sociétés*, ils ont confié à Jacques Hamel le soin de préparer une première bibliographie de son oeuvre et organisé une table ronde sur la perspective critique en sociologie, courant dans lequel s'inscrit Rioux et qu'avec d'autres il a bâti

au Québec.

Monographies de terrain, articles théoriques, ouvrages de synthèse sur le Québec, réflexions sur l'art, l'éducation, la nation, les classes sociales, pamphlets politiques à l'occasion, l'oeuvre de Marcel Rioux est considérable et impressionnante. Elle explore trois avenues principales : la spécificité culturelle du Québec, les pratiques émancipatoires et la place de la création artistique dans les sociétés contemporaines. Elle témoigne par ailleurs de l'engagement social concret d'un intellectuel qui, à la suite de Bachelard, définit les humains et les collectivités comme des êtres de désirs, de projets, plutôt que de besoins.

Marcel Fournier, animateur de la table ronde, aurait voulu manifestement faire porter la discussion sur l'institution sociologique. Il avait préparé des questions sur les nouveaux courants sociologiques en développement au Québec, leur orientation critique, herméneutique ou positive, sur la définition d'une perspective critique en sociologie et sur l'originalité de la sociologie critique québécoise. Heureusement, les cinq autres participants (F. Dumont, G. Gagnon, N. Laurin-Frenette, G.-M. Nielsen et M. Rioux) ne se sont pas laissés enfermer dans cette optique étroitement disciplinaire et qui n'aurait eu d'éventuel intérêt que pour les spécialistes. Ils se sont plutôt montrés inquiets du sort actuellement

réservé à la sociologie, boudée d'une part par un pouvoir dont la caractéristique est justement qu'il ne demande pas à être pensé, et peu sollicitée d'autre part par des mouvements sociaux pour l'instant en veilleuse. Malgré des divergences d'accent, il leur est apparu que le rôle de la sociologie critique dans un tel contexte est de persister à penser la société et de lui proposer des utopies, des voies émancipatoires.

Les auteurs du numéro thématique auraient eu tout intérêt à s'inspirer de ce programme tracé par leurs collègues ou de l'exemple donné par Marcel Rioux de l'engagement social d'un intellectuel. On aurait peut-être alors pu lire quelques bons articles sur les liens entre l'art et la société. Au lieu de cela, on nous offre dix versions d'un discours clos de la sociologie sur elle-même, ce qui conduit inévitablement à penser que les difficultés actuelles de la sociologie doivent non seulement tenir au contexte social, mais aussi, en partie, à ce qu'elle semble être devenue si l'on en croit ce numéro : un discours souvent verbeux qui s'intéresse davantage à lui-même qu'à un objet social, en l'occurrence ici à la création artistique. L'absence complète de référence concrète au social nous laisse sur l'impression d'un discours sans prise sur la réalité et malheureusement sans véritable pertinence. Marcel Rioux méritait un plus bel hommage.

# Rivières-des-Prairies : l'évaluateur rectifie les faits

LE 16 AVRIL 1986, M. Jean Francoeur, dans un éditorial intitulé « Un beau grenouillage », s'en prenant directement à la personne de l'observateur désigné par le ministre Guy Chevrette pour évaluer le bien fondé des allégations soulevées par les parents à l'encontre de la direction de l'hôpital. Cet article comporte des faussetés et inexactitudes qu'il est essentiel de corriger.

Dans un premier temps, le Dr André Blanchet n'est pas un des mes amis personnels. Je le connais au même titre que plusieurs autres personnes à l'hôpital Rivière-des-Prairies. De même, la présidente d'alors de l'Association des parents travaille à ce moment comme consultante auprès des parents du Centre d'accueil. Le fait de connaître ces personnes ne m'a jamais, en aucune façon, empêché d'agir de façon impartiale et d'examiner les

faits à leur vérité.

Ce qui m'apparaît plus grave, c'est lorsque votre éditorialiste m'accuse d'avoir bâclé mon enquête, et écarté systématiquement les personnes les plus susceptibles de m'éclairer. Dans le cadre du mandat très court qui m'avait été confié d'évaluer si les allégations des parents justifiaient une enquête plus approfondie, j'ai rencontré 27 parents, 10 employés, 3 cadres et 4 membres de la direction, dont le directeur général et le président du conseil d'administration. C'est après avoir pris leur avis et avoir écouté et rencontré toutes les personnes intéressées que j'ai transmis un rapport. Jamais je n'ai écarté le moindre témoin.

Quant au contenu de mon rapport, j'ai simplement relaté au ministre les faits rapportés par les personnes rencontrées. Il était bien clair, à ce moment-là, qu'il ne s'a-

gissait que de vérifier si, à première vue, la situation existant à l'intérieur de l'établissement justifiait une enquête et non d'enquêter en bonne et due forme sur l'établissement.

J'ai alors, sur la base de l'ensemble des affirmations qui m'ont été faites, recommandé au ministre de nommer un enquêteur et mettre l'institution en tutelle, pour faciliter la conduite de l'enquête, en égard au climat régnant dans l'institution et à la gravité des faits allégués par les personnes que j'ai rencontrées. Le ministre a pris par la suite les décisions qui s'imposaient.

M. Francoeur ne m'a jamais contacté, de même, il n'a probablement jamais vu mon rapport. Je me demande en conséquence, comment il a pu faire les affirmations énoncées dans son éditorial.

— GUY MICHEL DESLAURIERS

# Touchons du bois

LE RÉGIME québécois de relations de travail ne serait pas suffisamment « compétitif ».

L'idée revient comme un leitmotiv dans le manifeste du Parti libéral du Québec : « Le secteur des relations de travail constitue un excellent exemple d'environnement rendu peu propice à la compétitivité. » Même son de cloche dans les propos tenus la semaine dernière, par le ministre du Travail devant la commission parlementaire qui étudiait les crédits de son ministère.

« La compétitivité du Québec par rapport aux provinces et aux États limitrophes est important pour l'actuel gouvernement », déclarait M. Pierre Paradis. Nous nous devons de faire tout en notre pouvoir pour que les écarts de lois du travail qui viennent nuire au caractère compétitif du Québec au plan socio-économique soient évalués très sérieusement.

Ces mots sonnent curieusement dans la bouche d'un ministre qui « hérite » d'une situation sociale exceptionnelle faisant suite à deux années où le nombre des jours perdus lors de conflits de travail aura été à son plus bas. M. Paradis ne soulignait-il pas — tout en touchant du bois — qu'à l'heure même où il prenait la parole, il n'y avait que de 2,000 travailleurs en grève ou en lock-out dans tout le Québec. Un record absolu.

Le paradoxe, c'est que les intentions que le ministre annonçait dans ce même discours comportent le risque d'une détérioration de ce climat. Pourquoi réveiller le chat qui dort ? Il est exact qu'il se pose pour le Québec un problème de compétitivité.

Les données statistiques sont éloquentes. Oublions les États limitrophes, regardons du côté de l'Ontario, notre plus important partenaire et concurrent. En termes de richesse collective per capita, le Québec n'arrive pas à réduire l'écart qui le sépare de sa voisine. De 1971 et 1985, cet écart qui est de l'ordre de 25 pour cent n'a pratiquement pas bougé (selon l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération). En revanche, précise l'Institut C. D. Howe (*Le Marché du travail au Québec*, automne 1985), au cours de cette même période, les salaires relatifs au Québec qui, en 1971, accusaient un retard de 8 pour cent, atteignaient la parité avec l'Ontario dès 1979. Ils s'y maintiennent depuis lors. C'est l'emploi relatif Québec/Ontario qui était de 0,699 en 1971 n'était plus que de 0,623 en 1982, et cette baisse était particulièrement forte dans le secteur privé et l'industrie manufacturière.

Stagnation de la richesse relative, parité des salaires, chute de l'emploi. On peut s'interroger sur les causes. Bien malin, cependant, qui réussirait à démontrer que cette évolution est attribuable aux modifications apportées depuis 1976 à nos lois du travail par un gouvernement qui ne cachait son « préjugé favorable » à l'endroit des syndicats.

L'examen des données statistiques n'indique rien de tel.

La richesse collective per capita des Québécois, en regard de l'Ontario, n'a pratiquement pas bougé, au début des années soixante-dix, sous

un régime libéral. Elle a marqué quelques points par la suite, pour retomber pratiquement au même niveau. Quant aux salaires, c'est sous un gouvernement Bourassa que la plus grande partie du rattrapage s'est fait. Certes l'indice de l'emploi relatif s'est gravement détérioré après 1976, mais il serait abusif, dans un contexte de crise mondiale, d'attribuer cette baisse à des raisons politiques spécifiques au Québec.

Que conclure, sinon qu'il y a d'autres facteurs en cause ?

On peut soulever l'hypothèse que les attitudes mêmes et les comportements des parties au cours de ces quinze années ont eu une influence autrement plus importante que les modifications du cadre juridique des relations de travail.

Si cette hypothèse était vérifiable, il faudrait admettre qu'une nouvelle ronde d'amendements législatifs pourrait être assez décevante, surtout si elle n'avait pour objet que d'offrir aux parties l'occasion d'un match revanche.

À force de se braquer sur les seuls conflits — et notamment sur les plus visibles, ceux des services publics —, on oublie que plus de neuf conventions collectives sur dix se négocient sans grève ni lock-out.

Sur le terrain même, et sans que cela se sache vraiment, les choses évoluent peut-être de telle façon que la problématique des grandes associations, aussi bien patronales que syndicales, en deviendra caduque.

En attendant, avec M. Paradis, il faut toucher du bois.

— JEAN FRANCOEUR

# Notre maire n'est pas battu

## BILLET

JEAN-CLAUDE LECLERC

LA GRANDE presse vient de prendre sa revanche sur le maire de Montréal. Après avoir fait de Jean Drapeau, au temps de l'enquête sur la pègre, un mythe qu'ils n'ont jamais pu déboulonner, les journalistes, ulcérés, cherchaient le moyen de battre le chef imbattable, avant qu'il ne tire sa révérence. C'est fait.

Un sondage, deux même, il suffisait d'y penser : à six mois des élections, le maire Drapeau ne s'en remettra pas. Jean Doré, le chef de l'opposition, a beau ne pas croire aux enquêtes d'opinion, le voilà premier magistrat de la métropole, avant même d'avoir déposé son bulletin.

Cruelle, la grande presse va même jusqu'à faire battre de grandes personnalités auxquelles le chef du Parti civique aurait pu songer à remettre sa succession : les Roger D.,

les honorables Jean-Pierre G., et les présidents Lawrence H.

Jean Drapeau ne peut laisser le défi impuni. S'il quitte, on dira qu'il l'a fait avant que d'être battu par son petit peuple de Montréal; s'il reste, ma foi, il prend le risque d'entrer dans l'histoire : tête première.

Le pire, c'est que les gouvernements supérieurs, qu'il a toujours respectés, se sont liés aux médias pour donner la couronne à son adversaire, avant même qu'il ait quitté le trône du conseil. Déjà un Robert Bourassa fait de Jean Doré, cet avocat de la CSN — ô infâme collusion — son ambassadeur à Atlanta!

Faudra-t-il attendre, pour contre-attaquer, que Brian Mulroney offre à son tour au chef du RCM, ce détestable groupuscule gauchiste, l'appui d'un gouvernement conservateur? Car les sondages, vicieux, font élire Doré par les propriétaires!

Mais que les médias ne savourent pas trop vite leur victoire. À trop vouloir écraser notre maire, ils lui

ont peut-être aussi donné la carte maîtresse qui, au soir du grand jeu, lui fera ratifier la mise...

Car qui se méfie du chef du RCM et souhaite que Jean Drapeau reste à la tête de notre ville? Essentiellement les jeunes, les femmes, les nouveaux résidents de Montréal, les trois forces d'avenir qui, toutes, prennent le métro et l'autobus, alors que Jean Doré se promène en avion.

Monsieur le Maire, lisez les sondages des vendeurs de gazettes : ils cachent le chemin secret de votre ultime triomphe. L'homme fort que vous cherchez pour prendre votre place se trouve à deux pas de votre bureau. Il demeure rue Saint-Hubert, comme autrefois Camillien Houde et, comme lui, peut faire mordre la poussière aux médias.

Nous aurions dû y penser avant. Il dirige le transporteur du petit peuple. Il préside la STCUM. Il s'appelle Louise Roy. Louise Roy, maire de Montréal! Voilà votre réplique, Monsieur le Maire.

# LETTRES AU DEVOIR

## Des instruments essentiels pour les régions

Lettre adressée à M. Jacques Girard, président-directeur général à Radio-Québec

C'EST AVEC consternation que nous avons appris dans le Bas-St-Laurent et la Gaspésie que Radio-Québec songeait à fermer ses stations régionales.

Depuis la fin des années cinquante, les leaders socio-économiques de notre région oeuvrent à stimuler un développement endogène grâce auquel nous apportons notre contribution à l'économie du Québec, tout en réduisant notre dépendance. En clair, nous travaillons à produire de l'activité économique en région, à réduire les paiements de transfert en notre faveur et augmenter notre apport fiscal. Mais comment pourrions-nous y parvenir si on nous prive des instruments essentiels de développement dont bénéficient les régions plus développées du Québec?

Après l'éducation et la santé, la culture, l'information et les communications constituent des ressources indispensables pour s'intégrer à la compétition des économies post-industrielles. Nous pourrions plaider l'équité et demander les mêmes services que les autres citoyens du Québec. En cette période où l'arbitraire paraît guider la politique, nous nous limiterons à plaider en faveur de la simple logique : si l'on veut que les régions cessent de peser dans le plateau négatif des comptes économiques et fiscaux, il ne faut pas les priver des moyens dont tout le monde dispose. Nous avons déjà trop de handicaps sans en ajouter de nouveaux.

Vous me permettez d'ajouter une autre considération. On ne peut changer les systèmes sociaux en quelques années. Or, au lieu de laisser le temps aux institutions de faire leur oeuvre, on passe son temps au Québec à tout remettre en question, forçant les responsables à consacrer plus d'énergie à se défendre qu'à créer. A-t-on jamais essayé de chiffrer le coût de ce gaspillage?

Au nom de ma communauté universitaire, et de tous les leaders de la région qui sévèment corps et âme pour le développe-

ment de cette région, je vous demande de repenser votre décision à la lumière des critères d'équité devant les services publics, mais surtout, en terme de logique économique pure. Il est dans l'intérêt de tout le Québec que les régions soient prospères et dynamiques. Et elles ne pourront jamais l'être si on ne cesse pas d'aggraver les handicaps dans les champs de compétence des pouvoirs publics.

— GUY MASSICOTTE  
Rimouski, 8 avril.

## Grain de sel

PERMETTEZ quelques suggestions susceptibles d'améliorer la qualité de l'éducation au Québec. Cet été, l'Assemblée nationale du Québec adoptera un décret stipulant qu'à compter du 1er septembre 1986 :

1. Tous les employés d'une commission sectorielle recevront le pourcentage de leur salaire correspondant à la moyenne du taux de réussite de leurs élèves, aux examens du MEQ, de 1980 à 1985.
2. Tous les employés du ministère de l'Éducation du Québec recevront le pourcentage de leur salaire correspondant à la moyenne nationale du taux de réussite des élèves du Québec, aux examens du MEQ, de 1980 à 1985.
3. Les argentés ainsi épargnés seront remis aux familles des victimes, à compter du 30 avril 1987 : réduction d'impôt.
4. Les parents des victimes seront autorisés, aux termes d'une loi spéciale, à poursuivre en dommages et intérêts tout employé dont il est question en 1 et 2 si celui-ci est jugé responsable, à quel titre que ce soit, des torts causés à leurs enfants. Les employés qui auront été trouvés non responsables seront congédiés sommairement et sans droit d'appel.

À toutes les « bonnes âmes », à tous les « humanistes », « démocrates », « libéraux » et « bien-pensants » de tout poil qui estiment que mes suggestions « dépassent les bornes », je proposerai le compromis qui suit. Aux seules fins de ménager le « vécu » de tous ces « intervenants », un bonus sera offert à ceux qui feront la preuve que tous leurs élèves peuvent répondre aux questions suivantes :

1. Montrez où se situe votre pays sur une carte du monde!
  2. Le soleil se lève-t-il au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest?
  3. Écrivez correctement le mot « professionnel »!
- Le bonus ne dépassera pas 3% du salaire des « intéressés »...

— ROBERT ROSE  
Ville Mont-Royal, 2 avril.

## Le conteneur: une innovation de Montréal

J'AI PARCOURU avec beaucoup d'attention l'article du supplément de mars 1986, intitulé « Le conteneur est roi ». Le port de Montréal étant par une bonne marge, le port à conteneurs n 1 au pays, vous comprendrez sans peine l'intérêt que j'y ai pris.

Votre collaborateur, M. Jean-Pierre Legault, a réussi en quelques paragraphes, à souligner adéquatement la dimension considérable qu'a prise, en 25 ans, le marché du conteneur au Canada. Il mérite des félicitations et je vous prie de lui en adresser de ma part.

Sans malice de mon côté et avec le seul souci de l'exactitude, vous me permettez de mentionner une erreur que j'y ai décelée. On y dit, en effet, que c'est à Halifax en 1969, qu'est apparu le premier conteneur au Canada.

C'est plutôt au port de Montréal que la chose s'est produite, en l'année 1968. La firme Manchester Liners y a commencé l'exploitation d'un terminal à conteneurs, et effectivement, 13,798 « boîtes » EVP y furent manutentionnées.

— DOMINIC J. TADDEO  
directeur général et dirigeant principal,  
Port de Montréal.  
Montréal, 27 mars.

# LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, Division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés au 9130, rue Boivin, La-Salle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par MESSAGE-Quebec Dynamics, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent.

LIVRAISON À DOMICILE QUOTIDIENNEMENT PAR PORTEUR: = \$3 25 par semaine le samedi seulement = \$1 00  
Pour information: à Montréal: 332-3891 à Québec: (418) 687-2022  
Livraison par porteur: Édition quotidienne = 1395 par année 75¢ 6 mois 395 3 mois  
Livraison par la poste: Édition quotidienne = 1455 par année au Canada 795 6 mois 425 3 mois  
Pour information (514) 844-3361  
Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Recherche-action : fournir un instrument privilégié de formation



Chercheurs universitaires et enseignants collaborent

Lettre adressée à Mme Lise Bissonnette suite à son éditorial du 1er mars 1986, intitulé « D'un dieu à l'autre »

VOTRE PERCEPTION de la recherche dans les programmes spéciaux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science s'appuie sur des informations incomplètes. Aussi, il nous paraît nécessaire de faire le point sur quelques aspects du programme de recherche relatif au secteur de l'enseignement professionnel. Le volet Recherche du Programme de perfectionnement des maîtres en enseignement professionnel (PPMEP) amène les chercheurs universitaires et les enseignants du secondaire à travailler en étroite collaboration dans le but d'accroître la qualité des apprentissages des élèves et la qualité du matériel didactique. C'est donc à un type de recherche très près de la réalité (assez souple pour en épouser les différents aspects en même temps qu'assez rigoureux pour en garantir la valeur), que le ministère convie ceux et celles qui veulent participer à ces programmes. Il veut ainsi favoriser l'interaction de la théorie et de la pratique.

L'an dernier, 10 universités québécoises ont participé à la recherche en enseignement professionnel; 27 projets de recherche ont été subventionnés pour un montant total de plus de \$1,5 million.

Pour la présente année, 90 % de ces fonds de recherche sont déjà octroyés et subventionnent 31 projets en cours dans les 10 universités participantes. Soulignons que le comité d'évaluation a approuvé seulement 50 % des projets soumis à son examen sélectionnant ainsi les meilleurs dossiers.

Au total, plus de 40 professeurs et chercheurs universitaires participent à la recherche en enseignement professionnel. Parmi eux, près de 30 % relèvent des départements ou facultés d'éducation, les autres sont ingénieurs, physiciens, mathématiciens. Cette participation active des universitaires permet de constater que ce programme de recherche,

bien ancré dans le milieu, suscite un vif intérêt. Dernièrement, l'École de technologie supérieure manifestait le désir de contribuer à ce programme de recherche en formation professionnelle.

En mettant l'accent sur la recherche de type ACTION, le ministère n'entend pas imposer un modèle unique pour mieux atteindre l'objectif fixé. Au contraire, il veut proposer une stratégie adaptée à l'amélioration de l'intervention pédagogique dans le quotidien et sur le terrain même de la salle de classe.

Ce programme de recherche n'a pas seulement pour but de livrer de l'information mais, fondamentalement, de fournir un instrument de formation privilégié. Ces intentions se traduisent par un ensemble cohérent d'activités riches et variées, préalablement mises au point et validées durant le stade expérimental. Rappelons la double visée de ces productions : dans un premier temps, la qualité de la formation des jeunes et, dans un deuxième temps, la qualité de la compétence professionnelle de leurs maîtres.

La liste des productions issues des projets de recherche compte déjà plus de 175 titres. Ces documents sont diffusés dans les commissions scolaires et utilisés par les enseignants. De plus, quelques-uns de ces ouvrages ont été publiés par des maisons d'édition.

Pour assurer la diffusion de l'information, plusieurs chercheurs participent aux congrès ou colloques des associations d'enseignants de différentes disciplines du secteur professionnel. De plus, un journal adressé à près de 12,000 abonnés, pour la plupart des enseignants du secteur professionnel de niveau secondaire et collégial, est publié quatre fois par année dans le but de faire état de la recherche et du développement dans le secteur professionnel.

Une vaste consultation, effectuée à l'automne 1984, a permis d'évaluer le fonctionnement de ce programme de recherche mis en place en 1978. Cette évaluation visait à déterminer le degré de satisfaction relative à l'implantation du programme et à mieux cerner l'impact des résultats de la recherche ainsi que la crédibilité qu'on lui accorde.

Des questionnaires ont été soumis à différents intervenants des milieux universitaire et secondaire dont les

vice-recteurs à l'enseignement, les coordonnateurs pédagogiques, les professeurs universitaires, les directeurs d'école responsables du secteur professionnel, les coordonnateurs de l'enseignement professionnel et enfin les enseignants du secondaire qui ont participé aux projets.

L'analyse des questionnaires (1) trace un bilan très positif de ce programme de recherche bien structuré et qui connaît un fonctionnement remarquable. Il ressort de cette étude que la participation des professeurs universitaires dans le milieu de l'enseignement est jugée très positive. Les professeurs eux-mêmes considèrent cette collaboration comme une source d'enrichissement pour mieux comprendre les problèmes vécus en enseignement professionnel dans le milieu scolaire.

Les directeurs d'école consultés nous apprennent que plusieurs professeurs universitaires ont participé à des journées pédagogiques à l'école et ils souhaitent vivement que ceux-ci soient davantage mis à contribution. Bref, il se dégage des réponses qu'il existe une bonne participation des différents intervenants et d'excellentes relations entre les milieux concernés.

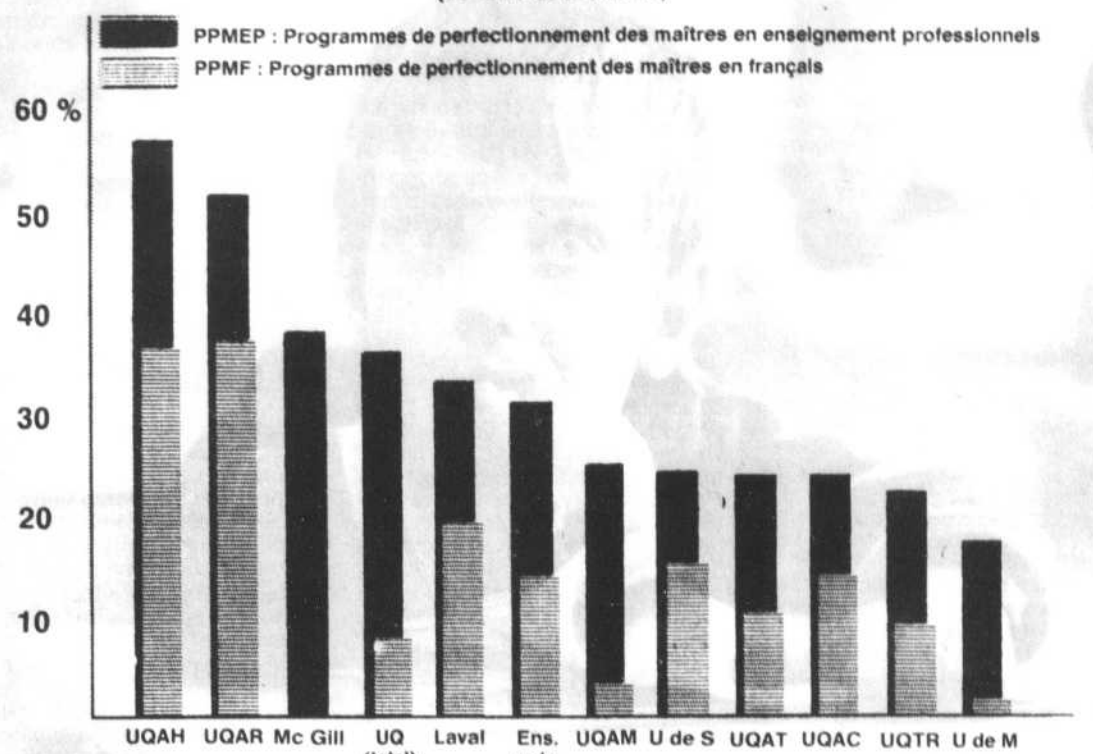
Par ailleurs, les projets de recherche ont permis d'améliorer les méthodes d'enseignement des enseignants du secondaire, selon le témoignage des directeurs d'école. De plus, eux-mêmes déclarent, dans une proportion de 90 %, que leur participation à un projet de recherche a permis d'améliorer concrètement la qualité de leur enseignement. Ces résultats sont très significatifs et encourageants pour tous ceux qui oeuvrent au PPMEP.

Du côté de la formation universitaire, on constate que la recherche faite au PPMEP influence l'enseignement dispensé dans le cadre du PPMEP et favorise l'intégration du perfectionnement des maîtres de l'enseignement professionnel à l'université. Les professeurs d'université signalent également que leur participation à la recherche-action améliore l'enseignement qu'ils dispensent dans leur propre faculté ou département disciplinaire.

Quant à l'intérêt manifesté pour la recherche et sa crédibilité, 80 % des enseignants répondent que d'autres enseignants dans la même discipline qu'eux s'intéressent aux résultats de

Importance relative des disponibilités financières non dépensées

(de 1979-80 à 1983-84)



Une seule phrase de mon texte m'a valu les longues réprimandes que nous publions aujourd'hui. C'est celle où j'affirmais que les universités « n'arrivent même pas à dépenser la totalité du million de dollars et plus » que le ministère de l'Éducation leur offre chaque année pour la recherche, à l'intérieur du Programme de perfectionnement des maîtres en français (PPMF), et du Programme de perfectionnement des maîtres en enseignement professionnel (PPMEP). Mes données viennent d'une compilation récente qu'a réalisée le Conseil des universités, pour la période de 1979-80 à 1983-84. Voici, sous forme de graphique que LE DEVOIR a réalisé à partir de ces statistiques, le pourcentage relatif des disponibilités du PPMF et du PPMEP que les universités n'auraient pas utilisées. — LISE BISSONNETTE

la recherche. Le point de vue des directeurs d'école s'avère également très positif puisque 86 % d'entre eux seraient favorables à ce que d'autres projets soient réalisés dans leurs écoles pour d'autres disciplines professionnelles.

Dans le milieu universitaire, on affirme que ce type de recherche convient bien pour répondre aux besoins de la formation professionnelle mais pas plus de la moitié des professeurs croient que la recherche action a autant de prestige que d'autres types de recherche plus classiques, comme la recherche fondamentale ou appliquée. Par contre, l'intérêt pour ce type de recherche est très fort aux yeux des professeurs hautement qualifiés des départements des disciplines (72 %) et auprès de la direction de l'université (75 %).

En conclusion, il ressort que ce programme de recherche, bien ancré dans le milieu, suscite un vif intérêt et la participation soutenue des universitaires et des enseignants. Aussi, nous déplorons vivement que vos affirmations laissent une perception négative de l'orientation de ce programme de recherche.

Nous, soussignés, les coordonnateurs pédagogiques de la recherche PPMEP.

- MARC FORTIN  
Univ. du Québec à Chicoutimi
- PIERRE JOCELYN  
Univ. du Québec à Hull
- LOUIS R. JOYAL  
Univ. du Québec à Trois-Rivières
- FRANÇOISE BEAULIEU  
Univ. du Québec à Rimouski
- PIERRE VERPAELST  
Univ. du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- RICHARD GAGNON  
Université Laval
- PIERRETTE DUPONT  
Université de Sherbrooke
- MARC GAGNON  
Université de Montréal
- JOHN GRADWELL  
Université McGill

Montréal, 13 mars.

De la pertinence de la recherche

Lettre adressée à Mme Lise Bissonnette

J'AI PRIS connaissance de votre éditorial paru dans LE DEVOIR du 1er mars et intitulé : « D'un dieu à l'autre ». Il m'apparaît nécessaire de préciser une information et de discuter l'opinion que vous formulez au sujet des deux programmes spéciaux de subventions de recherche aux universités concernant l'enseignement du français et de l'enseignement professionnel, programmes relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la science.

Votre texte affirme que « cette orientation » de la demande pour la recherche en didactique « est si peu pertinente aujourd'hui que les universités, pourtant sous-financées, à les en croire, n'arrivent même pas à utiliser la totalité du million de dollars et plus qu'on met ainsi chaque année à leur disposition ».

À ma connaissance, la non-utilisation de certaines sommes, dont il faudrait par ailleurs connaître l'ampleur avant d'en faire état, s'explique simplement par les règles de fonctionnement de ces programmes qui sont, selon votre propre expression, « les mieux structurés de la recherche en éducation ». En effet les enveloppes budgétaires mises à la disposition de chacune des institutions universitaires québécoises participent à ces programmes, ne sont accordées que si les projets de recherche soumis par les universités sont jugés conformes aux objectifs et exigences spécifiques des programmes sur recommandation de comités d'évaluation créés à ces fins.

Amst, par exemple, la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, pour citer un cas que je connais bien, a certes vu quelques-uns de ses projets refusés. Toutefois, les enveloppes budgétaires auxquelles elle avait droit ont toujours été épuisées. Nous avons même dû demander des suppléments aux fins de parachèvement de certaines recherches. Souvent aussi,

les sommes ont manqué pour financer certains projets qui ont dû alors être soumis à d'autres organismes ou abandonnés tout simplement.

Il me semble donc que l'on ne saurait affirmer ni l'incapacité ni le manque d'intérêt des universités dans ce dossier et que, à tout le moins, on ne peut généraliser une telle affirmation. Par ailleurs, c'est sur la base d'une telle affirmation, que votre texte s'appuie pour conclure au manque de pertinence des recherches en didactique. Je dois vous avouer que le raisonnement me semble particulièrement mince et non fondé et que je déplore les conséquences qu'il peut avoir quant à la continuation de ces programmes.

Je n'ai ni le temps ni l'intention de faire le panégyrique de ces programmes qui visent à accroître la recherche développement en didactique et dont les retombées positives dans les milieux de l'enseignement secondaire et primaire sont nombreuses et appréciées non seulement au Québec, mais aussi chez les minorités francophones hors Québec. À titre d'exemples de productions issues pour la plupart des travaux de recherche, je vous fais parvenir ci-joint la liste des publications du PPMF primaire. La trentaine d'ouvrages qui y sont présentés sont regroupés en quatre séries : recherches et essais, perfectionnement des maîtres, documentation pédagogique et matériel pédagogique. À ma connaissance, plusieurs autres institutions ont également fait paraître de nombreux documents à l'intention des maîtres et des classes du primaire et du secondaire.

Enfin, la pertinence sociale et éducative de la recherche en didactique de matières spécifiques est évidente à cause de ses retombées directes sur la qualité de l'enseignement. Les programmes visant le développement de la recherche en didactique sont non seulement tout à fait justifiés, mais aussi particulièrement utiles.

— GILLES GAGNÉ  
vice-doyen à la recherche,  
Université de Montréal.  
Montréal, 20 mars.

Les vrais victimes du syndrome CKOI

La relève : une autre chanson

SUITE À LA DÉCISION du CRTC de diminuer le quota de diffusion de musique francophone pour cause de pénurie de matériel de qualité dans ce domaine.

Suite aux lamentations répétées des professionnels de l'industrie du spectacle à chaque année lorsque revient le gala de l'ADISQ alors qu'on continue à appliquer des recettes à l'américaine qui s'avèrent selon leur propre aveu un échec à chaque année.

Suite à une série d'articles sur les problèmes de la chanson déplorant une insignifiance dans les textes et le manque de talent de la relève au Québec.

Permettez à des auteurs-compositeurs et interprètes de la relève d'utiliser ces pages pour se faire entendre puisque c'est le seul espace qu'il leur reste.

Ça en est trop! Il y a du talent au Québec et on le trouve entre autres chez ceux et celles qui font de la chanson à texte et qui travaillent dans une quasi-clandestinité bien involontaire de leur part à des salaires qui feraient rougir un amateur des années cinquante.

Enfin certains disent chanson à textes, nous on appelle ça de la chanson. Et ne nous demandez pas si ça ressemble à Brel ou à Barbara; ceux qui font du rock ne se font pas demander si ça ressemble à Elvis Presley.

À l'heure actuelle, il nous est très difficile d'entretenir l'espoir d'être entendu par nos contemporains puisque la chanson est bêtement victime d'une censure commerciale. Ici il n'y a que deux voies dans la chanson; le populaire... Céline Dion, Martine Chevrier... ou le rock à la sauce CKOI. En ce domaine nous avons le choix d'adapter nos compositions à leur conception sacro-sainte du son. Et les voies de seigneur sont étroites!

N'est-il pas aberrant qu'en ce coin de continent « sonner » québécois ou français soient des qualificatifs péjoratifs. Bob Marley ne sonne-t-il pas trop jamaïcain? Bruce Springsteen un peu trop américain?

Pour ce qui est des textes, ce n'est pas demain que les auditeurs et spectateurs d'ici risquent la crise cardiaque. La consigne est rigoureuse... Il ne faut surtout pas les acheter avec des émotions fortes ou des réflexions qui sortent un peu des sentiers battus. Le public québécois ne pourrait

pas le supporter... disent-ils!

Sous prétexte qu'il n'y a pas de marché pour la chanson à textes (Renaud, Cabrel et Ferré en sont les preuves vivantes!) les portes se ferment partout. On nous dit que lorsqu'il y aura une demande pour ce que nous faisons alors on s'intéressera à nous. On se demande comment il pourrait y avoir une demande pour une chose dont on ignore l'existence?

Nous pouvions à une certaine époque espérer minimalement présenter de temps en temps ce que nous faisons à Radio-Canada mais cette année à la radio on a coupé dans les émissions de la relève et la télé a comme objectif en ce moment de concurrencer Télé-Média (le train de cinq heures vs Montréal en direct).

Nous ignorions que la société d'État avait reçu le mandat de concurrencer l'entreprise privée...où là non plus il n'y a pas beaucoup de place pour la relève.

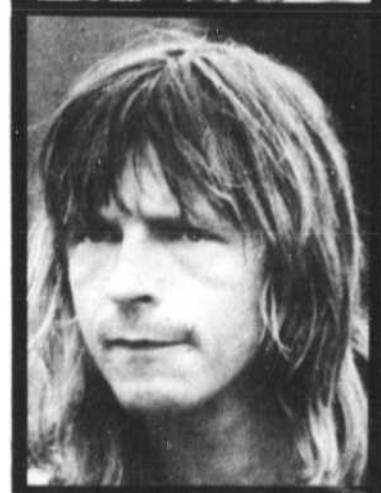
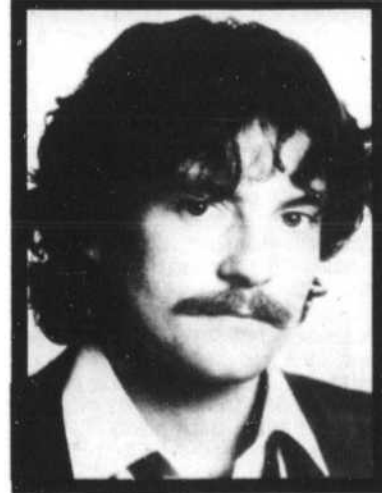
Nous voulons bien remettre en question tout ce que nous faisons si vraiment cela n'intéresse personne mais nous aimerions que l'on donne au public le choix et la possibilité de nous le dire lui-même...après nous avoir entendu. Alors qu'en ce mo-

ment on décide à sa place que ça ne l'intéressera pas.

Continuez à vous gargariser sur les déboires de l'industrie du spectacle. Mais le meilleur des copieurs n'est toujours quand même que le second. Nous persistons encore à croire que le meilleur des vendeurs sera toujours le cœur, l'intelligence et l'émotion. Nous persisterons. Et si ce n'est pas la mode, nous le créerons...Puisque nous croyons que c'est encore ce qu'il nous reste à faire...des chansons.

- ANNE-MARIE GÉLINAS,  
DANYA MAISONNEUVE,  
YVES DE LA ROCHELLE,  
FRANCINE LAROSE,  
MICHELINE GOULET,  
GINETTE DESROSBIERS,  
JEAN-LUC ETHIER,  
VIRGINIE RIGOINE,  
CATHERINE KARNAS,  
RÉMY PERREAULT,  
JAMIL AZZAOU,  
RONALD PELLAS,  
GILLES BERNIER,  
SYLVIE ADAM, MARTIN LAVOIE,  
BRUNO DANSELMO,  
PHILIPPE NOIREAULT,  
CÉLINE DELISLE,  
LISE DOLBEC, PIERRE SHEA,  
JEAN CUSTEAU

Montréal, 10 avril



## SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

### ◆ Libre-échange

démontrera que, beau temps mauvais temps, le Canada ne pèse pas lourd dans la politique américaine.

Le pari fondamental qu'avaient fait ces deux hommes consistait à dire qu'après une longue période de relations difficiles avec son voisin du sud, le Canada avait tout intérêt à pratiquer une politique de compromis et de coopération avec le gouvernement américain. M. Allan Gottlieb avait été l'un des artisans de ce changement de stratégie, ce qui devait amener le premier ministre Trudeau à le nommer ambassadeur dans la capitale américaine à l'automne 1981. C'était une approche avec laquelle Brian Mulroney était tout à fait d'accord et qu'il a renforcée en faisant sur l'établissement de liens personnels avec le président Reagan.

Cinq ans après l'arrivée de M. Gottlieb à Washington, force est de constater que le Congrès n'est pour sa part pas plus disposé à faire de faveur au Canada même si supposément on est dans une période de beau temps. Brian Mulroney n'est à cet égard guère plus choyé que l'ont été Pierre Trudeau et Joe Clark en 1979.

Il avait suffi à cette époque de l'intervention de deux sénateurs démocrates, MM. Clairborne Pell, du Rhode-Island, et Ted Kennedy, du Massachusetts, pour que le comité des Affaires étrangères du Sénat américain rejette la demande du président Carter pour l'approbation d'un accord canado-américain sur les pêches de la Côte Atlantique. On avait mis deux ans à négocier cet accord qui n'est toujours pas en application, sauf pour la partie qui renvoyait à la Cour internationale de la Haye le problème de délimitation des eaux frontalières.

Les sénateurs Pell et Kennedy avaient, en 1979, fait passer l'intérêt de leurs commettants avant l'intérêt national invoqué par le président Carter. Rappelons que le Canada était alors à son faite de popularité après le sauvetage des otages d'Iran. En 1986, les sénateurs Packwood et compagnie invoquent aussi des intérêts locaux (comme la défense de leurs bûcherons) qui sont dans certains cas des intérêts électoraux puisque certains sénateurs seront en élection à l'automne.

La pénible expérience de 1979 aurait pu servir d'enseignement aux stratèges canadiens qui ont planifié les opérations autour du libre-échange. Mais il semble qu'on ait pas mesuré toute l'ampleur du problème et trop mis sur les bonnes relations qu'entretenaient le président Reagan et le premier ministre Mulroney. L'ambassadeur Gottlieb aurait vu venir le coup il y a quelques mois, assure-t-on à sa décharge. On n'est pas loin de prétendre en privé que si quelque un s'est entraîné les pieds, il faut regarder plutôt du côté de l'Administration Reagan. Cette conviction aurait amené le premier ministre Mulroney à demander il y a quelques semaines au président Reagan de faire une déclaration publique endossant vigoureusement le projet de libre-échange, ce qu'il fit le 18 mars.

L'inquiétude du Canada était suffisamment grande pour que M. Mulroney choisisse, lors de son voyage à Washington, de rendre personnellement visite aux membres du Congrès pour discuter commerce et pluies acides. Les collaborateurs de M. Mulroney devaient toutefois mesurer le chemin à parcourir en attendant le sénateur Pell identifier le premier ministre canadien devant les caméras de télévision comme étant le « premier ministre Muldome ». On avoue aujourd'hui ne pas avoir à cette époque mesuré toute la vigueur de la réaction des sénateurs.

Les diplomates et les politiciens canadiens avaient cependant de bonnes raisons de ne pas trop intervenir directement auprès des membres du Congrès. La règle de l'art en diplomatie consiste, rappelle-t-on, à traiter entre gouvernements. En principe, il appartenait donc au seul gouvernement américain de faire affaire avec le Congrès, fait-on valoir. C'est là une règle qui n'est guère suivie à Washington. Le gouvernement canadien ne pouvait cependant guère la transgresser sachant qu'il ne pouvait compter, ce qui est essentiel dans les circonstances, sur l'appui de l'opinion publique.

Une enquête approfondie d'opinion publique menée pour le compte de l'ambassade canadienne à Washington avait en effet démontré que la frange de l'opinion américaine favorable au Canada était en même temps celle qui était la plus favorable à des mesures protectionnistes. Réalisée en décembre 1984 auprès d'un échantillon de 1.200 citoyens américains, cette enquête, selon le cliché maintenant classique, identifiait le Japon comme le partenaire commercial le plus important des États-Unis. Elle identifiait toutefois le Canada comme étant, avec la Grande-Bretagne, les deux alliés et partenaires commerciaux les plus sûrs. Cependant, les citoyens américains jugeant ainsi favorablement le Canada étaient surtout ceux situés au bas de l'échelle socio-économique, soit le même groupe qui se disait le plus favorable (83 %) à des mesures protectionnistes.

De telles conclusions, ainsi que d'autres portant sur la méconnaissance générale du Canada aux États-Unis conduisaient les auteurs de l'étude à recommander un changement de cap majeur dans les stratégies de communication du Canada dans ce pays si on voulait assurer correctement la défense des intérêts canadiens. Les diplomates canadiens n'ont pas été long à comprendre le message alors que déjà le Congrès américain avait adopté quelque 300

projets de loi protectionnistes. Les nouvelles stratégies de communication adoptées par la suite n'ont manifestement pas eu le temps en moins d'un an de porter fruits.

M. Mulroney dit avoir été conscient dès le départ des difficultés qui l'attendaient, ayant toutes ces informations en main, ce qui expliquerait pourquoi il n'a pas de difficulté à s'endormir le soir. Au lendemain du vote de mardi, il devra se demander, avec M. Gottlieb, s'il y a lieu désormais d'orienter ses stratégies moins vers l'Administration Reagan et plus vers le Congrès et l'opinion publique américaine qui sont des acteurs aussi importants.

### ◆ Haïti

et unique demande, un constat légal de décès.

La réaction de cette femme, ouvrière dans une des nombreuses usines d'assemblage du parc industriel de Port-au-Prince, est en soi significative de la nouvelle conscience politique populaire. Vers 21 heures, elle entreprend de transporter le cadavre de son mari et le place au beau milieu du boulevard, bloquant ainsi la circulation. D'ordinaire manifestation privée et familiale, la veillée funèbre se donne alors une scène publique vite construite à coups d'autobus renversés. Et cette scène prend une allure totalement irréelle. Un cadavre enveloppé d'un linceul blanc, au beau milieu de la chaussée. Formant un premier cercle concentrique autour du cadavre comme pour le protéger, la veuve entourée de ses deux enfants de 11 et 10 ans, assis sur des pneus usagés. Le deuxième cercle se compose des amis, voisins, parents proches et pleureuses racontant et se racontant indéfiniment les circonstances de cette mort affreuse et injuste. Enfin, le dernier cercle formé des jeunes chômeurs du quartier expérimentant l'usage d'un discours plus dénonciateur et revendicateur.

Tout blocage de la circulation dans une ville aussi surpeuplée et mal construite que Port-au-Prince est potentiellement explosif. Cette fois, seules la police et l'armée régulière sont massivement intervenues vers 22 h 00 de manière plus prudente qu'avant. Les soldats se contentent de tirer en l'air des rafales de fusil-mitrailleur afin de mieux disperser la foule. Cette opération d'intimidation n'est cependant qu'une demi-réussite. Le cercle concentrique le plus proche du cadavre occupait toujours, lui, le milieu de la chaussée, et n'a pas bougé. La tentative pacifique subséquente d'un lieutenant de police pour venir à bout de l'opiniâtreté de la veuve ne donne également aucun résultat. Peu après minuit, heure de tombée du couvre-feu, l'armée investit les lieux, procède sauvagement à de nombreuses arrestations et enlève le cadavre, sans que ne soit fait le constat légal de décès. Elle s'était révélée incapable de mettre en marche les procédures administratives d'urgence requises pour la circonstance.

Cet incident traduit bien la complexité et l'originalité de la situation haïtienne actuelle. D'abord, l'on peut difficilement parler de manifestations populaires organisées. Il s'agit plutôt et dans la plupart des cas, de formes variées et d'inégales intensités de protestation spontanée. Chaque fait ou ensemble de faits considérés comme injustes, donc « macoutes », provoquent immédiatement un rassemblement. Ce qui n'est guère difficile : Port-au-Prince est une ville surpeuplée et les rues sont toujours noires de monde ! Le rassemblement est donc un événement ponctuel qui vise soit à empêcher l'exécution d'une injustice, soit à obtenir ou à se faire une justice immédiate. La demande de légalité se trouve autant dans l'acte même que dans la façon de le conduire, de le rendre public et de le commenter. Sa force réside dans le fait qu'elle prend appui sur un espace public de liberté auto-produit par les classes populaires. En ce sens, la demande de légalité n'est qu'une demande de législation du nouveau rapport de forces.

### ◆ Europe

Cette demande s'adresse ensuite à un État qui n'a jamais fonctionné comme État de droit, mais comme structure minimale privée et autoritaire. C'est ce qui permet d'expliquer les difficultés d'appréhension de ce nouveau rapport par l'ensemble des classes dominantes et dirigeantes. Sous le régime dictatorial précédent, l'ennemi, pour utiliser un langage militaire, était constitué de tous les opposants réels et potentiels, rassemblés ou seuls. Tout se passe actuellement comme si, pour l'armée et les autres appareils d'État, cette définition restait encore valable. L'armée, seul appareil rationnel, continue à ne pas comprendre que c'est le peuple qui vient de faire une révolution pacifique et qu'il ne peut plus être défini comme l'ennemi à battre et à combattre.

Le chassé-croisé des démissions et nominations au sein du Conseil national de gouvernement et du conseil des ministres, l'augmentation sensible à chaque fois du nombre des militaires occupant des fonctions politiques, traduisent l'incapacité de l'armée à modifier sa lecture ancienne de la réalité du post-duvalisme, et à faire fonctionner sur de nouvelles bases un État minimal et privé, de type mafiosi, au service exclusif de la clientèle du Parrain. On s'achemine donc de plus en plus vers une confrontation entre une demande populaire de légalité et de démocratie et une militarisation douce et rampante. À l'image d'une société civile encore « primitive et gélatinée », l'armée se prépare à cohabiter avec un État de droit, mais ne sait pas trop comment, pendant la transition, en assurer la mise en marche dynamique et rationnelle. D'autant que celle-ci a peu à voir en soi avec les élections présidentielles, mais beaucoup plus avec l'ici et maintenant du nouveau rapport de forces.

Il est pour le moins étonnant que, dans ce pays présenté comme le plus pauvre de l'hémisphère, les revendications politiques prennent le pas,

pour le moment, sur les revendications morales et économiques. À y regarder de plus près, on constate néanmoins que le caractère endémique du chômage est compensé par l'existence d'une économie souterraine et parallèle hyper-dynamique reposant sur un nombre impressionnant, même à vue d'œil, de micro-activités impossibles à comptabiliser dans le calcul du PNB. De plus, le million d'émigrés haïtiens doivent faire vivre par les transferts de fonds selon les voies régulières ou irrégulières un autre million de parents restés sur place. L'existence de plusieurs bureaux de change étrangers dans les localités d'importance moyenne comme St-Marc ou l'Estère rend compte de ce phénomène.

Ce qui semble le plus important même aux chômeurs, c'est l'existence d'un espace public démocratique : le droit à la dignité, au respect précède le droit au travail. D'où la modération et le légalisme des revendications. D'où aussi leur radicalité. Comme si ce peuple sentait confusément que la fin de la corruption, de la gabegie administrative permettrait de résoudre en bonne partie des problèmes globaux de ce pays. **DEMAIN : LE GÉNÉRAL, LE CRÉOLE ET LE TRANSISTOR**

### ◆ Méditerranée

Sur le terrain, les quelque 200 envoyés spéciaux de la presse internationale à Tripoli ont constaté que la plupart des bâtiments touchés par les bombardements n'abritaient pas d'installations militaires. Ils n'ont toutefois pas été autorisés à se rendre sur l'aéroport civil de Tripoli qui abrite des appareils de la chasse libyenne.

Conduits par des fonctionnaires libyens, ils ont pu constater qu'à Bab el Aziziya, résidence habituelle du colonel Kadhafi, les principales installations paraissent intactes. La tente bédouine où le colonel a l'habitude de travailler, le centre de transmissions et le bureau du dirigeant libyen au quartier général des forces armées ont été épargnés, les bombes n'ayant touché que l'immeuble où réside la famille du colonel et un autre réservé aux réceptions des hôtes de marque de la Libye.

Dans le quartier de Bab Achour, quatre bombes ont été larguées, endommageant plusieurs ambassades, dont celles de France et de Syrie. Les vitres d'un bâtiment, qui servirait de poste de commandement aux services de renseignements libyens, ont été brisées mais la bâtisse est intacte.

Dans le secteur de l'aéroport, un verger a été touché. Au total, 45 bombes auraient été lâchées sur Tripoli, dont 11 à l'intérieur de l'aéroport, totalement inaccessible à la presse. Dix-sept bombes n'ont pas explosé, selon les autorités libyennes, qui ont annoncé qu'elles en feraient exploser quelques-unes dimanche après-midi. L'explosion d'une bombe a retardé l'arrivée à Tripoli de la bombe à retardement a, toujours selon les autorités libyennes, blessé trois personnes samedy.

### ◆ Europe

nins des partis politiques. À Milan, quelques 15.000 personnes, selon la police, ont répondu à l'appel des organisations étudiantes et de « démocratie prolétaire » (extrême gauche), dans une manifestation nettement anti-américaine. Les manifestants se sont rendus en cortège devant le consulat des États-Unis, où la police les a dispersés, les empêchant notamment de mettre le feu à un drapeau américain.

À Londres, une soixantaine de personnes au moins ont été arrêtées par la police au cours d'une manifestation contre le bombardement américain de la Libye et le soutien apporté par le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, à l'inquiétude de Scotland Yard.

Une dizaine de personnes ont été arrêtées lors du rassemblement organisé par le mouvement pacifiste britannique (CND) devant l'ambassade américaine, qui a rassemblé environ 10.000 manifestants, à l'indiqué un porte-parole de Scotland Yard. Plus tard, lorsque les manifestants se sont dirigés vers Hyde Park en empruntant Oxford Street, la rue des grands magasins de Londres, la police a arrêté au moins 50 personnes qui s'étaient assises sur la chaussée, bloquant la circulation, a ajouté le porte-parole.

À Stockholm, quelque 600 personnes, selon la police suédoise, ont manifesté devant l'ambassade des États-Unis. Les participants au rassemblement, parmi lesquels figuraient des réfugiés originaires de pays arabes vivant en Suède, ont brûlé deux drapeaux américains, scandé des slogans hostiles au président Reagan et brandi des portraits du chef de la révolution libyenne Mouamar Kadhafi. Quelques heurts se sont produits avec les forces de l'ordre et deux manifestants ont été interpellés.

À Bâle, un millier de personnes ont manifesté. Réunis par les organisations progressistes de Suisse (POCH) les manifestants ont demandé le retrait de toutes les forces militaires étrangères stationnées en Méditerranée.

À Montréal, environ 150 personnes ont qualifié le président américain de terroriste samedi lors d'une bruyante manifestation devant le consulat des États-Unis fermé pour le week-end. La foule a, au contraire acclamé le nom du colonel Mouamar Kadhafi.

Les manifestants, d'origine arabe en majorité, scandaient des slogans anti-américains. Ils arboraient également des pancartes affichant notamment « La Libye n'est pas Hollywood » et « Ronald Reagan : mauvais acteur, tueur parfait ».

Pour le président des étudiants arabes de l'Université McGill, Mme Inez Tewfik, M. Reagan est un terroriste parce qu'il soutient des pays comme le Guatemala où l'on rapporte des violations des droits de l'homme.

« Je trouve fascinant la façon dont

les Nord-Américains se montrent moralement outragés par ce qu'ils appellent le terrorisme de Kadhafi et pourtant ferment les yeux quand Reagan refuse d'appliquer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud qui tient 24 millions de personnes sous la terreur », a-t-elle ajouté.

Une cinquantaine d'Américains d'origine arabe ont manifesté par ailleurs devant la Maison-Blanche pour protester contre le raid américain mené dans la nuit de lundi à mardi contre la Libye.

Le représentant démocrate du Michigan, M. John Conyers, un des rares membres du Congrès à s'être prononcé contre l'attaque lancée par les bombardiers américains, a affirmé au cours de la manifestation la question palestinienne était la clé du problème du Proche-Orient.

Le représentant de la Ligue arabe aux États-Unis, M. Clovis Maksoud, a de son côté souligné que Washington ne devait attendre aucun soutien des pays arabes pour cet acte. « Quand la sécurité nationale d'un seul État arabe est menacée, a-t-il dit, c'est toute la sécurité de la nation arabe qui est également menacée ».

Des étudiants intégristes de la faculté de médecine de l'Université du Caire ont organisé une manifestation samedi, à l'intérieur du campus, pour protester contre le doyen qui a demandé à des étudiantes complètement voilées de se découvrir le visage, indique l'édition dominicale du quotidien égyptien *Al Akhbar*.

« Une femme médecin ne peut pas exercer sa profession en cachant entièrement son visage », avait notamment affirmé le doyen, le docteur Hachem Fouad, célèbre oto-rhino-laryngologiste d'Égypte. « Un patient a le droit de savoir qui le traite », avait-il estimé.

La demande du doyen a suscité de violentes protestations de la part des étudiants membres des organisations islamiques, qui ont défilé à l'intérieur de la faculté en « scandant des slogans islamiques et des propos hostiles au doyen », ajoute *Al Akhbar*. Les forces de l'ordre ont pris place hors du campus et ne sont pas intervenues, précise *Al Akhbar*.

### ◆ Real Woman

canadiens pour dénoncer « les féministes radicales » du Comité d'action national sur le statut de la femme, un organisme parapluie regroupant plus de 450 groupes de femmes partout au pays. « Un million de lettres. Même le réseau des fermières, pourtant bien implanté, ne pourrait pas réussir ça », déclarait récemment au DEVOIR l'historienne québécoise Micheline Dumont. « Elles sont mieux organisées qu'on le pense. Il y a derrière elles tout le réseau de la nouvelle droite. Je ne savais pas qu'il y en avait maintenant au Québec ».

Les *Realwomen* soutiennent qu'elles n'ont même pas d'argent pour ouvrir une permanence à Toronto. Leur présidente, Mme Grace Petrask, rédige les mémoires de l'organisme « sur un coin de table de cuisine », raconte Mme Lettie Morse, membre depuis deux ans de l'exécutif national.

Les *Realwomen* du Québec endossent la plate-forme de leurs consœurs canadiennes.

Elles s'opposent à la création d'un réseau universel de garderies, dénoncent l'homosexualité, le divorce sans culpabilité (no-fault divorce) et l'avortement sur demande, rejettent le concept d'un salaire égal pour un travail équivalent. « Le premier stade du féminisme, le droit de vote, le salaire égal, ça allait. C'est le deuxième stade auquel je ne peux pas m'identifier », explique Mme Morse, coordonnatrice du chapitre d'Ottawa.

Les filles de Mme Morse sont psychologue, enseignante, administratrice. Elle les a encouragés, dit-elle, à être féministes « dans le vieux sens du mot », c'est-à-dire autonome mais consciente de leurs responsabilités de mères.

Selon Mme Morse, Simone de Beauvoir, avec son concept de « différence culturelle apprise et non biologique » est la grande responsable de cette deuxième phase du féminisme « qui menace actuellement de détruire la société ».

Leurs miffins sous le bras, les *Realwomen* ont jusqu'ici concentré leur action sur le gouvernement fédéral. Elles soutiennent que le Comité national d'action sur le statut de la femme ne parle pas au nom de toutes les femmes, mais plutôt au nom de « féministes radicales ».

« Leur lobby auprès des députés d'arrière-banc du parti conservateur est particulièrement dommageable », déclarait récemment au DEVOIR, la vice-présidente du comité national d'action, Mme Marjorie Cohen. « Elles s'en prennent au financement des groupes de femmes, pourtant déjà fragile ».

La porte-parole des *Realwomen* québécoises, Mme Diane Watts convient que les féministes et les *Realwomen* « voient les mêmes problèmes » : peu ou pas d'appui pour les femmes au foyer, non reconnaissance de leur apport à la société.

Mais les féministes « n'ont pas trouvé les bonnes solutions », soutient cette scientifique de 42 ans, mère de deux enfants. La société continue de voir les femmes au foyer comme des citoyennes de seconde classe. En mettant l'accent sur le travail salarié les féministes ont, dit-elle, dévalorisé encore plus le rôle de mère et d'éducatrice. Elles ont renié, dit-elle, « le féminin » pour adopter les valeurs des hommes.

Confrontés depuis déjà plus d'un an à ces accusations, le Comité national d'action, soutient qu'il a été le fer de lance de nombreuses luttes pour améliorer les revenus des femmes au foyer, pour introduire une plus grande équité dans le régime des rentes et obtenir un salaire au travail domestique.

« Les *Realwomen* ne tiennent pas d'élections, s'inquiète Mme Cohen. On ne sait pas d'où leur porte-parole tiennent leurs mandats. Lors de

## LE CARDINAL ÉDOUARD GAGNON AUX PARENTS CATHOLIQUES :

# L'Église a toujours foi en la famille

MARIE LAURIER

La famille sera toujours un peu la victime de crises qui secouent la société mais jamais l'Église ne perdra foi en elle. Bien au contraire, elle est déterminée plus que jamais à soutenir et à encourager tous les membres du Peuple de Dieu dans un cheminement imprégné de véritables valeurs morales et évangéliques. Les parents ont le droit d'exiger que leurs enfants reçoivent à l'école cet enseignement.

Ainsi s'exprimait hier le cardinal Édouard Gagnon, président du Conseil pontifical pour la famille à Rome devant quelque 400 membres de l'Association des parents catholiques du Québec (APCQ). Né avec la Révolution tranquille et fer de lance de lutte farouches pour le maintien des inscriptions privées et le droit à des écoles confessionnelles, cet organisme célèbre son 20e anniversaire de fondation et il avait fait venir spécialement de Rome le cardinal Gagnon pour l'occasion. Sa conférence a été précédée d'une messe célébrée par Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal qui devait à son tour faire l'éloge de la « pervérence » des parents catholiques qui ont dû travailler à contre-courant pour la promotion de l'école confessionnelle au cours d'années plus favorables à la neutralité et à une certaine mentalité de contestation à l'endroit de ceux qui désiraient conserver l'enseignement religieux traditionnel. À cet égard, l'archevêque de Montréal a brièvement évoqué l'importance de l'initiative récente qu'il a prise de fonder l'Institut catholique de Montréal qui pourvoit à la formation de professeurs compétents en matière religieuse. Cette école spécialisée accueille présentement un vingtain d'étudiants.

Se référant à la « théologie de sentiment » du pape Jean-Paul II qui est préoccupé de ce qu'un grand nombre de fidèles disent éprouver des problèmes familiaux dans un monde « d'indifférence et d'incompréhension » à l'endroit de cette cellule de base de la société, le cardinal Ga-

gnon a enjoint ses hôtes à poursuivre leur objectif de présence et d'action dans le milieu de l'éducation. « Au cours du synode sur la famille en 1980, nous avons été à même de constater que les gouvernements ne peuvent pas se passer de la famille pour arriver à bâtir des sociétés solides et cohérentes. Les pays participants ont dû se rendre à cette évidence : l'État ne réussit jamais seul à former un citoyen ».

L'Église est de plus en plus consciente du rôle essentiel des laïcs dans sa vie et sa durée et elle aura l'occasion de le démontrer lors du Synode sur le laïc en 1987, a aussi fait remarquer le confesseur. « Ce forum s'inscrit dans une démarche nouvelle de solidarité des laïcs qui prouveront qu'ils peuvent transformer le monde selon le plan de Dieu. C'est un jour nouveau qui se lèvera dans la vie de l'Église ».

Au cours de son allocution, l'orateur devait rappeler les objectifs de l'organisme de la Curie romaine qu'il préside. Le Conseil pontifical pour la famille, institué en 1981 à Rome, a pour mission de promouvoir la pastorale de la famille et l'apostolat spécifique dans le domaine familial pour mettre en application la doctrine et l'esprit du magistère ecclésiastique. « Nous aidons ainsi les familles chrétiennes à remplir leur triple fonction d'éducation, d'évangélisation et d'exercice de l'apostolat. » Les vingt membres du Conseil pontifical sont des laïcs, surtout des gens mariés (Hugette et Bernard Fortin, animateurs de l'Office de la famille du diocèse de Montréal en font partie) provenant de toutes les parties du monde. Ils sont nommés par le Saint-Père et se réunissent à Rome une fois par année.

Né à Port-Daniel dans le comté de Bonaventure en 1918, prêtre sulpicien, ancien supérieur du Grand Séminaire de Saint-Boniface et évêque de Saint-Paul en Alberta, ancien directeur du Collège pontifical canadien à Rome, Mgr Gagnon a été nommé cardinal en avril 1985. Entre 1973 et 1980, il a travaillé au Comité pour la famille devenu en 1981 le Conseil pontifical pour la famille.

leurs congrès elles ne votent pas de propositions comme nos groupes le font ».

Les *Realwomen* de l'Outaouais tiennent leurs rencontres hebdomadaires en Ontario, chez Mme Morse.

Deux ou trois femmes y participent régulièrement, déclare Mme Watts. « Plusieurs femmes qui s'y intéressent ont de jeunes enfants et ne peuvent se déplacer pour venir à nos réunions », ajoute-t-elle.

Le groupe n'a pas de nom français. « Nous pensons qu'il faut respecter l'identité du groupe, anglophone », déclare Mme Louise Villeneuve, présidente du Conseil de la famille de la région de l'Outaouais, un organisme affilié à *Realwomen* depuis bientôt un an.

Au Canada, les *Realwomen* ont des groupes organisés en Colombie-Britannique et en Ontario, particulièrement à Toronto. Elles sont affiliées à *Alberta Women United for the Family* et à la *Saskatchewan Federation of Women*. Elles ont aussi des membres dans les provinces maritimes, indique Mme Morse.

La porte-parole de l'organisme pour le Québec, Mme Diane Watts, déclarait la semaine dernière au DEVOIR ignorer combien de Québécoises sont membres de *Realwomen*. « Il faudrait demander à Toronto », ajoute-t-elle. Le service téléphonique de Toronto n'a toutefois pas retourné l'appel du DEVOIR.

Implantées depuis plusieurs années aux États-Unis et depuis bientôt deux ans au Canada anglais, les *Realwomen* ont jusqu'ici peu recruté au Québec. « Nous avons des membres à Trois-Rivières et à Sainte-Thérèse », soutient Mme Morse.

Selon Mme Villeneuve, cette absence s'explique en partie par le fait qu'au Québec des milliers de personnes disposées à défendre les mêmes intérêts que *Realwomen* sont déjà regroupées dans des organismes familiaux. Le Conseil de la famille est actuellement au Québec le seul groupe affilié à *Realwomen*. Il regroupe environ 3.000 familles.

Selon Mme Morse, le fait que *Realwomen* manque d'argent pour traduire ses brochures explique aussi les lenteurs du recrutement au Canada français.

Le mouvement, pro-familial et pro-vie, soutient qu'il compte 35.000 membres à travers le Canada mais refuse de divulguer la liste de ses membres ou de ses bailleurs de fonds.

Mme Morse dit ne pas s'expliquer les difficultés que *Realwomen* rencontre à décrocher des subventions gouvernementales.

Le gouvernement finance bien, dit-elle, « des groupes de mères lesbiennes » pourquoi n'accorderait-il pas un million de dollars à un organisme qui défend la famille? Le Secrétaire d'État doit leur répondre « d'ici six ou huit mois », ajoute-t-elle. S'il obtient son million, *Realwomen* l'emploiera à « établir un réseau » d'un océan à l'autre, explique Mme Morse. Il ouvrira des bureaux, paiera les déplacements de conférenciers, commandera des études sur des questions familiales « largement négligées », soutient-elle. « Il y a bien des centres de femmes, pourquoi pas des centres de la famille, des centres des parents », interroge Mme Morse.

L'organisme a déjà demandé à Santé et Bien-Être Canada de financer des projets de recherche quant aux effets du divorce et des garderies sur les jeunes enfants.

Mme Watts soutient que la plupart des femmes « resteraient à la maison si elles en avaient les moyens ». Elle présentera prochainement devant le Groupe de travail fédéral sur les services de garde, un mémoire s'opposant à la création d'un réseau universel de garderies. Selon Mme Watts, l'État doit plutôt offrir aux familles une exemption de taxes lorsqu'un parent reste à la maison pour éduquer les enfants.

Les *Realwomen* soutiennent qu'elles sont en faveur d'un « plus grand choix » pour les femmes et se présentent comme « une alternative aux féministes ».

Malheureusement, déclare Mme Morse, aucun gouvernement ne semble ouvert aux valeurs qu'elles défendent. « Pas même le gouvernement conservateur de qui, dit-elle, on pouvait attendre mieux ».

Le point de vue des *Realwomen* n'a pas été entendu sur la question du divorce et des programmes d'accès à l'égalité. « Espérons, ajoute Mme Watts, que nous serons entendues sur la question des garderies. Les femmes veulent avoir les moyens d'éduquer elles-mêmes leurs enfants ou de choisir la personne qui les gardera ».

Mme Watts n'est pas aussi dure à l'endroit des féministes que certaines autres porte-parole de *Realwomen*. Dans le passé des membres ontariennes de l'organisme ont soutenu que les féministes étaient responsables de la hausse des viols et des cas d'inceste, tout comme les contraceptifs oraux étaient, selon Mme Catherine Bogler, responsables de l'accroissement de la violence contre les enfants via la suppression de l'instinct maternel.

« Les féministes ont fait de bonnes choses, convient Mme Watts. Mais elles ne voient pas les femmes dans le contexte familial ».

Amalgame de conservatisme sexuel et économique, les *Realwomen* canadiennes et québécoises, n'ont pas tenu de rencontres nationales depuis leur première conférence de février 1985.

Selon Mme Morse aucune conférence n'est actuellement en préparation. L'accident, dit-elle, est mis sur l'élargissement du mouvement et la recherche de fonds.

Entre les *Realwomen* et le mouvement de femmes... les communications sont plutôt brouillées.

Mme Morse déclare que le Comité d'action nationale a refusé aux *Realwomen* le droit de se joindre au groupe.

La vice-présidente du Comité, Mme Cohen, déclare que les *Realwomen* n'ont jamais rempli de formule de demande. « Elles nous ont si souvent dénoncés, je ne vois pas pourquoi elles demanderaient à se joindre à nous, déclare Mme Cohen. Si elles le faisaient je ne sais pas ce que nous ferions. Elles n'adhèrent pas à nos objectifs. Mais par contre certains de nos groupes membres n'endossent pas toutes nos positions. Je ne sais pas ».

Dans l'attente des fonds fédéraux qui devraient permettre à *Realwomen* d'élargir son audience, Mme Morse regrette que le « gouvernement séparatiste » ait fermé une école de la région de Hull où des Québécoises pouvaient apprendre « le choix des meubles, l'art de la cuisine, la façon de s'habiller et de tenir une maison avec distinction ». Toutes choses, dit-elle, que les femmes devraient avoir la possibilité d'apprendre.

## MACRO-ÉCONOMIE

PAUL DURIVAGE

### L'ÉCONOMIE DES USA PROGRESSE FORTEMENT AU 1er TRIMESTRE

L'économie américaine a fortement rebondi au cours des trois premiers mois de l'année, à la faveur des meilleures nouvelles au chapitre de l'inflation depuis deux décennies.

Selon le ministère du Commerce, le produit national brut, la mesure la plus étendue de l'état de santé de l'économie américaine, s'est accru à un rythme annuel de 3,2 % au cours de cette période. Il s'agit du meilleur taux d'augmentation depuis un an, et plus de quatre fois le pouls des trois derniers mois de 1985.

Ce revirement a été favorisé par une baisse de l'inflation. Les prix, tels que mesurés par un indice d'inflation relié au PNB, n'ont augmenté en effet qu'à un taux annuel de 2,5 % au cours du premier trimestre. C'est la plus faible croissance constatée depuis le deuxième trimestre de 1987, alors qu'il n'y avait eu aucune augmentation. Cette statistique était 3,3 % pour les trois derniers mois de 1985.

### Les opérateurs financiers s'inquiètent

Malgré ces bonnes nouvelles concernant la croissance de l'économie américaine, les opérateurs financiers font preuve d'un enthousiasme mitigé.

Ceux-ci s'inquiètent de ce que si l'économie est dans un aussi bon état de santé qu'indiqué, la Réserve fédérale aura moins de raisons de diminuer le taux d'escompte. Or, les marchés à terme auraient déjà escompté pareille baisse en commandant pour les obligations des prix plus élevés qu'ils auraient dû l'être.

### Des prix plus bas favoriseraient le gaz

Des prix plus bas pour le gaz naturel pourraient se répercuter par une hausse des expéditions de l'Alberta de l'ordre de 60 milliards de pieds cubes par an, prévoit M. Brain Wastle, directeur pour l'Ouest de Dow Chemical Canada Inc.

M. Wastle a expliqué qu'une réduction des prix offrirait l'occasion aux producteurs de dénicher des occasions de vente insoupçonnées, en plus de leur donner la chance de raviver la construction de complexes pétrochimiques d'importance.

À son avis, plus de 40 milliards de pieds cubes additionnels de gaz naturel pourraient être produits par les installations existantes de l'Alberta, spécialement celles situées aux abords de Red Deer et Edmonton. De nouvelles usines s'imposeraient toutefois pour remplir entièrement la demande créée.

Le spécialiste a souligné que la faiblesse du dollar canadien permettait à l'Alberta de concurrencer le Texas, un autre producteur majeur de gaz naturel.

### Le taux de base britannique baisse

Les quatre plus grandes banques britanniques ont abaissé leur taux d'intérêt pour la deuxième fois ce mois-ci. Ce dernier est passé de 11 % à 10,5 %.

Cette baisse reflète la vigueur actuelle de la livre sterling. Celle-ci a atteint jeudi son plus haut niveau depuis octobre 1983 par rapport au dollar américain.

L'inflation, quant à elle, est tombée en mars à 4,2 %, contre 5,1 % en février, a annoncé le gouvernement.

Selon certains spécialistes des marchés boursiers

## Les titres pétroliers ne vaudraient que 10 % de plus que leurs cours-planchers

### LA BONNE ACTION

PIERRE LUSSIER  
collaboration spéciale

Depuis que l'Arabie saoudite a changé son orientation stratégique à la faveur d'une plus grande pénétration du marché, le prix de l'or noir a chuté de 60 %. Au cours de cette période, l'indice de la Bourse de Toronto (le TSE 300) profitait d'une croissance de 8 % alors que les compagnies productrices voyaient le prix de leur titres baisser de 30 %. Quant aux grandes pétrolières, étant intégrées et plus diversifiées, leurs actions ne perdaient que 10 % de leur valeur (voir le graphique à la page suivante).

Les mauvaises nouvelles (pour cette industrie) sont-elles toutes comprises dans le cours des titres ? Si le prix du pétrole est proche de son plancher, combien de temps y restera-t-il avant de remonter ? Certains éléments amènent les experts à croire que le pire est passé pour les actionnaires de ces entreprises.

#### Causes de la chute

Il est plus facile de savoir quand c'est le temps d'acheter des titres pétroliers si les raisons de leur chute sont connues. Ainsi, selon le *United Business and Investment Report*, le prix du baril a baissé non seulement parce que la concurrence au sein de l'OPEP a engendré chez ces pays une tendance à accaparer la plus grande part possible du marché, mais aussi parce que les radicaux (Libye, Iran, Algérie), qui veulent réduire la production, sont seuls contre 10. Ensuite, les découvertes majeures en mer du Nord et au Mexique, combinées au dumping du pétrole ouralien que pratiquent les Soviétiques en Europe, ont eu pour effet d'augmenter l'offre mondiale. Parallèlement à ces événements, les pays industrialisés ont diminué leur con-

mande diminue, il est donc normal de voir les prix fondre.

#### Plancher en vue

D'autre part, des faits nouveaux portent à croire qu'un nouvel équi-

libre puisse se produire. En effet, il serait plausible de penser qu'à court terme la baisse du prix du pétrole tire à sa fin et qu'à plus long terme le prix se stabiliserait entre \$ US 15 et \$ US 20. D'abord, l'Administration

Voir page 10 : La bonne action

### LES TITRES QUI FONT PARLER D'EUX CETTE SEMAINE

Compagnie	Cote	(Mtl)
<b>Compagnie : Macmillan Bloedel</b>	<b>Cote : \$ 33</b>	<b>(Mtl : McM Bld)</b>
<b>Risque : conservateur</b>		
<b>Secteur d'activité : produits forestiers</b>		
<b>Recommandations / sociétés :</b> Vente / Geoffrion, Leclerc ; McLeod, Young, Weir		
<b>Raisons :</b> Les activités de la compagnie se portent très bien. La croissance des bénéfices a été si impressionnante que l'action est maintenant surévaluée par les investisseurs. Aussi, la possibilité de voir les Américains restreindre les importations de bois de construction et les éventuels problèmes syndicaux de la Colombie-Britannique font de Macmillan un titre à vendre.		
<b>Compagnie : Dome Petroleum</b>	<b>Cote : \$ 2</b>	<b>(Mtl : Dome Pet)</b>
<b>Risque : moyen</b>		
<b>Secteur d'activité : pétroles et gaz</b>		
<b>Recommandations / sociétés :</b> Vente / Canadian Business Service ; Deane Witter ; Dominion Securities Pitfield ; Peters and Co.		
<b>Raisons :</b> La direction de Dome Petroleum est la première à admettre que la baisse du prix du pétrole aura un impact significatif sur les résultats des 1986. Déjà, Dome Pete a suspendu le paiement des dividendes de certaines de ses actions privilégiées. Aucune amélioration de la situation de cette compagnie fortement endettée n'est prévue d'ici neuf à 12 mois.		
<b>Compagnie : Imasco</b>	<b>Cote : \$ 39 1/2</b>	<b>(Mtl : Imasco Ltd)</b>
<b>Risque : conservateur</b>		
<b>Secteur d'activité : produits de consommation</b>		
<b>Recommandations / sociétés :</b> Achat. Moyen-long terme / Bache ; Deane Witter ; Geoffrion, Leclerc ; McLeod, Young, Weir ; Merrill Lynch ; Loewen ; Richardson, Greenshields		
<b>Raisons :</b> Les bénéfices de Genstar auront un impact majeur sur la rentabilité d'Imasco. La tabac, qui représente 52 % des revenus de la compagnie, ne comptera plus que pour 33 % après la parachèvement de l'opération de mainmise. Cette nouvelle répartition des bénéfices devrait permettre au titre d'atteindre les \$ 45 d'ici six à neuf mois. Finalement, LE DEVOIR tient de source généralement bien informée qu'Imasco fera une émission d'actions à un prix d'environ \$ 40, pour ensuite diviser le titre en deux.		

Compilation LE DEVOIR  
La bonne action

## LES TITRES RÉA

Date d'inscription	Émetteur	Déduction	Montant (millions)	Prix à l'émission	Prix au marché 14-04-86	Prix au marché 18-04-86	Var.
10-12-85	* ACSI	150 %	2.0 \$	2.0 \$	410	5 1/2 \$	+140
24-04-84	* Allgro	150 %	3.5 \$	5.0 \$	21 1/2 \$	22 1/4 \$	+ 1/2
14-11-85	* Artopex	150 %	5.0 \$	5.0 \$	9 1/2 \$	10 1/2 \$	+ 1 1/2
22-06-84	* Bercley pr. conv.	150 %	4.0 \$	4.0 \$	5	480	+20
07-11-85	* Biltrite	100 %	11.5 \$	8.0 \$(2)	13 1/2 \$	12 1/2 \$	- 1 1/2
28-05-85	* Bombardier B	75 %	28.6 \$	13.0 \$	19 1/2 \$	21 1/4 \$	+1 1/2
27-11-84	* Biotech Electronics	150 %	7.0 \$	5.0 \$	5 1/2 \$	5 1/2 \$	- 1/2
15-06-84	* Canam Manac Inc. A	100 %	9.5 \$	9.5 \$	39 1/2 \$	41 1/2 \$	+ 2
08-12-84	* Cancom	150 %	20.0 \$	5.0 \$	11 1/2 \$	12 1/2 \$	+ 1 1/2
06-09-85	* Cascades	100 %	17.2 \$	10 1/2 \$	22 1/2 \$	24 1/2 \$	+ 2 1/2
22-03-84	* CB Pak Inc.	75 %	27.0 \$	12 1/2 \$(2)	27 1/2 \$	29	+ 1 1/2
27-12-84	* CB Pak Inc.	75 %	24.0 \$	12 1/2 \$	27 1/2 \$	29	+ 1 1/2
10-09-85	* Ciment St-Laurent A	50 %	14.0 \$	22.0 \$	30	34 1/2 \$	+4 1/2
03-10-84	* Circo Craft Inc.	150 %	23.1 \$	8 1/4 \$	9 1/2 \$	9 1/2 \$	+ 1/4
15-06-85	* CFCF Inc.	75 %	44.0 \$	13 1/2 \$	20 1/2 \$	22 1/2 \$	+ 2 1/2
23-04-85	* Consolidated Bathurst	50 %	100 \$	16 1/2 \$	26 1/2 \$	28 1/2 \$	+ 2 1/2
14-11-85	* Cont. Pharma Cryosan A	150 %	6.0 \$	5.0 \$	6	6 1/4 \$	+ 1/4
14-11-85	* Cont. Pharma Cryosan B	150 %	6.0 \$	5.0 \$	5 1/2 \$	6 1/4 \$	+ 1/2
07-05-85	* Corp. Fin. Power	50 %	27.4 \$	27 1/2 \$	39 1/2 \$	41 1/2 \$	+ 2 1/2
11-12-84	* Datagram Inc.	150 %	3.0 \$	3.0 \$	340	345	+ 5
26-06-85	* Datamark	150 %	2.0 \$	2.0 \$	5 1/4 \$	5 1/4 \$	+ 1/4
15-06-85	* Dofor Inc.	50 %	25.0 \$	9 1/2 \$	13	13 1/2 \$	+ 1/2
06-06-85	* Donnar	50 %	56.2 \$	17 1/2 \$(1)	31 1/2 \$	32 1/2 \$	+ 1 1/2
05-12-85	* Domhuc Inc.	50 %	16.0 \$	17 1/2 \$	27 1/2 \$	27 1/2 \$	- 1/2
18-12-84	* Entreprises Hartco	150 %	7.0 \$	7.0 \$	380	370	- 10
30-09-85	* Équipements Denis	150 %	2.0 \$	2.0 \$	315	350	+35
04-12-85	* F. Armex Pr. conv.	150 %	2.2 \$	2.0 \$	171	195	+24
07-11-84	* FCA Internationale	100 %	12.5 \$	18.0 \$	17 1/2 \$	18 1/2 \$	+ 1
07-08-85	* Gaz Métropolitain Inc.	100 %	75.9 \$	11 1/2 \$	11 1/2 \$	11 1/2 \$	- 1/2
29-10-84	* Godefellow	150 %	5.0 \$	5.0 \$	6 1/4 \$	6 1/2 \$	+ 1/2
26-11-85	* Groupe Cogeco	100 %	8.3 \$	7 1/2 \$	9 1/2 \$	9 1/2 \$	+ 1/2
23-10-85	* Groupe Kaufel	150 %	6.3 \$	6.0 \$	11 1/2 \$	14 1/2 \$	+ 3 1/2
30-12-85	* Groupe Lacroix	150 %	2.7 \$	3 1/2 \$	340	340	-
24-10-85	* Groupe La Laurentienne	50 %	30.0 \$	10.0 \$	12 1/2 \$	13 1/2 \$	+ 1 1/2
06-01-86	* Groupe Totec	150 %	2.0 \$	2.0 \$	5 1/4 \$	8 1/4 \$	+ 3 1/2
29-10-84	* Groupe Trans. GTC.	150 %	10.0 \$	8 1/4 \$	20 1/2 \$	21	+ 1 1/2
21-11-85	* Groupe Vidéotron	75 %	23.3 \$	7 1/2 \$	14 1/4 \$	14 1/4 \$	-
07-08-85	* Guardcor Invest.	150 %	10.0 \$	9 1/2 \$(2)	6 1/2 \$	6 1/2 \$	- 1/4
19-12-85	* Idéal Métal	150 %	13.0 \$	5 1/4 \$	6 1/2 \$	7 1/2 \$	+ 1 1/2
12-11-85	* IPL Inc.	150 %	5 1/2 \$	5 1/4 \$	10 1/2 \$	10 1/2 \$	+ 1/2
29-11-85	* Industries Charan Inc.	100 %	10.0 \$	10.0 \$	14	14 1/2 \$	+ 1/2
11-12-85	* Lambert-Somec	150 %	5.0 \$	3 1/4 \$	6	7	+ 1
07-01-86	* Lavalin Tech.	100 %	10.0 \$	4 1/2 \$(2)	375	375	-
25-03-84	* Louvem Inc. pr. conv.	150 %	8.0 \$	5.0 \$	240	240	-
15-11-85	* M-Corp Inc.	150 %	4.8 \$	14 1/2 \$	23	24 1/2 \$	+ 1 1/2
16-12-85	* Matco Mart Inc.	150 %	2.5 \$	2.5 \$	285	270	- 15
22-10-85	* MPA Vidéo Inc	150 %	3.5 \$	425	320	375	- 45
09-04-84	* McNeil, Mantha Inc.	150 %	3.0 \$	300	9	9 1/2 \$	+ 1/2
03-11-86	* Mines Abcourt pr. conv.	150 %	7.0 \$	7.0 \$	425	415	- 10
30-12-84	* Mines D'Or Val	150 %	2.2 \$	150	239	235	- 4
20-02-85	* Mines J.A.G. Ltée	100 %	0.5 \$	160	49	45	- 4
22-03-84	* Montreal Trustco	75 %	27.5 \$	12 1/2 \$	22 1/2 \$	23 1/2 \$	+ 1 1/2
22-11-85	* Memotec Data	150 %	10.5 \$	7 1/4 \$(2)	10 1/4 \$	11	+ 1/4
27-03-84	* Morgan Trustco	100 %	6.0 \$	6.0 \$	330	310	- 20
10-07-85	* Multidev Immobilia Inc.	150 %	2.5 \$	3.0 \$(2)	6 1/2 \$	7 1/2 \$	+ 1 1/2
12-11-85	* O E Inc.	100 %	9.6 \$	8.0 \$	15 1/2 \$	16 1/2 \$	+ 1 1/2
19-12-85	* Opérateurs Hypocrat	150 %	2.0 \$	3.3 \$	5 1/4 \$	7 1/2 \$	+ 2 1/2

Date d'inscription	Émetteur	Déduction	Montant (millions)	Prix à l'émission	Prix au marché 14-04-86	Prix au marché 18-04-86	Var.
27-02-86	* Peerless (les tapis)	75 %	16.0 \$	8 1/2 \$	14	13 1/2 \$	- 1/2
22-11-84	* Perkins	150 %	7.2 \$	5 1/4 \$	6 1/4 \$	8 1/4 \$	+ 1 1/2
15-11-84	* Petro-Sun pr. conv. sr1	150 %	4.0 \$	3 1/2 \$(2)	285	335	+ 50
20-11-85	* Premier Choix-TVEEC	150 %	6.0 \$	7 1/4 \$	7 1/4 \$	8 1/4 \$	+ 1 1/2
17-10-85	* Promatek Ltée	150 %	3.9 \$	325	335	350	+ 15
09-12-85	* Provig	100 %	32.0 \$	16.2 \$	19 1/2 \$	19 1/2 \$	- 1/2
19-09-85	* Radiomutuel	100 %	12.5 \$	5.0 \$	8 1/4 \$	8 1/2 \$	+ 1/2
12-07-85	* Ressources Alguebelle	100 %	9.0 \$	5.0 \$	265	265	-
20-06-85	* Ressources AuNore	150 %	12.0 \$	250 (2)	135	115	- 20
03-01-86	* Ressources la Pause	100 %	0.3 \$	70	38	37	- 1
15-07-85	* Ressources Yorbeau	100 %	2.2 \$	70	70	77	+ 7
31-12-85	* Restaurants Sportscene	150 %	2.5 \$	250	425	415	+ 10
23-12-85	* Boutiques San Francisco	150 %	5.8 \$	5 1/4 \$	9 1/2 \$	10 1/2 \$	+ 1 1/2
23-12-85	* Sanivan	100 %	5.0 \$	4 1/2 \$(2)	6 1/4 \$	6 1/4 \$	- 1/4
12-12-85	* Sico Inc.	100 %	27.5 \$	13 1/2 \$	20 1/4 \$	21 1/4 \$	+ 1 1/2
17-06-85	* Sumabus Inc.	100 %	10.0 \$	5.0 \$	7 1/2 \$	7 1/2 \$	+ 1/2
09-04-85	* Techmire Ltée	150 %	2.6 \$	4.0 \$	305	300	- 5
21-12-84	* Télé-Capitale	100 %	23.0 \$	5.0 \$	14 1/2 \$	14 1/2 \$	- 1/2
05-11-84	* UAP Inc.	100 %	8.0 \$	17 1/2 \$	28 1/2 \$	27 1/2 \$	- 1 1/2
27-12-84	* Unigesco pr. conv. 1	100 %	8.0 \$	6.0 \$	12	12 1/2 \$	+ 1/2
16-09-85	* Unigesco B	100 %	55.0 \$	475 (2)	6	6 1/2 \$	+ 1/2
27-11-85	* Uni-Select	150 %	3.0 \$	3.0 \$	6 1/4 \$	6 1/4 \$	+ 1/2
11-10-85	* Wisway Transport	150 %	11.2 \$	7 1/2 \$	7 1/2 \$	8 1/2 \$	+ 1 1/2
15-10-85	* Volcano	150 %	15.0 \$	7 1/2 \$	14 1/2 \$	14 1/2 \$	+ 1/4

#### ÉMISSION EN COURS OU À VENIR

16-04-86	* Canam Manac	50 %	7.5 \$(6)	-	-	-	-
18-04-86	* Geoffrion, Leclerc	50 %	-	-	-	-	-
xx-04-86	* Groupe SNC	50 %	30.0 \$(5)	-	-	-	-
01-04-86	* Inv. Disnat	75 %	20.0 \$(6)	2.0 \$(6)	-	-	-
xx-05-86	* Radiomutuel	50 %	8.5 \$(5)	8.5 \$(5)	-	-	-
18-04-86	* Teinturiers Hubbard	100 %	6.7 \$(6)	5 \$(6)	-	-	-
10-04-86	* Unigesco Pr. conv.2	50 %	26.5 \$	10.0 \$	-	-	-

#### PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT ET D'ACHAT D'ACTIONS

Prochaine date limite	Émetteur	Déduction	Montant trimestriel maximal	Dividende annuel	Prix au marché 14-04-86	Prix au marché 18-04-86	Var.
06-06-86	* Alcan	50 %	2 000 \$	0.8 US	44 1/2 \$	43 1/2 \$	- 1 1/2
15-04-86	* Banque de Montréal	50 %	20 000 \$(3)	1.96 \$	34	33 1/2 \$	- 1/2
16-04-86	* Banque Royale	50 %	7 500 \$	2.00 \$	32 1/2 \$	32 1/2 \$	-
18-04-86	* Canadien Pacifique	50 %	20 000 \$(4)	0.48 \$	17 1/2 \$	17 1/2 \$	-
11-04-86	* Dominion Textile	75 %	4 000 \$	0.48 \$	19 1/2 \$	20 1/2 \$	+ 1 1/2
06-06-86	* Domtar	50 %	4 000 \$	0.88 \$	31 1/2 \$	32 1/2 \$	+ 1 1/2
08-04-86	* Ent. Bell Canada	50 %	20 000 \$(3)	2.36 \$	39 1/2 \$	40 1/2 \$	+ 1 1/2

Indice RÉA — Lévesque, Beaubien (1,000 en janvier 1982)

2843 2843 + 235

- \* Premier appel public à l'épargne
- (1) La compagnie a subdivisé son capital sur la base de 2 pour 1.
- (2) Bon de souscription exclus (valeur estimée).
- (3) Par exercice.

# LE DEVOIR ÉCONOMIQUE

## TAUX D'INTERÊT

**Tableau comparatif des TAUX HYPOTHÉCAIRES et de PRÊTS PERSONNELS**

Institutions financières	Unifamilial Duplex/Triplex				Multilogement				Semi-commercial et commercial				Prêts personnels
	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	
<b>Banques</b>													
Commerce	10%	10%	11	11	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	12%
Épargne	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	13%
Montréal	10%	10%	11	11	—	—	11	11	—	—	—	—	13
Nationale	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	11	11%	11%	11%	13
Nouvelle-Écosse	10%	10%	11	11	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Royale	10%	10%	11	11	—	—	—	—	—	—	—	—	n/d
Toronto-Dominion	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	11	11%	11%	13
Commer. italienne	10%	10%	11	11	—	—	—	—	11%	11%	12	12	12%
Caisse Étab.	10%	10%	11	11%	11	11%	11%	11%	11%	11%	12	12%	12%
Caisse pop. Mtl.*	10%	10%	11	—	10%	11	11%	—	n/d	n/d	n/d	n/d	12%
Caisse pop. Qbc.*	10%	11	11%	11%	10%	11	11%	11%	11%	11%	n/d	n/d	12
<b>Fiducies</b>													
Canada Trust	10%	10%	11	11	10%	11	11%	11%	10%	11	11%	11%	13%
Crédit-Foncier	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	11	11%	11	—
Fiduciaires	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	—
Fiducie Guardian	10%	11	11%	11%	10%	11	11%	11%	n/d	n/d	n/d	n/d	—
Fiducie Québec	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	—
First City	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	—
Guaranty Trust	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	—	—	—	—	—
Montréal Trust	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	—
Morquard Trust	—	—	—	—	10%	—	11	11	10%	—	10%	10%	—
Prêt et Revenu	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	n/d	n/d	n/d	n/d	—
Soc. Nat. Fiducie	10%	11	11	11	10%	11	11%	11%	n/d	n/d	n/d	n/d	—
Trust Financier	—	—	—	—	—	—	—	—	11%	—	11%	11%	—
Trust Général	10%	11	11	11	10%	11	11%	11%	10%	11	11%	11%	—
Trust Morgan	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	—
Trust National	10%	10%	11	11	10%	11	11%	11%	10%	11	11%	11%	11%
Trust Royal	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	10%	10%	11	11	11%

Compilation: Fiducie du Québec — 15 avril 1986 \* Taux recommandés par les Fédérations des caisses populaires Desjardins de Montréal, de l'Ouest-du-Québec et de Québec. Taux sujets à changements sans préavis

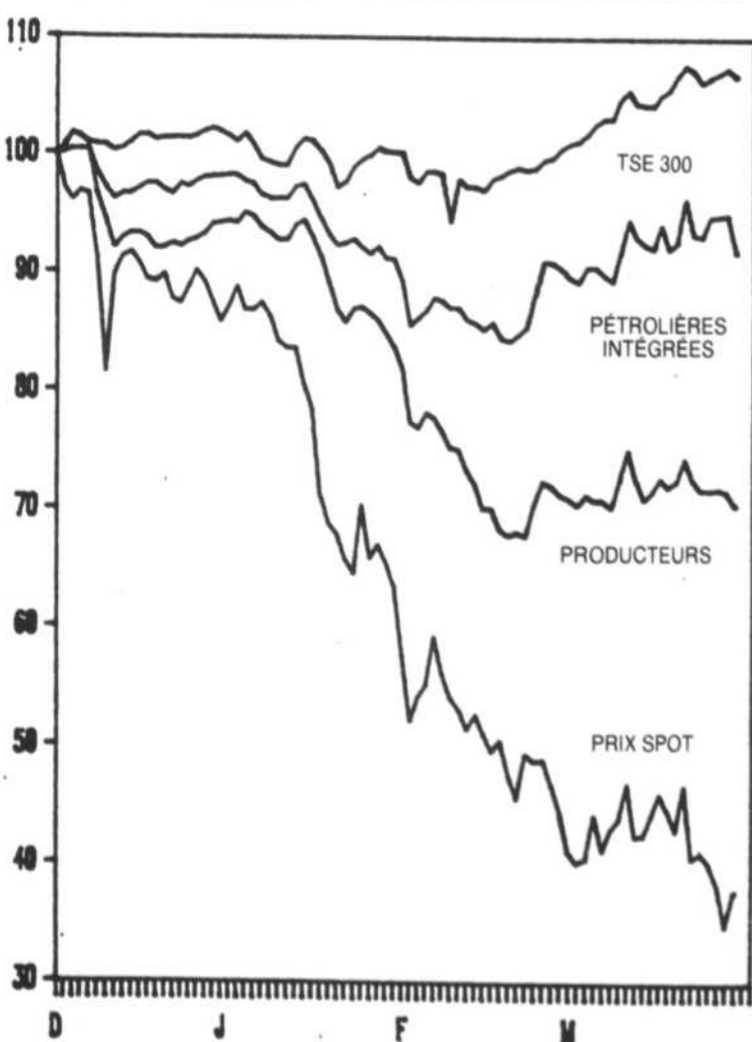
**Tableau comparatif des taux d'intérêts sur les DÉPÔTS GARANTIS**

Institutions financières	Dépôt min. (\$)	Court terme					Long terme						
		À demande	30 - 59 jrs	60 - 89 jrs	90-119 jrs	120-179 jrs	180-364 jrs	Dépôt min. (\$)	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
<b>Banques</b>													
Banco central Can.	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	5,000	8%	—	—	—	—	
Commerce	5,000	7%	7%	7%	7%	7%	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Commer. italienne	5,000	8	8	8	8	8	1,000	8%	9	9%	9%	9%	
Continental	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
Épargne	3,000	7%	8	8%	8%	8%	1,000	8%	9%	9%	9%	9%	
Montréal	5,000	7%	7%	7%	7%	7%	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Nationale	5,000	7%	7%	7%	7%	7%	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Nouvelle-Écosse	5,000	7%	7%	7%	7%	7%	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Royale	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Toronto-Dom.	5,000	7%	7%	8	8	8	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Caisse Étab.	1,000	8%	8%	9	9	9	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
Caisse pop. Mtl.*	5,000	8	8	8	8	8	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Caisse pop. Qbc.*	3,000	8	8	8	8	8	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
<b>Fiducies</b>													
Canada Trust	5,000	8	8	8	8	8	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Crédit-Foncier	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	500	9%	9%	9%	9%	9%	
Fiduciaires	5,000	8%	8%	8%	8	8	500	9%	9%	9%	9%	9%	
Fiducie Guardian	5,000	9	9	8%	8%	8%	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
Fiducie Québec	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
First City	5,000	9	9	9	9	9	500	9%	9%	9%	9%	9%	
Guaranty Trust	5,000	8%	8%	8	8	8	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Montréal Trust	5,000	8%	8	8	8	8	1,000	9	9%	9%	9%	9%	
Morquard Trust	10,000	9%	9	9	9	9	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
Prêt et Revenu	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	500	9%	9%	9%	9%	9%	
Soc. Nat. Fid.	2,000	8%	8%	8%	8%	8%	500	9%	9%	9%	9%	9%	
Trust Financier	5,000	9%	9%	9	9	8%	500	9%	9%	9%	9%	9%	
Trust Général	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	
Trust Morgan	5,000	8%	8%	9%	8%	8%	500	8%	8%	8%	8%	9%	
Trust National	5,000	8	8	8	8	8	500	9	9%	9%	9%	9%	
Trust Royal	5,000	8%	8%	8%	8%	8%	1,000	9%	9%	9%	9%	9%	

Compilation: Fiducie du Québec — 15 avril 1986 \* Taux recommandés par les Fédérations des caisses populaires Desjardins de Montréal, de l'Ouest-du-Québec, et de Québec. Taux sujets à changements sans préavis

### La bonne action

#### COURS PÉTROLIERS — PERFORMANCE DES TITRES



américaine considère sérieusement la possibilité d'imposer une taxe à l'importation du pétrole étranger, afin de sauver l'industrie pétrolière des États-Unis. Selon la firme Refco Future, le prix de \$ US 10 est une barrière psychologique que le lobby pétrolier ne veut absolument pas voir franchir à la baisse. Deuxièmement, la chute radicale qu'a connue le prix du pétrole en si peu de temps ne peut que provoquer un rajustement à la hausse. Troisièmement, si les compagnies arrêtent leurs activités d'exploration et de production faute de

bonnes perspectives de profits (les investissements dans ce secteur au Canada diminueront de \$ 4 milliards en 1986), l'offre mondiale diminuera. Finalement, la croissance économique prévue jusqu'en 1990 fera monter la demande. Ainsi, la fameuse loi de l'offre et de la demande rétablira le cours du baril de pétrole à un niveau plus élevé.

Dans ces conditions, la firme de courtage Loewen, Ondaatje et Cie affirme que le cours des actions des pétrolières serait en ce moment à un

maximum de 10% de son plancher.

#### Qui recommande quoi ?

Robert Robinson, analyste de cette dernière firme, déclare que les compagnies qui possèdent une structure financière solide, et qui ont la prévoyance d'acheter maintenant et à bas prix des réserves pour les revendre plus tard à prix plus élevé, sont les plus susceptibles d'intéresser les investisseurs: Sans toutefois être trop optimiste à court terme, M. Robinson suggère B.P. Canada, titre qui a aussi l'avantage d'avoir un ratio cours-fonds autogénérés (équivalent pour les pétrolières au rapport cours-bénéfices) relativement bas. Il recommande aussi Shell Canada et

Chez Geoffrion Leclerc, Peter Sears, vice-président à la recherche, estime que les investisseurs devraient commencer à établir des positions en vue de réaliser une plus-value assez importante d'ici deux à trois ans. Pour les « conservateurs », M. Sears recommande lui aussi Imperial Oil et Shell Canada. Les plus audacieux, quant à eux, pourraient considérer l'achat d'un titre plus spéculatif comme Bow Valley.

Quant à André Lemire, vice-président de Lévesque, Beaubien, il préfère Texaco Canada, dont le cours est en ce moment plus près de son plancher des 52 dernières semaines que de son sommet. De plus, son ratio cours-fonds autogénérés devrait passer de 9.1 à 9.8 en 1986.

**Une bonne affaire au Garage Blanchette n'a pas besoin de tapage!**

On vous aime à votre mieux et on vous le prouve

**MAZDA 323 Berline De Luxe**

- 5 rapports et surmultipliée
- verrouillage sécurité arrière
- intérieur velours
- essuie-glace à balayage intermittent
- sièges baquets avant réglables
- 4 portières

**MAZDA B2000 CAP PLUS**

- Sièges arrière tweed face avant
- horloge numérique quartz
- moquette intégrale, poil ras
- des nerfs d'acier plus le travail et le plein air!

une bonne affaire à chaque portière!

Service après-vente au grand coeur! **677-6347**

**Garage Blanchette Inc.**  
900 ouest, rue St-Laurent, Longueuil J4K 1C5  
"Aussi près de Montréal que de Longueuil, à 2 pas du Métro Longueuil"

## Trois pays de l'OPEP veulent réduire le plafond officiel à 14 millions de barils par jour

GENÈVE (AFP) — L'OPEP est divisée entre une majorité de 10 pays qui veulent conserver le plafond officiel de 16 millions de barils par jour et une minorité de trois pays qui insistent pour le ramener à 14 millions, a indiqué samedi un haut délégué du Venezuela qui préside la conférence.

Pour ces trois membres — Algérie, Libye et Iran —, seule une réduction radicale de la production de l'OPEP (estimée actuellement à quelque 17 millions de barils par jour) peut faire remonter rapidement les cours du pétrole qui ont chuté de plus de moitié depuis décembre, a expliqué un autre délégué.

Une précédente réunion ministérielle en mars dernier avait montré cependant qu'il était quasiment impossible de répartir la forte baisse de production ainsi demandée, les pays du Golfe refusant de faire les sacrifices qu'on leur demandait.

La reprise des travaux de l'OPEP mardi dernier n'a pas permis d'avancer dans cette direction, les pays du Golfe soutenant toujours que l'OPEP ne devait plus céder volontairement de parts de marché aux autres pays producteurs. Face à ce blocage, le maintien du statu-quo officiel constitué par le plafond de 16 millions de barils par jour, toujours théoriquement en vigueur bien que peu respecté, constituait l'unique porte de sortie pour éviter de se séparer sur un échec complet, soulignaient deux experts samedi soir à Genève. Le Roi Fahd d'Arabie saoudite avait, à la veille de l'ouverture de la conférence, déclaré à Ryad que la seule solution était de s'en tenir au plafond de 16 millions de barils par jour, chaque pays produisant ni plus ni moins que son quota.

La majorité, a expliqué samedi le haut délégué vénézuélien, estime que la baisse des prix du pétrole va légèrement accroître la consommation ces prochains mois, tandis que la production dans certains autres pays producteurs a commencé à se tasser, certains puits n'étant plus rentables.

L'OPEP pourrait donc exporter aux deuxième et troisième trimestres un peu plus que ce que diverses estimations prévoient encore récemment, en avançant des chiffres de 14 à 15 millions de barils par jour.

Les experts de ces 10 pays ont, après 48 heures de discussions, soumis samedi à leurs ministres un rapport en ce sens. Ces experts ont estimé que la demande de pétrole produit par l'OPEP pourrait légèrement dépasser 16 millions de barils par jour aux deuxième et troisième trimestres, et 17 millions de barils par jour au quatrième trimestre.

En limitant la production à 16 millions de barils par jour, les prix du brut, tombés aujourd'hui dans une fourchette de \$ US 11 à \$ US 15 le baril selon les contrats, remonteraient un peu, a estimé le haut délégué vénézuélien. D'autant plus, a-t-il ajouté, que l'OPEP devrait recontacter les

cinq pays producteurs non-membres (Angola, Égypte, Malaisie, Mexique et Oman) qui ont accepté de discuter d'une éventuelle collaboration.

Il reste cependant que plusieurs pays qui dépassent de 50% leurs quotas attribués dans le cadre du plafond de 16 millions de barils par jour (Irak et Émirats, notamment) ont depuis six mois toujours affirmé qu'ils ne reviendraient pas à leurs anciens quotas.

Samedi soir, le ministre irakien Qassim Taki Al-Oraibi a indiqué aux journalistes qu'un éventuel accord de principe autour de 16 millions de barils par jour n'empêcherait pas l'Irak d'exiger un relèvement de sa quote-part.

**A Laval c'est surtout du SERVICE**

**Auto Gibraltar (1981) Inc.**  
2032, Boul. Labelle, (Nord de St-Martin)  
**Chomedey, Laval (514) 687-3123**

**1986 RENAULT 5**  
VOYAGE À PARIS GRATUIT TEMPS LIMITÉ  
**ALLIANCE-ENCORE 85-86 8.9%**

Concessionnaire **RENAULT AMC Jeep**

### Moins de faillites

OTTAWA (PC) — Les faillites ont considérablement diminué en Alberta et en Colombie-Britannique au mois de mars, par rapport au même mois de l'an dernier, révèlent les chiffres officiels publiés vendredi. Les faillites commerciales et personnelles en Alberta étaient de 255 le mois dernier, contre 353 en mars 1985. En Colombie-Britannique, elles sont tombées de 350 à 282.

## UN BON BAIL-AUTO, C'EST INTROUVABLE!

Toutes les locations à long terme se ressemblent? Pas chez l'Introvuable. Avec la fluctuation constante des taux d'intérêt, vous aurez avantage à nous consulter. Nous ajustons les nôtres au jour le jour. Nos clients bénéficient de taux avantageux dans nos ateliers, notre département de service et de pièces. Et nous avons un des plus vastes choix de voitures disponibles pour livraison immédiate.

Appelez André Prévost au 761-4801.

**CHRYSLER New Yorker**

- traction avant • moteur 4 cylindres 2.5 litres à injection électronique • transmission automatique • volant inclinable • air climatisé • régulateur de vitesse • vitres électriques • coffre télécommande • radio Am-Fm stéréo électronique à 4 haut-parleurs • servo freins • servo direction • console • glaces teintées • essuie-glaces deluxe • moquettes avant-arrière • banquettes velours 50/50 • pneus radiaux à flancs blancs • toit vinyle landau.

**\$374** par mois (taxe en sus) Bail 48 mois • valeur résiduelle à échéance \$4695. AUCUN DÉPÔT

**CHAMPLAIN DODGE CHRYSLER**  
Faut nous trouver.  
**761-4801**  
3350, rue Wellington, Verdun

Selon le ministre équatorien

Les trois pays récalcitrants de l'OPEP finiront par se rallier

GENÈVE (AFP) — L'OPEP va poursuivre sa stratégie destinée à s'assurer une juste part du marché pétrolier mondial, a estimé dimanche soir le ministre du Pétrole équatorien, M. Javier Espinosa Teran.

Les trois pays qui refusent encore cette politique (Algérie, Iran et Libye) jugée responsable de l'actuelle guerre des prix finiront pas s'y rallier d'une manière ou d'une autre, a-t-il estimé devant quelques journalistes.

L'organisation ne pourra cependant pas redistribuer entre ses 13 pays membres sa part potentielle du marché dès la présente réunion ministérielle, qui se prolonge depuis mardi à Genève, a-t-il indiqué. Une réunion consacrée à cette tâche serait nécessaire avant la conférence d'été prévue à la fin de juin en Yougoslavie, a-t-il ajouté.

D'ici là, il faut que l'organisation apprécie la contribution qu'apporteront les autres pays exportateurs, notamment les cinq (Angola, Égypte, Malaisie, Mexique et Oman) qui ont déjà entamé des négociations avec l'OPEP. La baisse de la production attendue au Canada et aux États-Unis en raison de la chute des prix du brut doit également être prise en compte.

Comme on lui demandait si des pays qui commencent tout juste à exporter, comme la Colombie, seraient concernés, M. Teran a répondu : « Nous devons discuter

avec tout le monde. »

Alors, a-t-il ajouté, nous (les 13 de l'OPEP) pourrions avoir à la fin de l'année un prix du brut plus élevé et une part de marché plus grande.

Un comité ministériel restreint (Koweït, Indonésie et Nigéria) créé dimanche a commencé à travailler dans cette optique.

Les trois durs de l'OPEP (Algérie, Iran et Libye) s'opposent cependant à Genève à cette stratégie lancée en décembre dernier. Celle-ci a entraîné une chute de plus de 50 % des prix du pétrole depuis décembre, soulignent-ils, en réclamant que l'OPEP réduise son plafond de production de 16 millions de barils par jour à 14 millions de barils par jour pour faire remonter les prix.

Si on suit ce raisonnement, rétorque M. Teran, l'OPEP ne produira plus bientôt que 10 millions de barils par jour (contre plus de 30 millions de barils par jour en 1979).

Selon un rapport d'un comité d'experts de l'OPEP achevé samedi, la demande mondiale de pétrole produit par l'OPEP devrait atteindre 16,3 millions de barils par jour aux deuxième et troisième trimestres, et 17,3 au quatrième. Les experts des trois durs ont avancé des chiffres moins élevés : respectivement 14 millions de barils par jour, 14,5 millions de barils par jour et 16,7 millions de barils par jour.

Constat dressé par la Commission économique des Nations unies

Les pays de l'Est ont connu une troisième année consécutive de ralentissement en 1985

FRANÇOISE CROUGNEAU du journal Le Monde

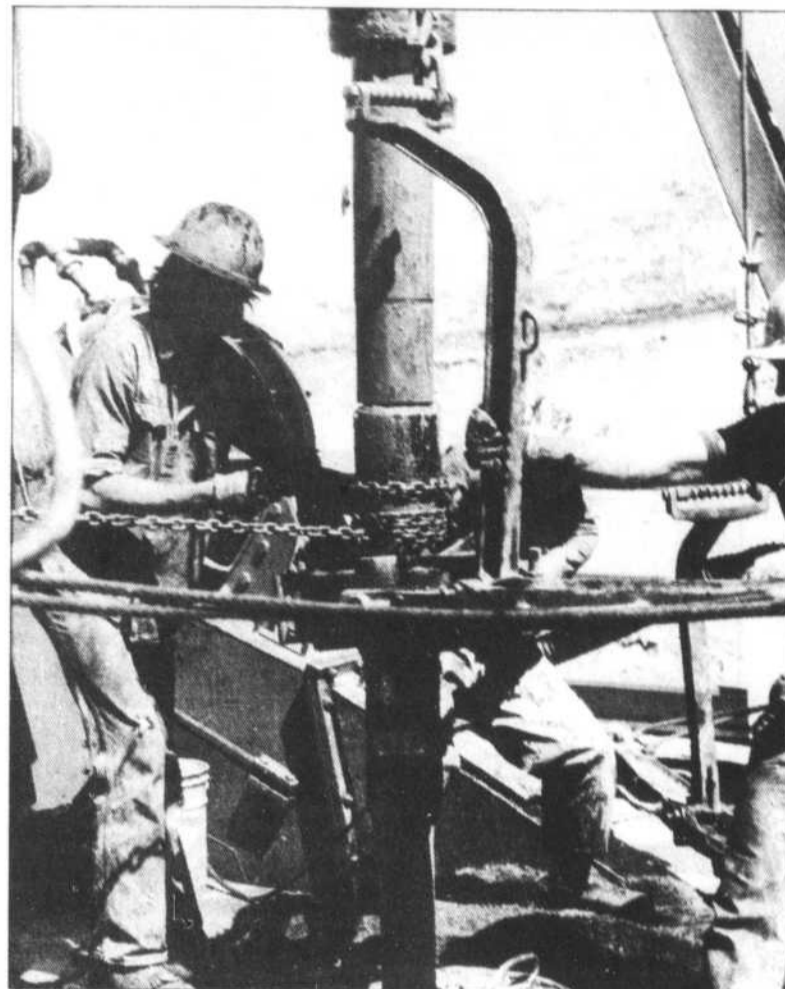
Pour la troisième année consécutive, la croissance des pays de l'Est s'est ralentie, faisant de 1985 une année d'autant plus décevante qu'au-delà de mauvaises conditions climatiques ou de contraintes extérieures échappant à l'action gouvernementale, elle a largement confirmé les faiblesses structurelles de l'Europe orientale et de l'URSS.

Ce constat dressé par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, dans son dernier rapport, se double de sérieuses incertitudes pour l'avenir : le contre-choc pétrolier dû à la baisse des cours de l'or noir risque d'être négatif pour l'Union soviétique et, dans un premier temps, pour les autres pays de l'Est, alors qu'il s'annonce globalement positif pour la plupart des pays occidentaux. Des incertitudes qui pourraient être lourdes de conséquences pour l'évolution du commerce Est-Ouest.

A priori, les auteurs estiment que la plupart des pays couverts par le rapport disposent d'une marge de manœuvre pour accélérer la croissance cette année. Ils semblent plus dubitatifs sur leur possibilité d'en tirer pleinement partie. Les difficultés que sous-tendent les résultats de 1985, dernière année des plans quinquennaux, expliquent cette extrême prudence.

L'expansion avait été de 4,1 % en 1983. Elle est revenue à 3,8 % un an plus tard et à 3,2 % en 1985. Un hiver très rigoureux, puis une sécheresse prolongée en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie ne sont pas étrangers à ce tassement. Le ralentissement de la demande occidentale s'est répercuté sur les exportations. Mais la consommation excessive d'énergie et de matières premières, compte tenu de la production, la faible productivité et la maigre rentabilité des investissements, ont une fois de plus constitué des obstacles majeurs.

Tous les planificateurs l'ont reconnu dans la préparation des programmes 1986-1990. Tous les gouvernements appellent à un remodelage des stratégies économiques pour améliorer l'efficacité de chacun. Des discours aux faits, le chemin risque pourtant d'être long, et les experts de la CEE-ONU s'interrogent sur la capacité des pays de l'Est de parvenir, durant ces nouveaux plans, à une croissance annuelle de 4,6 %, plus de deux fois supérieure à celle réalisée entre 1980 et 1985.



Le contre-choc pétrolier dû à la baisse des cours de l'or noir risque d'être négatif pour l'Union soviétique et, dans un premier temps, pour les autres pays de l'Est, alors qu'il s'annonce globalement positif pour la plupart des pays occidentaux.

Le dilemme n'est pas nouveau. Mettre en place des réformes et moderniser l'appareil de production exigent des moyens financiers qui donnent une importance croissante aux résultats du commerce extérieur. Or, ceux-ci n'ont guère été brillants, tout particulièrement pour l'URSS, dont les ventes ont stagné en 1985 vers les pays de l'Est et ont chuté de quelque 14 % vers l'Ouest. Un « revers majeur » aggravé par le recul en volume des exportations énergétiques de l'Ouest.

Pour l'ensemble des pays de l'Est, les chiffres sont moins impressionnants, mais tout aussi significatifs. L'excédent commercial de \$ US 18 milliards enregistré est retombé à \$ US 6 milliards un an plus tard, passant pour l'Union soviétique de

\$ US 11 milliards à sans doute \$ US 2 milliards dans le même temps. Le phénomène est similaire pour les échanges Est-Ouest : les pays socialistes ont vu, là aussi, leur solde positif fondre de près de moitié pour représenter entre \$ US 2 et \$ US 2,5 milliards, l'excédent soviétique ayant fait place à un déficit.

Choc en retour

Au cas où la chute des cours du pétrole, et par là même des prix du gaz naturel se confirmerait, les perspectives pourraient être encore plus mauvaises pour l'URSS, dont quelque 80 % des revenus totaux à l'exportation seraient touchés et dont le manque à gagner au chapitre des produits énergétiques est évalué en

tre \$ US 5 et \$ US 7 milliards pour les seuls échanges avec l'Ouest.

Le système de calcul instauré par Moscou au sein du Comecon, et basé sur la moyenne des cours mondiaux des cinq années précédentes, amortira quelque peu le choc pour l'URSS, tout en privant ses partenaires communistes d'une part des avantages qu'ils peuvent espérer tirer de la manne pétrolière dont bénéficieront les autres importateurs occidentaux. À terme, toutefois, et dans la mesure où la croissance des pays industriels pourra se confirmer, l'URSS pourrait être la principale perdante et ses partenaires, au sein du Comecon, les bénéficiaires de cette conjoncture.

Une nouvelle donne qui ne manque pas de retenir l'attention des économistes de l'Est comme de l'Ouest, et qui pourrait poser en des termes nouveaux le choix, notamment pour l'Union soviétique, entre un allourdissement de la dette et une contraction des importations allant à l'encontre des efforts de modernisation envisagés. Sur la question de la dette, l'année 1985 aura été celle des consolidations.

Le cas polonais est redevenu exceptionnel, et les milieux financiers occidentaux, à nouveau rassurés sur la signature des pays de l'Est, ont, dans l'ensemble, bien accueilli leur retour en force sur le marché des eurodevises : les emprunts syndiqués ont atteint en 1985 le niveau record de \$ US 5,2 milliards. Pour éviter de se trouver confronté, comme en 1982, à une chute trop rapide de ses réserves en devises convertibles, l'Europe orientale a parallèlement reconstitué ses avoirs à l'Ouest, qui ont progressé de quelque \$ US 2 milliards durant les neuf premiers mois de l'année dernière.

Au total, l'endettement des pays industriels dans le même temps, a atteint \$ US 96 milliards fin 1985 contre \$ US 85 milliards un an auparavant. La Pologne intervenant pour quelque \$ US 29 milliards dans ce montant, cette dette n'est pas considérée comme préoccupante. Les échéances annuelles, si elles représentent, selon le rapport de la CEE-ONU, près de 45 % des recettes à l'exportation de la Pologne, ne correspondent qu'à 3,6 % de celles de l'URSS. Reste à savoir si les pays de l'Europe de l'Est envisagent de tirer partie de la marge de manœuvre dont ils jouissent encore dans ce domaine pour maintenir le flux des importations de produits occidentaux et tenter de rattraper leurs retards technologiques.

Les agriculteurs français se voient promettre des milliards

JACQUES GRALL du journal Le Monde

M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a annoncé, le jeudi 10 avril, à Brest, au congrès de la FNSEA plusieurs mesures en faveur des agriculteurs : détachation sur le fuel, primes de restructuration laitière, augmentation de la retraite de base, allègement des taux d'intérêt. Ces mesures et la suppression des montants compensatoires monétaires frappant les exportations françaises représentent plusieurs milliards de francs.

Un ministre radieux, des paysans heureux, applaudissant leur ancien président, agriculteur comme eux. À l'arrivée de M. François Guillaume dans la salle du congrès de la FNSEA à Brest, l'émotion est réelle. Accueil par le bon M. Lacombe, le successeur : « Tu es des nôtres, François. Tu connais nos exigences. Il ne te reste plus qu'à les satisfaire », dit-il. Réponse du ministre : « J'aurais pu rester parmi vous et choisir le plus facile. J'ai voulu choisir le plus utile. »

Le nouveau président de la FNSEA n'a pas vraiment marqué ses distances. Pour l'heure, il fait confiance à « la chance offerte à l'agriculture » en crise d'avoir un ministre syndicaliste et agriculteur. Le ministre, lui, fait confiance au gouvernement, qui « s'est donné pour tâche de redresser l'économie tout en maintenant les acquis sociaux, ce qui oblige à l'amélioration de la productivité dans tous les secteurs où notre compétitivité est insuffisante ».

À Brest, M. Guillaume a apporté des promesses et de la considération. Bien que rien n'ait été chiffré, ce déplacement-là vaut plusieurs milliards. L'objectif, commun au ministre et à la FNSEA, n'est-il pas de redresser le revenu agricole en 1986 ? Les réformes structurelles sont, elles, renvoyées à une loi d'orientation. Deux des bonnes nouvelles sont chiffrables : l'exonération de la moitié de la TVA sur le fuel et les huiles devrait représenter 640 millions de francs selon les chambres d'agriculture ; la poursuite du plan de restructuration laitière, sans doute des primes au départ, coûterait 400 millions de francs.

Le montant des autres aides est plus difficile à cerner : revalorisation de l'indemnité spéciale montagne, de la prime à la vache allaitante, première étape du relèvement des traites agricoles (« abandonné en 1981 ») et surtout réexamen du taux des prêts des agriculteurs endettés.

Un gros morceau, si l'on sait que l'abaissement de trois points du taux des prêts en cours non bonifiés du seul Crédit agricole représente une dépense de 2,5 milliards de francs.

Dans sa besace, le ministre a encore quelques décisions, comme le maintien à 500.000 F du plancher de chiffre d'affaires pour l'assujettissement au régime fiscal du revenu réel (il devait être abaissé à 380.000 F), comme surtout la désétatisation de la Caisse nationale du crédit agricole, à laquelle souscrit la FNSEA. D'ailleurs, mais le ministre ne l'a pas dit, le produit du rachat par les caisses régionales des fonds propres de la Caisse nationale, évalués à 12 milliards de francs, pourrait bien servir à financer en large partie les libéralités annoncées à Brest.

L'orientation manifestée sur le plan européen mettra également à contribution le budget national. Pour M. Guillaume, l'intérêt de la France, dans les conditions ac-

tuelles des finances communautaires, c'est de concentrer les ressources disponibles sur le soutien des marchés (prix garantis et aides à l'exportation). « Le reste, (c'est-à-dire les diverses aides liées à la politique des structures) peut parfaitement être rendu à la responsabilité et au financement des États, sous directive communautaire. »

Pas d'aide aux gros éleveurs

À propos de structures, le ministre a pris position dans un sens qui doit convenir à M. Lacombe, très soucieux de limiter la taille des ateliers hors sol. S'adressant à Alexis Gourvenec sans le nommer (il était d'ailleurs absent) et à ses émules de la FNSEA du ministère qui accueillait le congrès, M. Guillaume a déclaré : « Ceux qui en appellent au libéralisme pour créer de tels outils (un atelier de 5.000 porcs, par exemple) sauront à tout le moins accepter la sanction libérale pure et dure de leur démarche, y compris en renonçant aux interventions de toute nature que l'Etat se propose de réserver désormais aux structures familiales [...] Il leur faudra aussi accepter sans récriminer les conséquences des perturbations qu'ils provoquent sur l'environnement. »

Ce sujet est délicat, car nombre de congressistes trouvent passés cet accent mis à nouveau sur le contrôle des structures de production.

L'affaire du paiement des pénalités laitières est explosive aussi. Les éleveurs qui ont dépassé leur quota paieront, à dit sans ambages le ministre, mais cette sévérité affichée demande un traitement style main de fer. Le ministre pense à un étalement du paiement pour les jeunes agriculteurs et à une compensation pour les éleveurs en montagne.

Quant au programme de rachat de quotas laitiers proposé par la Commission, auquel la Fédération des producteurs de lait est hostile, le ministre ne dit pas non, à condition qu'on l'étale sur trois ans. Soit une nouvelle réduction de 1 % pour cette année du volume de production autorisé.

Le choc des MCM

Mais il est un point sur lequel le ministre s'est montré moins enjoué, voire discret : les montants compensatoires monétaires (MCM). Ils sont revenus dans la foulée de la dévaluation du franc. Ils ont été la vedette de ce congrès. Ils représentent pour des raisons autant économiques que psychologiques le second choc ressenti par les agriculteurs en quelques jours.

Le premier, c'était la nomination « leur » ministre. Pour les MCM, M. Guillaume a promis qu'il s'efforcerait d'obtenir des Douze leur démantèlement et même leur « suspension » pour le porc et les produits avicoles. Mais il a indiqué aussi que l'effet sur les prix de la dévaluation du franc vert ne serait ni total ni immédiat.

Des pourparlers entre la CEE et les États-Unis ne permettent pas de lever la menace de conflit commercial

PARIS (AP-REUTER) — Des pourparlers entre représentants de la communauté européenne et des États-Unis n'ont pas permis, samedi à Paris, de lever la menace de conflit commercial à propos de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, a-t-on indiqué de sources américaine et européenne autorisées.

« La rencontre ne nous a pas permis de trouver une solution aux problèmes », a déclaré le commissaire européen, M. Willy de Clercq, à l'issue de sa discussion avec le secrétaire américain à l'Agriculture, M.

Richard Lyng, et le représentant américain au Commerce, M. Clayton Yeutter.

Samedi matin, les entretiens portaient plus précisément sur les enjeux agricoles que soulève du point de vue américain l'entrée le 1er janvier dernier du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté européenne.

Dans une conférence de presse qui s'est tenue dans les locaux de l'ambassade américaine à Paris, M. Clayton Yeutter, le représentant spécial de l'administration américaine pour

les questions commerciales, a affirmé que les États-Unis n'avaient pas changé de position et qu'ils considéraient toujours que les quotas d'importations agricoles imposés par la CEE au Portugal étaient illégaux comme le spécifie le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Le point principal de la querelle porte sur les quotas que devra respecter le Portugal dans ses importations d'oléagineux, ainsi que sur l'exigence qui lui est faite d'importer au moins 15,5 % de ses céréales de la CEE. Actuellement, pour la majeure partie de ses besoins en céréales et en sucre, le Portugal fait appel aux États-Unis.

Selon M. Willy de Clercq, la Communauté restera sur ses positions

« car il est impossible d'annuler ou même de changer un traité qui a été approuvé par les Parlements de 12 pays ». Pour lui, il n'y a pas de raison d'annuler les quotas puisqu'ils ne portent tort à personne.

Enfin, M. Yeutter a annoncé que, comme prévu, les États-Unis prendraient des mesures de rétorsion en mai. Mais que, contrairement à leur première intention qui était d'augmenter les tarifs douaniers à l'importation, ce qui aurait eu un effet immédiat sur les exportations européennes, ils se contenteraient de contingents, qui vont repousser les conséquences pour les agriculteurs européens à plus tard, c'est-à-dire une fois que les quotas seront atteints.

Le gouvernement français veut créer une « charte du contribuable »

ALAIN VERNHOLES du journal Le Monde

Une des premières décisions du nouveau gouvernement en matière économique aura donc concerné la fiscalité. M. Alain Juppé, ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement, a indiqué le mercredi 2 avril, à l'issue du conseil des ministres, qu'une commission d'experts — ils seront sept ou huit choisis parmi des juristes, des hauts fonctionnaires, des chefs d'entreprise... — allait être créée. Elle aura pour tâche de rédiger, dans les deux mois, un rapport sur les relations entre administration fiscale et contribuables. À partir de ce texte, une « charte du contribuable » sera mise au point dont une partie sera soumise au Parlement à l'automne prochain.

Le souci d'améliorer les relations entre le fisc et les contribuables n'est pas nouveau. Déjà, en 1977, une charte du contribuable vérifiée avait été publiée, sorte de document remis aux contribuables avant contrôle, pour les informer de leurs droits. De même, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors qu'il était président de la République, avait-il personnellement poussé à la création d'une inspection générale des services comme il en existe dans la police, chargée de vérifier que les agents du fisc accomplissent bien leur tâche. Bien, c'est-à-dire sans excès. Cette inspection avait peu fonctionné avant 1981, puis avait été supprimée — sous la pression des syndicats des impôts — après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Les relations entre contribuables et services fiscaux sont-elles mauvaises, se sont-elles dégradées au fil des années, les bavures et les erreurs sont-elles de plus en plus nombreuses ? Non, en fait, ne peut apporter de réponse certaine à ce genre de questions faute d'un inventaire statistique sérieux. Mais l'important est que les directeurs des impôts — anciens ou nouveaux — reconnaissent tous que des problèmes se posent.

La plus grosse difficulté vient probablement de ce qu'il existe dans le code général des impôts des dispositions donnant aux services fiscaux des armes redoutables — et nécessaires — pour lutter contre la fraude organisée, mais qui, utilisées à la légère contre les contribuables ordinaires, donnent lieu à des injustices criantes. Comment éviter que des moyens uniquement conçus pour lutter contre le gangstérisme ne soient employés à tort et à travers ?

**DIVIDENDE**  
Investors Mutual of Canada Ltd  
Un dividende supplémentaire de 6¢ par action de Investors Mutual of Canada Ltd. a été déclaré par le Conseil d'Administration. Ce dividende sera payé le 28 avril, aux actionnaires inscrits à la clôture des livres le 25 avril 1986.  
Depuis la fondation d'Investors Mutual of Canada Ltd en 1950, cette compagnie a payé un total de \$328 millions en dividendes aux actionnaires.  
Bernard S. Toni  
Secrétaire  
**Le Groupe Investors**

**Visez des rendements supérieurs**  
**Les Fonds Desjardins**  
Voici les rendements annuels des Fonds Desjardins au 1er avril 1986  
Actions 21,1 %  
Hypothèques 13,4  
International 38,8  
Obligations 23,9  
Appelez-nous sans frais, peu importe où vous habitez  
Les Fonds Desjardins sont vendus au moyen de prospectus disponibles dans nos succursales  
**Fiducie du Québec**  
Anjou (514) 355-2050 1-800-361-5808 Chicoutimi (418) 549-5746 1-800-463-9657  
Laval (514) 658-5223 1-800-361-3803 Longueuil (514) 679-2810 1-800-361-5058  
Montréal (514) 286-3225 1-800-361-2680 Québec (418) 647-4742 1-800-463-5026  
Sainte-Foy (418) 653-6811 1-800-463-4792 Sherbrooke (819) 566-5667 1-800-567-9920  
Desjardins



# SCIENCE ET TECHNOLOGIE

## Des archéologues débrouillent le mystère des statues de l'île-de-Pâques

HANGA ROA, Île-de-Pâques (AP) — Depuis des décennies, les scientifiques se posent la question de savoir comment l'île de Pâques a pu avoir une population suffisamment importante pour dresser les énormes statues de pierre qui l'ont rendue célèbre.

Des archéologues et Thor Heyerdahl, l'éthnologue norvégien qui a effectué un premier séjour dans l'île en 1955, croient avoir trouvé la réponse.

En n'utilisant que des cordes et leurs muscles, 20 Polynésiens ont pu déplacer une statue de pierre, haute de quatre mètres, qui pesait huit tonnes.

Pour les archéologues, qui ont supervisé l'opération, celle-ci prouve que les quelque 500 mégalithes moai de l'île ont pu être amenés de leur carrière avec une énergie moindre qu'on ne le pensait jusqu'à présent.

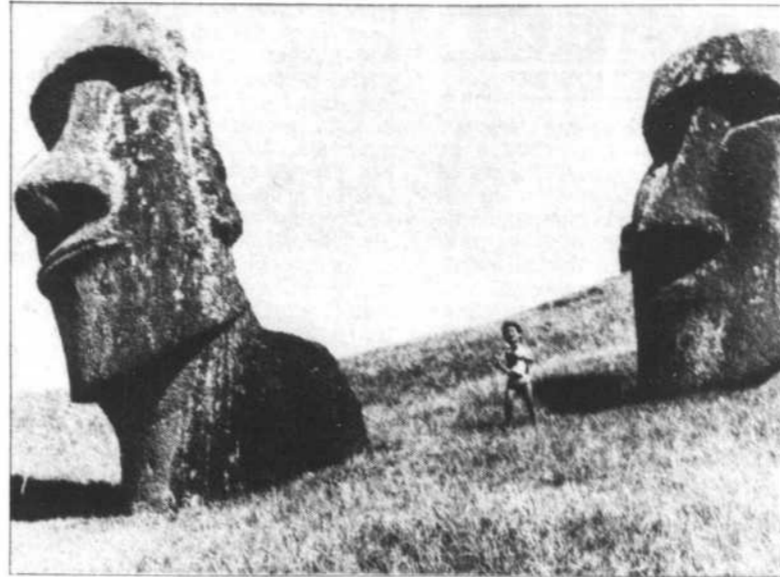
La plus grande des statues pèse 84

tonnes. Heyerdahl est revenu récemment à Pâques, où il a de nouveau examiné les statues et procédé à des fouilles, afin d'essayer de vérifier son hypothèse selon laquelle les premiers Polynésiens sont venus de l'Ouest, du Pérou, et non de l'Est, d'Asie.

Le Norvégien, célèbre depuis sa traversée du Pacifique à bord du radeau *Kon Tiki*, a déclaré qu'il espérait que l'expérience mettrait un terme à toutes les théories extravagantes sur le débarquement d'extra-terrestres, qui auraient déplacé les gigantesques statues.

Heyerdahl pensait, à l'origine, que les statues avaient été traînées sur le dos. Lors d'une expérience précédente, il lui avait fallu 180 hommes, avec des cordes, pour haler une statue de 12 tonnes, sur des rouleaux de bois.

La nouvelle opération lui a été pro-



posée par un ingénieur tchécoslovaque, Pavel Pavel, qui a accompagné Heyerdahl.

Après le sacrifice d'un porc, au lever du jour, les 20 hommes ont fixé quatre longues cordes autour d'une statue qu'ils ont réussi à déplacer de 5,50 mètres en moins d'une heure.

Après un repas de porc, les hommes ont reçu chacun 2.000 pesos chiliens — \$ US 15 environ.

« Cela a démontré que l'énorme tâche qui a consisté à transporter toutes ces statues n'a pas exigé des milliers de personnes, mais simplement un peu d'intelligence et d'ingéniosité », a déclaré M. Sergio Rapu, archéologue et gouverneur de l'île, une province chilienne qui compte 2.000 habitants environ et qui est située à 3.800 km à l'ouest du continent sud-américain.

« Avec des gens expérimentés, effectuant des mouvements rythmés,

a-t-il ajouté, ces statues peuvent être facilement déplacées de plusieurs kilomètres en quelques jours. »

Par ailleurs, des archéologues chiliens et norvégiens qui étaient présents ont annoncé la découverte d'anciens chemins qui donnent à penser que les statues ont été déplacées droites, plutôt que haïées ou roulées.

Les statues, pense-t-on, datent du XI<sup>e</sup> siècle. Leur signification et les secrets de leur fabrication et de leur mise en place ont été perdus dans une guerre tribale, qui a mis fin à l'époque d'érection des mégalithes quelques décennies avant que les Hollandais ne découvrent l'île, le dimanche de Pâques 1722.

Il a été question de construire dans l'île une piste d'atterrissage d'urgence pour les navettes spatiales américaines, un projet qui a suscité certaines reticences parmi les 2.000 insulaires.

## LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

**LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR**

Du lundi au vendredi de 9h à 16h30

Pour modifier, annuler ou placer votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, MtL, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS

PAR TÉLÉPHONE 286-1200

**Accessoires de bureau**

MOBILIER DE BUREAU neuf et usagé, meilleur prix en ville. Ameublement Beau-bien, 1805 Beaubien est. 337-1314. 15-05-86

**Ameublement**

A BAS PRIX 3 pièces complètes, chambre, cuisine, salon, tel que vu 6758, 721-7789 Ameublement Beau-bien, 1805 Beaubien est. 05-05-86

**Animaux**

BERGER allemand, chiots, enregistrés, tatoués, vaccinés, mâle pour accouplement — 472-3050 28-04-86

**Antiquités**

AI BESOIN d'acheter horloges, montres de poche, montres-bracelets, instruments scientifiques, télescopes à bande, toutes mécaniques anciennes. Inf. 488-3017. 28-04-86

**App. / Logements**

ST-HUBERT près Roy, grand 5½, 2e étage, entièrement repeint, 5500\$ — non chauffé — 524-0089, 521-0391, après 17h. 24-04-86

**Automobiles**

PONY GLS 85, 27 000 km, 5 vitesses, équipée, 5 900\$ Après 19h 651-4559 23-04-86

**Commerces à vendre**

FOND DE COMMERCE de vêtements, avec équipement-marchandises neuves, (ouvert depuis 2½ ans seulement), après 17h. 1-418-248-1642 26-04-86

**Offres d'emplois**

**CAMELOTS DEMANDÉS** (filles ou garçons)

Le sous-distributeur de **LE DEVOIR** est à la recherche de CAMELOTS pour les villes de: **SHERBROOKE, FLEURIMONT, ROCK FOREST**

Communiquiez immédiatement avec: **M. Rock Côté** au **565-8797** Revenus intéressants

**Offres d'emplois**

**REPRÉSENTANTE DEMANDÉE** pour vente de contrats Entretien, construction, rénovation d'immeubles et de maisons **819-565-9137**

**Propriétés à vendre**

BROSSARD secteur M, cottage-split (1979) briques, garage, entrée double, 3 chambres, salle dîner, cuisine-détachée avec porte patio donnant sur piscine hors-terre 24 pi., armoires chêne, bureau, sous-sol salle séjour, salle musique, foyer mur à mur salon, salle à manger/powderroom, salle bain chêne, salle d'eau attenantes à la chambre des maîtres avec grand balcon porte-patio, chauffage électrique, fibre électronique, humidificateur, pompe thermique, terrain paysagé par professionnel, rocaille, haie de cèdres 8 pi. incl. lave-vaisselle, lustres, draperies, stores verticaux etc. taxes 1500\$. On demande 135 000\$ terme, agents s'abstenir (de 9h-5h) 282-9016, après 19h 656-7706 24-04-86

**Offres d'emplois**

VENDEUR D'EXPÉRIENCE dans produits papier d'alimentation Commission et salaire de base à discuter. Doit posséder propre voiture Appeler: Voir pour entrevue — 273-7272 23-04-86

**Propriétés à vendre**

COQUET BUNGALOW entrée split-level, 2 chambres, salle à dîner, foyer, aménagement paysager, piscine Pluieurs extras 115 000\$ 663-9500 22-04-86

**Offres d'emplois**

FAITES FAIRE vos ménages de printemps, lavage de murs, plafonds, vitres, tapis, peinture... À prix modique 491-07-05-86

**Propriétés à vendre**

AD PEINTRE RÉNOVATEUR. Fas tous genres de travaux Spécialité gyroc joints, peinture 598-7438 05-05-86

**Offres d'emplois**

RAMASSERAIS VOS vieux meubles gratuitement. 491-0749 14-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Accessoires de bureau**

MOBILIER DE SALON moderne, 5 morceaux, velours gris, module 1985, qualité supérieure, 650\$ — 663-0784, soir 24-04-86

**App. / Logements**

COURT TREME, meubles, superbes apps et marmos, tout inclus, 3 à 12 mois. Troc-Vacances — 288-4194 01-05-86

**Automobiles**

MÉTRO ATWATER, 1er mai, 3½, luxueux, 526\$ par mois tout compris. Avant 5h, 879-9607. Après 5h: 463-2254, 463-2254 22-04-86

**Commerces à vendre**

PROFESSEUR D'ANGLAIS, expérimenté, donne cours privés, pour débutant et avancé. Conversation: 733-2484 22-04-86

**Offres d'emplois**

PARTENAIRE AGRÉABLE demandé. Temps plein ou partiel. Fatigue de la même routine, nouveau concept déjà prouvé, d'appartements modale (genre Play-boy). Personne aimant un nouveau défi, avec chance de voyager occasionnellement, toutes dépenses payées. Gros bénéfices. Doit posséder excellente références de crédit. Candidat de qualité première. **Rendez-vous: 483-6222, Local 60, M. Raymond** 23-04-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Accessoires de bureau**

MOBILIER DE SALON moderne, 5 morceaux, velours gris, module 1985, qualité supérieure, 650\$ — 663-0784, soir 24-04-86

**App. / Logements**

COURT TREME, meubles, superbes apps et marmos, tout inclus, 3 à 12 mois. Troc-Vacances — 288-4194 01-05-86

**Automobiles**

MÉTRO ATWATER, 1er mai, 3½, luxueux, 526\$ par mois tout compris. Avant 5h, 879-9607. Après 5h: 463-2254, 463-2254 22-04-86

**Commerces à vendre**

PROFESSEUR D'ANGLAIS, expérimenté, donne cours privés, pour débutant et avancé. Conversation: 733-2484 22-04-86

**Offres d'emplois**

PARTENAIRE AGRÉABLE demandé. Temps plein ou partiel. Fatigue de la même routine, nouveau concept déjà prouvé, d'appartements modale (genre Play-boy). Personne aimant un nouveau défi, avec chance de voyager occasionnellement, toutes dépenses payées. Gros bénéfices. Doit posséder excellente références de crédit. Candidat de qualité première. **Rendez-vous: 483-6222, Local 60, M. Raymond** 23-04-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Accessoires de bureau**

MOBILIER DE SALON moderne, 5 morceaux, velours gris, module 1985, qualité supérieure, 650\$ — 663-0784, soir 24-04-86

**App. / Logements**

COURT TREME, meubles, superbes apps et marmos, tout inclus, 3 à 12 mois. Troc-Vacances — 288-4194 01-05-86

**Automobiles**

MÉTRO ATWATER, 1er mai, 3½, luxueux, 526\$ par mois tout compris. Avant 5h, 879-9607. Après 5h: 463-2254, 463-2254 22-04-86

**Commerces à vendre**

PROFESSEUR D'ANGLAIS, expérimenté, donne cours privés, pour débutant et avancé. Conversation: 733-2484 22-04-86

**Offres d'emplois**

PARTENAIRE AGRÉABLE demandé. Temps plein ou partiel. Fatigue de la même routine, nouveau concept déjà prouvé, d'appartements modale (genre Play-boy). Personne aimant un nouveau défi, avec chance de voyager occasionnellement, toutes dépenses payées. Gros bénéfices. Doit posséder excellente références de crédit. Candidat de qualité première. **Rendez-vous: 483-6222, Local 60, M. Raymond** 23-04-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Offres d'emplois**

MEILLEUR PRIX pour viell et or diamant. BIJOUTERIE L.K.R. 1117 Ste-Catherine ouest, suite 220 287-8919 23-04-86

**Propriétés à vendre**

POSE DE TAPIS et sous-tapis, 100 verges, plus 1 50\$ la verge car. Pose professionnelle 464-4665 26-04-86

**Offres d'emplois**

OUVERTURE de 6 agences internationales, candidate(s) dynamiques demandée(s) pour entrevue 648-6366 M. Fournier 23-04-86

**Propriétés à vendre**

DIPLÔME EN ADMINISTRATION, de McGill, bilingue, expérience enseignement — 667-2129, 661-7096 22-03-86

**Offres d'emplois**

TRAITEMENT DE TEXTES, graphisme, typographie, composition, montage informatisés (C.V. publicité, documents, édition) Italieux — 598-9214 10-05-86

**Propriétés à vendre**

ACHAT - VENTE - ÉCHANGE & RÉPARATION (neuf - usagé) Systèmes de son, vidéo, 374-4950, 374-4956, Astute Électronique, 1991 est, Beaubien 07-05-86

**Accessoires de bureau**

MOBILIER DE SALON moderne, 5 morceaux, velours gris, module 1985, qualité supérieure, 650\$ — 663-0784, soir 24-04-86

**App. / Logements**

COURT TREME, meubles, superbes apps et marmos, tout inclus, 3 à 12 mois. Troc-Vacances — 288-41

ARTS ET SPECTACLES

De retour en URSS après 60 ans d'exil Vladimir Horowitz fait salle comble

MOSCOU (AFP) — On n'aurait pas pu louer une tête d'épingle dimanche après-midi dans la grande salle du Conservatoire Tchaïkowski de Moscou pour le premier concert de retour au pays natal du pianiste Vladimir Horowitz...

Les musiques discordantes de MTVQ

RADIO-TELE NATHALIE PETROWSKI

Une musique discordante s'échappe régulièrement des bureaux de MTVQ depuis que le CRTC a décidé de modifier la licence de Much Music...

Une totale nullité théâtrale

ROBERT LÉVESQUE

Le jeu de l'amour et du hasard, de Marivaux, dans une mise en scène de Nicole Filion, une scénographie et des costumes de Ménétha Caron...

tirer du CRTC un appel de licence pour un canal musical français. André Bureau, le commissaire du CRTC, déclarait à l'époque qu'il voulait attendre les recommandations de la Commission Caplan-Sauvageau...

direction du TPQ il y a quelques années avait fait du bruit. Plusieurs avaient senti le piston dans le fait que l'épouse du président du conseil d'administration de la compagnie, Me André Duranleau, soit ainsi appelée à assumer la direction artistique du TPQ...

CINEMA

ASTRE I: (327-5001) — "Légende" 9 h 35 — "La Riviera" 7 h 15. ASTRE II: "Retour vers le futur" 9 h 10 — "Comment claquer un million" 7 h 15. ASTRE III: "House" 7 h 15, 9 h. ASTRE IV: "Rocky 4" 7 h, 8 h 45. BERRI I: (288-2115) — "Trois hommes et un couffin" 12 h 15, 2 h 35, 4 h 55, 7 h 20, 9 h 35. BERRI II: "Rouge balastré" 12 h 55, 2 h 45, 5 h, 7 h 15, 9 h 30. BERRI III: "Le neveu de Beethoven" 1 h, 3 h 10, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 40. BERRI IV: "Pouvoir intime" 12 h, 2 h, 4 h, 6 h, 8 h, 10 h. BERRI V: "Le balais de la femme araignée" 12 h, 2 h 30, 5 h, 7 h 30, 9 h 45. BONAVENTURE I: (861-2725) — "Money pit" 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15. BONAVENTURE II: "Just between friends" 12 h 40, 2 h 45, 4 h 50, 7 h, 9 h 10. BROSSARD I: (465-5906) — "Souvenirs d'Afrique" 8 h. BROSSARD II: (465-5906) — "Toby" 7 h, 9 h. BROSSARD III: "Légende" 7 h 30, 9 h 30. BROSSARD IV: (849-0041) — "L'honneur de Prizzi" 12 h 20, 4 h 40, 7 h 10, 9 h 30. CINÉMA CHATEAUGUAY I: (698-0141) — "Out of Africa" 8 h. CINÉMA CHATEAUGUAY II: "Cocoon" 7 h 15, 9 h 20. CARTIER-LAVAL: (663-5124) — "Trois hommes et un couffin" 7 h 10, 9 h 10. CHAMPLAIN I: (524-1685) — "Légende" 7 h, 9 h. CHAMPLAIN II: "Chorus line le film" 8 h 30, "Toby" 6 h 30. CINÉMA V: 5560 ouest Sherbrooke (489-5559) — "The bitter tears of Petra Von Kant" 7 h — "La grille et la dent" 7 h 15 — "After hours" 9 h 15 — "Marianne and Juliane" 9 h 30. CINÉMA DE PARIS: (875-1882) — "The House" 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30.

CREMAZIE: (388-4210) — "Souvenirs d'Afrique" 8 h. DAUPHIN I: (221-6060) — "Brazil" 8 h. DAUPHIN II: "Trois hommes et un couffin" 7 h 15, 9 h 15. DORVAL I: (631-8587) — "Critters" 6 h, 7 h 45, 9 h 30. DORVAL II: "Police academy 11" 6 h 15, 8 h, 9 h 45. DORVAL III: "The color purple" 6 h 05, 9 h. DÉCARIE I: (341-3190) — "Legend" 7 h 15, 9 h 15. DÉCARIE II: "Money pit" 7 h, 9 h. ÉLYSÉE I: (842-6053) — "Ran" 8 h 10. ÉLYSÉE II: "Cocoon" 7 h 10, 9 h 15. FAIRVIEW I: (697-9095) — "April fool's day" 6 h, 7 h 50, 9 h 40. FAIRVIEW II: "Sleeping beauty" 6 h 25, 7 h 55, 9 h 25. GREENFIELD I: (671-6129) — "Police academy 11" 6 h 15, 8 h, 9 h 45. GREENFIELD 2: "Highlander" (tr) 7 h, 9 h. GREENFIELD 3: "Lucas" 7 h 30, 9 h 35. IMPÉRIAL: (288-7102) — "Empire strike back" 12 h, 7 h — "Return of the Jedi" 2 h 20, 9 h 20 — "Star wars" 4 h 45. JEAN-TALON I: (725-7000) — "Invasion USA" 9 h 50 — "Exterminator 2" 7 h 30. KENT I: (489-9707) — "Gung Ho" 7 h 15, 9 h 25. KENT II: "Ginger et Fred" 7 h 15, 9 h 35.

L'AUTRE CINÉMA: (722-1451) — "Jeux interdits" 7 h 15 — "Domestic conjugal" 7 h 30 — "Les deux anglaises" 9 h 15 — "Hollywood graffiti" 9 h 30 (18 au 24 avril). LAVAL I: (868-7776) — "Police academy 11" 6 h 15, 8 h, 9 h 45. LAVAL II: "Highlander" (tr) 7 h, 9 h 10. LAVAL III: "Le diamant du Nil" 7 h, 9 h 10. LAVAL IV: "Aldo et Junior" 7 h 20, 9 h 20. LAVAL V: "Police fédérale L.A." 7 h 15, 9 h 25. LAVAL ODEON I: (687-5207) — "Souvenirs d'Afrique" 8 h. LAVAL ODEON II: "Toby" 7 h 30, 9 h 30. LOEWS I: (861-7437) — "Police academy 11" 1 h, 2 h 45, 4 h 30, 6 h 15, 8 h, 9 h 45. LOEWS II: "The Color Purple" 12 h 15, 3 h 10, 5 h 05, 9 h. LOEWS III: "On beat" 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15. LOEWS IV: "Down and out in B.H." 12 h 20, 2 h 30, 4 h 40, 6 h 50, 9 h. LOEWS V: "Lucas" 1 h 15, 3 h 15, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 35. MERCIER: (255-6224) — "Souvenirs d'Afrique" 8 h. LE MILIEU: (277-5789) — "L'adolescente sucre d'amour" 19 h 10, 21 h. OUMIETSCOPE: (525-8600) — "Escalier C" 7 h 30, 9 h 30 — "Le nuit de Varennes" 6 h 30, 9 h 15. OUTREMONT: (277-4145) — "L'illusionniste" 7

h 30 — "Une femme en Afrique" 9 h 30. PALACE I: (866-6991) — "Critters" 12 h 45, 2 h 30, 4 h 15, 6 h, 7 h 45, 9 h 30. PALACE II: "104 weeks" 1 h, 3 h 10, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 35. PALACE III: "Jewel of the Nile" 12 h 15, 2 h 05, 3 h 55, 5 h 45, 7 h 35, 9 h 25. PALACE IV: "Gung Ho" 12 h 45, 2 h 55, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 25. PALACE V: "Pretty in pink" 1 h, 3 h 05, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 20. PARADIS I: "April fool's day" 12 h 30, 2 h 20, 4 h 10, 6 h, 7 h 50, 9 h 40. PARADIS II: "Legend" 9 h 30 — "La Riviera" 7 h 15. PARADIS III: "Invasion USA" 9 h — "Ninja la domination" 7 h 10. PARADIS IV: "Toby" 8 h 45 — "Le mariage de siècle" 7 h. CINÉMA PARALLÈLE: (843-6001) — "L'éveillé du pont de l'Alma" 19 h 30, 21 h 30 (19 au 25 avril). PARADIS I: (866-3856) — "Police fédérale L.A." 12 h 50, 2 h 55, 5 h 05, 7 h 15, 9 h 25. PARADIS II: "Aldo and Junior" 1 h 20, 3 h 20, 5 h 20, 7 h 20, 9 h 20. PARADIS III: "Anne Trister" 1 h, 3 h, 5 h, 7 h 10, 9 h 10. PARADIS IV: "Ginger et Fred" 12 h 15, 2 h 35, 4 h 55, 7 h 15, 9 h 35. PARADIS V: "Highlander" 12 h 30, 2 h 40, 4 h 50, 7 h, 9 h 10. PLACE LONGUEUIL I: (679-7451) — "Exter-

minator 2" 7 h — "Invasion USA" 8 h 50. PLACE LONGUEUIL II: "3 hommes et un couffin" 7 h 10, 9 h 15. PLACE ALEXIS NIHON I: (935-4246) — "Legend" 1 h, 3 h, 5 h, 7 h, 9 h. PLACE ALEXIS NIHON II: "A room with a view" 12 h 45, 3 h, 5 h, 7 h, 9 h 45. PLACE ALEXIS NIHON III: "Out of Africa" 2 h, 6 h, 9 h. PLACE DU CANADA: (861-4595) — "Hannah and her sisters" 7 h, 9 h 15. PLACE DU PARC I: (844-9470) — "Police fédérale L.A." 7 h 15, 9 h 25. PLACE DU PARC II: "Le diamant du Nil" 7 h, 9 h 10. PLACE DU PARC III: "La belle au bois dormant" 6 h 25, 7 h 55, 9 h 25. SAINT-DENIS I: (845-3222) — "La première aventure de Sherlock Holmes" 12 h 50, 14 h 55, 17 h, 19 h 10, 21 h 20. SAINT-DENIS II: "The cage aux folles 3" 12 h 15, 14 h, 15 h 45, 17 h 30, 19 h 20, 21 h. VERSAILLES I: (353-7880) — "Police fédérale L.A." 7 h 15, 9 h 25. VERSAILLES II: "Highlander" 7 h, 9 h 10. VERSAILLES III: "Aldo and Junior" 7 h 20, 9 h 20. L'ÉPIGRAMME: (385-5577) — "Histoire officielle 2" 4 h 30, 7 h, 9 h 30. YORK: (937-8978) — "Sleeping beauty" 12 h 15, 1 h 45, 3 h 20, 4 h 45, 6 h 25, 7 h 55, 9 h 25.

19 h 30, sam. 13 h, 15 h 30, 19 h 30, dim. 14 h 15 et 19 h 30. PLAYER'S THEATRE: 3480 McTavish, Montréal (922-9899) — Dreamscape and fix this de Kallunga, du 22 au 26 avril à 20 h. RISING SUN: 286 ouest Ste-Catherine, Mt (861-0657) — Blue Monday Jam Session avec The Rick Weston Band (reggae). LE REINE ÉLIZABETH: Salle Arthur, 900 ouest Dorchester, Montréal (861-3511) — Irma la douce + comédie musicale, à compter du 3 avril, du mar. au dim. SALLE CLAUDE CHAMPAGNE: 220 Vincent d'Indy, Montréal — Concert de l'Orchestre du New England Conservatory, youth repertory orchestra, œuvres de Barber, Bernstein, Copland, Mendelssohn et Schubert, le 21 avril à 20 h. SALLE WILFRIED PELLETIER: PDA (842-2112) — L'Opéra de Montréal présente Aida, de Verdi, le 22 avril à 20 h. SPECTRUM: 318 ouest rue Ste-Catherine, Montréal (861-5851) — Marianopolis Band Night, le 21 avril à 20 h. STATION 10: 2071 ouest rue Ste-Catherine, Montréal — Mind Blowing Monday, le 21 avril. THÉÂTRE CENTAURE: 453 St-François-Xavier, Mt (288-3161) — Stuff as dreams are made on + de Fred Curchack, du 10 avril au 25 mai, du mar. au sam. 20 h, le dim. 19 h, matinales les sam. à 14 h, les dim. 18 et 25 mai, à 14 h. THÉÂTRE DE LA GALERIE: 6968 St-Denis, Montréal (277-0806) — Le Théâtre Sans Rideau présente Le man de Gisèle ou la fin d'un travesti + de Simon-Patrice Mailleval, m. en s. Gérard Duval, du 3 au 26 avril, du jeu. au sam. à 20 h. THÉÂTRE MAISONNEUVE: PDA (842-2112) — Orchestre Métropolitain du Grand Montréal, chef d'orchestre, Jacques Beaudry, le 21 avril à 20 h. THÉÂTRE DENISE PELLETIER: 4353 est rue Ste-Catherine, Montréal (253-9974) — Une brosse + de Jean Barbeau, m. en s. Daniel Roussel, du 4 avril au 10 mai, ven. et sam. à 20 h 30. THÉÂTRE PORT-ROYAL: PDA (842-2112) — La Compagnie Jean Duceppe présente La visite des sauvages + de Anne Legault, m. en s. Lorraine Pritchard, du 9 avril au 17 mai, mar. au ven. 20 h, sam. 17 h, et 21 h. THÉÂTRE LE QUAT'SOUS: 100 est rue Ontario, Montréal (845-7277) — Avec Lorenzo et mes cœurs + création collective, m. en s. Raymond Clouder, du 22 avril au 17 mai, mar. au ven. 20 h, sam. 19 h, et 22 h. THÉÂTRE DU RIDEAU VERT: 4664 St-Denis, Mt (844-1793) — On m'appelle Émile + de Maria P. Come, m. en s. Jean Dalmain, du 15 avril au 11 mai.

TELEVISION

2 CBFT 12.00 Première édition 12.20 Télé arts 13.00 Vivre à trois 13.30 Terre humaine 13.30 Au jour le jour 14.30 Cinéma + Le sucre + fr. 78 avec Gérard Depardieu, Jean Carmet, Nelly Borogeaud et Michel Piccoli 16.00 Félix et Ciboulette 16.30 Les schtroumpfs 17.00 Le train de 5 heures 18.00 Ce soir 18.26 Les nouvelles du sport 18.29 La météo 22.02 Avis de recherche 19.00 Le vagabond 19.30 La Soirée du hockey Séries éliminatoires 22.05 Le Point 22.42 La météo 22.45 Les nouvelles du sport 22.58 Télé arts 23.05 + Kennedy + biographie avec Martin Sheen, Blair Brown et John Shea (1ère de 6)

6 CBMT 12.00 Middy 13.00 All my children 14.00 Trapper John m.d. 15.00 Coronation Street 16.00 Parenting 16.30 Happy days 17.00 The elephant show 17.30 Video hits 17.30 Three's company 18.00 Newswatch 18.00 Country report 19.00 Airwaves 20.00 Danger Bay 20.30 Hangin' in 21.00 Kate and Allie 21.30 Newhart 22.00 The National news 23.00 Newswatch 24.00 Maude 12 CFCF 12.00 The Flintstones 13.00 Puisse 14.00 Lifetime 14.00 Another world 15.00 General Hospital 16.00 Music vision 16.30 Take a break with Matthew Cope 16.37 Wheel of fortune 17.00 The price is right 18.00 Pulte 18.00 Entertainment tonight 19.00 Live it up 20.00 Scarecrow & Mrs. King 21.00 CTV Special + The television academy of fame + CTV National news 23.00 Pulte 23.21 Shadow chasers 01.00 Le journal + Saturday night fever + 1977 avec John Travolta, Karen L. Gorney et Barry Miller 03.20 Solid Gold 04.20 Lou Grant 05.20 WKRP in Cincinnati 05.50 PK's video gold

SUR SCENE

L'AIR DU TEMPS: 191 ouest St-Paul (842-2003) — Jazz tous soirs — spectacles à 10h, 11h, 30 et 00h 45 — Les lundis soirs Jam Session avec Cisco Norrmand. AUDITORIUM DU PAVILLON LAFontaine: 1301 est rue Sherbrooke, Montréal — Ultraviolet + de Pierre A. Larocque, par Opéra-Fête, du 23 au 27 avril, du mer. au dim. à 21 h. BAR 2080: 2080 rue Clark, Mt (845-0007) — Jazz tous soirs — Michaël Gauthier (guitare) de jazz, m. en s. Jean-Marie Lévesque, le 19 mars au 26 avril, mar. au sam. à 20 h. CAFÉ-CONCERT LA CHACONNE: 342 est rue Ontario, Mt (843-8620) — De la belle Olyvia à Carmen + nouveau spectacle de danses espagnoles de Sonia Del Rio, sur des œuvres de Purcell, Jimenez et Bizet, les mar. et jeu. à 21 h. CAFÉ-THÉÂTRE QUARTIER LATIN: 4303 St-Denis, Mt (845-4832) — Pierre Létourneau en spectacle accompagné à la guitare par Michel Robidou, du 16 avril au 1 mai, du mar. au dim. à 20 h. CEGEP ÉDOUARD-MONTPELTIÉ: 150 de Genlilly, Longueuil (655-0440) — Le Théâtre Lyrique de Boucherville présente l'opérette "L'auberge du cheval blanc" les 25-26 avril, et 3 mai, à 20 h. CLUB BALLATOU: 4372 St-Laurent, Mt (845-5447) — Tous les soirs, musique populaire africaine, de 21 h à 03 h. CLUB MILES: 1200 Bishop (861-4656) — Tous les soirs l'Ensemble Elder Léger, à 17 h 30. CLUB SODA: 5240 ave. St-Paul, Montréal — Bain public, du 23 au 27 avril à 20 h 30. CONSERVATOIRE D'ART DRAMATIQUE DE MONTRÉAL: 100 est rue Notre-Dame, Montréal — La résurrection de la chair + conte de Michelle Alon, m. en s. Jean Asselin, du 19 au 26 avril, à 20 h. CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE MONTRÉAL: 100 est rue Notre-Dame, Montréal (873-4031) — Examen de guitare, de 9 h à 13 h — Examen de cor de 9 h à 12 h, et de 14 h à 17 h. ESPACE LIBRE: 1945 rue Fullum, Montréal (521-4191) — Le Nouveau Théâtre Expérimental présente + A Bêloei ou ailleurs + 4 scènes d'histoires, 40 épisodes, 4 mois, à compter du 15 avril, du mar. au sam. 20 h. LES FOUFOUNES ÉLECTRIQUES: 97 est rue Ste-Catherine, Montréal — Lancement Mt. Steel, le 22 avril.

LE GYMNASÉ: 75 Sir George-Etienne Cartier, ste 204, Montréal — Les Jeudis du GIM, spectacle de Gérard-Charles Valente, le 24 avril à 19 h 30. GO THÉÂTRE EXPÉRIMENTAL DES FEMMES: 5068 rue Clark, Montréal (271-5381) — Crue + danse-performance de Marie Chouinard, en prolongation du 23 au 27 avril à 20 h 30. LE GRAND HOTEL: 777 Université, Montréal — Bar Tour de Ville: Le quatuor Night Shift en spectacle du mar. au dim. jusqu'au 29 juin. HOTEL MÉRIDIEN: 4 complexe Desjardins, Mt (285-1450) — Bar du Foyer: Deux pianistes sont en vedette, Claude Foisy, du lun. au ven. de 17 h à 20 h — Fred Naylor, du mar. au sam. de 20 h à 24 h. HÔTEL DE LA MONTAGNE: 1430 de la Montagne (288-5656) — Charles Boussoisson, lun. au ven. 17 h à 21 h — Carol Parisien, mer. au sam. 21 h à 01 h. LA CROISSETTE: 1201 o. Dorchester (878-2000) — Marie-Anne Ostygu, pianiste, du dim. au ven. 18 h à 23 h. L'ESKABEL: 1237 Sanguinet, Montréal — Or-gane adulte échappé du 20 + recueil de monologues de Franca Rame et Dario Fo, m. en s. Pierre-André Fournier, du 2 au 22 avril à 20 h 30. LA LICORNE: 2075 St-Laurent, Montréal (843-4166) — La Manufacture présente + Something red + version française, du 4 avril au 17 mai, du mar. au dim. 20 h 30 — + One man chase + spectacle monologue de François Desjardins, le 21 avril à 20 h 30. L'ENTRACTÉ: 74 rue Principale, Granby (375-2060) — Tous les mardis, Éphrem, auteur-compositeur et interprète et ses invités, les 22 et 23 avril, Re-née Claude chante Brassens. LE POINT DE VUE: 1201 ouest Dorchester (878-2000) — Suzanne Berthiaume, harpiste, du lun. au dim. LE PORTAGE: Hotel Bonaventure, Montréal — The Platters, du 26 avril au mar. au sam. L'IMPROMPTU: 1201 O. Dorchester (878-2000) — John Shea, pianiste-animateur, du lun. au sam. de 21 h à 02 h. MAISON DE LA CULTURE MAISONNEUVE: 4120 est rue Ontario, Montréal (872-7200) — Michel Rivard, auteur-compositeur-interprète, le 21 avril à 20 h. MAISON THÉÂTRE: 255 est rue Ontario, Montréal (288-7211) — Le Théâtre de Carton présente + Les enfants n'ont pas de sexe? + du 8 au 27 avril — (pour sem. du 19 au 25 avril, matinales scolaires mar. 9h, jeu. et ven. 9h 30 et 13h 30), le sam. 15h, dim. 12h et 16h. PLANÉTIARIUM DOD: 1000 St-Jacques, Montréal (872-4530) — Le ciel ce soir + tous les lundis, spectacle français, 20 h 30, spectacle anglais 19 h 30 — + Au-delà de Saturne + du 29 mars au 22 juin, spectacles français: mar. au ven. 13h 30, 20 h 30, sam. 14 h 15, 16h 30, 20 h 30, dim. 13 h, 15 h 30, 16 h 30, 20 h 30, spectacles anglais: mar. au ven. 12 h 30,

MEILLEUR FILM FRANÇAIS DE L'ANNÉE 3 HOMMES et un couffin BERRI STE CATHERINE 288-2115 CINÉMA REK, ST-JÉRÔME 1245

DE PARDON RAYMOND UNE FEMME EN AFRIQUE le film 19 au 21 avril à la séance de 21h30 22 au 24 avril à la séance de 19h30 OUTREMONT 1248, Bernard 277-4145

LE NEVEU DE BEETHOVEN Un film de PAUL MORRISSEY BERRI STE CATHERINE 288-2115 LE FILM MIRACLE DE YVES SIMONEAU ENFIN UN VRAI BON THRILLER QUÉBÉCOIS OSCAR DU MEILLEUR FILM ÉTRANGER L'histoire officielle

CINEMAS UNIS MATINÉES 3.50\$ ADULTES ET ADOLESCENTS 3.50\$ ENFANTS ET AGE D'OR 2.50\$ FOULES MARDIS 2.50\$ ALDO et Junior FEDERICO FELLINI GINGER et FRED KENT RAN Anne Trister

SPORTS



Le Tricolore nivelle les chances

Carbonneau mène l'attaque du Canadien



GUY ROBILLARD (PC) — Le scénario s'annonçait comme celui du premier match, mais Mike Liut a finalement flanqué sur un tir de Stéphane Richer, à 12:33 de la première période, et le Canadien a filé vers une victoire de 3-1 sur les Whalers d'Hartford pour égaler la série 1-1.

but comme d'un fait saillant. « D'autant plus que c'est la première fois en cinq matches éliminatoires que nous avons marqué un but en première période », a-t-il précisé. Le Tricolore a continué de forcer le jeu et cinq minutes plus tard, Carbonneau marquait un deuxième but en prenant le retour d'un lancer de Chris Nilan qui s'est présenté juste sur sa palette, une autre chose qu'on n'avait pas vue lors de la première rencontre. « Ce fut un but assez chanceux », a-t-il concédé.

Sylvain Turgeon à deux reprises, tandis que Dave Babych a frappé le poteau. Le jeune Canadien a de nouveau frustré Turgeon, auteur de sept tirs au but au cours du match, quand il s'est présenté seul devant lui, au début du troisième engagement. Il a plus tard réalisé un autre bel arrêt sur un tir de Ferraro, de l'enclave. Liut, lui, a arrêté Claude Lemieux, qui a eu l'air surpris de se retrouver seul avec la rondelle, grâce à une belle passe de Richer.



Guy Carbonneau était partout sur la glace, samedi. En plus de compter deux buts, il a brillé à la défensive. Il est ici surveillé de près par Ron Francis, des Whalers, devant le filet de Mike Liut.

Table with 3 columns: Période, Équipe, Score. Shows the progression of the game between Montreal and Carbonneau.

Canadien 3, Whalers 1. Première période: Montréal, Richer 2Dahlin, Robinson 12:33. Deuxième période: Montréal, Carbonneau 1. Tirs au but: Montréal 2, Whalers 1.

Perron vante Evans. Jean Perron pourrait devenir le président du fan club de Jack Evans. L'entraîneur du Canadien a commencé il y a longtemps à vanter les Whalers de Hartford. Hier, il a donné une large part du crédit des succès de cette équipe à son entraîneur.

dans la façon de changer les trios, dit-il; c'est probablement l'équipe qui procède le plus rapidement. Or à Hartford, c'est Evans qui aura le dernier mot. Hier, Perron voulait revoir la façon d'affronter le trio de Ron Francis.

liser mes quatre trios, ou mes trois et deux tiers... Il faut anticiper que le trio de Francis va revenir sur la glace une fois sur trois et je dois donc préparer deux trios pour le contre.

Perron voulait aussi préparer ses joueurs à contrer une forme d'attaque des Whalers qui consiste à faire écran devant nos joueurs. Ils le font bien et c'est une stratégie dangereuse pour nous, a admis l'entraîneur-technicien.

Il devance Ballesteros par 4 coups John Bland remporte l'Omnium de Cannes

CANNES-MOUGINS, France (AFP) — Le Sud-Africain John Bland, 41 ans, a remporté hier l'Omnium de golf de Cannes-Mougins dans le sud de la France, première épreuve du circuit professionnel européen de la saison. Avec un cumulatif de 276 — 12 coups sous le par — il a distancé de quatre coups l'Espagnol Severiano Ballesteros (280). L'Anglais Neil Hansen (282) a terminé troisième.

En disposant des États-Unis 4-2 Le Canada se qualifie pour la poule finale

MOSCOU (AFP) — Le Canada s'est assuré d'une participation à la poule finale des Championnats du monde de hockey sur glace, après sa victoire de 4-2 sur les États-Unis, hier au stade Lujnicki, à Moscou. Les Canadiens, qui comptent maintenant six points, avaient cependant besoin de la victoire de 4-2 de l'Union soviétique sur la Tchécoslovaquie, dans la soirée d'hier, pour être certains de leur qualification.

deuxième tiers-temps. Mais les États-Unis avaient répliqué 33 secondes seulement après, par le défenseur Scott Sandelin, servi par Phil Housley. Avant que Brent Suter n'entre en action... Pat Quinn, l'entraîneur de la sélection, n'était d'ailleurs pas entièrement satisfait du comportement de certaines des vedettes de son équipe, comme Denis Potvin, Marcel Dionne et, à un degré moindre Dale Hawerchuk, assez loin de leur meilleur niveau.

« Je crois que les joueurs n'étaient pas préparés mentalement à un match aussi difficile contre les Américains. Ils pensaient gagner aisément. Ils devraient pourtant savoir que les matches contre les Américains ne sont jamais faciles. Mais, en réalité, je ne connais pas la véritable réponse à cette question. J'espère la trouver sans tarder. »

pionnats du monde de hockey sur glace après leur défaite de 4-2 face aux Soviétiques. Les champions du monde sortants ont pourtant failli réussir un incroyable retournement de situation au début de l'ultime période. Alors qu'ils étaient menés 3 à 0, ils inscrivaient deux buts en deux minutes et demi par Vladimir Svitek, qui marquait dans un angle très réduit, puis par Petr Rosol, auteur d'un but superbe après une échappée à la limite de la ligne bleue.

HOCKEY

Table with 2 columns: Conférence, Dates. Lists the Stanley Cup Finals and Ligue Major de Québec Eliminatoires schedules.

Advertisement for Nissan featuring a photo of a hockey player and text: Edward Olczyk (23), de l'équipe des États-Unis, réussit à déjouer le gardien du Canada, Corrado Mikalef, sur un lancer foudroyant. Le Canada l'a tout de même emporté 4-1.

La série est égale 1-1 Les Capitals écrasent les Rangers

NEW YORK (AP) — Même s'ils ont remporté une victoire sans appel sur les Rangers de New York, samedi, les joueurs des Capitals de Washington mentionnent qu'ils devront continuer à frapper s'ils veulent remporter le troisième match ce soir.

« Si nous ne nous présentons pas sur la patinoire avec la hargne au cœur, ce sera un match difficile », prétend l'ailier droit Craig Laughlin au moment où la série finale de la section Patrick se déplace à New York au fabuleux Madison Square Garden.

nous nous impliquons davantage dans la rencontre et nous marquons. Il n'y a aucun doute, l'échec-avant s'avère la clé du succès. Nous devons continuer en ce sens. Nous considérons le match de lundi comme capital pour nous.

SPORTS

Un gain important pour les Expos

Tibbs blanchit les Cards

DANIEL CAZA

(PC) - Hier matin, les Expos étaient des pourris. Ce matin, ils le sont moins.

« On ne sait jamais ce que réserve le lendemain », a ainsi philosophé le gérant Buck Rodgers, au terme de la victoire de 2-0 des Expos, hier, aux mains des Cardinals de St. Louis, devant 12,994 spectateurs.

Ce gain a mis fin à une série de trois défaites. Et celle subie la veille, à la 17e manche, aurait pu avoir des effets néfastes sur les prochaines semaines d'activités de la formation montréalaise.

« Cette victoire est doublement importante, car une autre défaite aurait pu nous plonger dans une profonde léthargie », a expliqué le gérant.

Le héros du match a indiscutablement été le droitier Jay Tibbs, auteur de sa deuxième victoire en autant de décisions dans l'uniforme montréalais.

Non seulement Tibbs a-t-il inscrit le premier match complet chez les artilleurs des Expos cette saison, il a en outre réalisé son blanchissage en n'accordant aucun but sur balles.

Dans ce département, les Expos sont derniers dans la Ligue natio-

nale, avec un total de 61 en 10 rencontres.

Le support offensif que Tibbs avait besoin est arrivé à la huitième manche. Après un retrait, Jim Wohlford a alors cliqué un double. Après le retrait de Mitch Webster sur un amorti et le but sur balles intentionnel donné à Hubie Brooks, Herm Wingham, coureur suppléant à Wohlford, a marqué à la suite du double de Tim Wallach réusissant sur une ofrande du perdant, Rick Horton (0-1).

Andrés Galarraga a ensuite soutiré un but sur balles au releveur Jeff Lahti, avant que Vance Law produise l'autre point à l'aide d'un simple.

Table of baseball statistics for the game between Expos and Cardinals, including batting averages, runs, hits, and errors for both teams.

Coleman contenu

Comment Tibbs est-il parvenu à stopper les Cards? C'est d'ailleurs lui qui leur a fait subir leurs deux seuls revers en neuf décisions cette saison. Il a complètement contenu le rapide Vince Coleman, obtenant deux de ses cinq retraits sur des prises à ses dépens.

Et quand Willie McGee et Ozzie Smith ont atteint les sentiers avec quatre des huit coups sûrs des visiteurs (deux chacun), Tibbs les a tenus hors d'équilibre, en accélérant son élan vers le marbre.

« J'ai connu du succès contre les Cards quand j'ai été en mesure de donner moi-même le rythme à la rencontre », a spécifié l'ancien porteur de couleurs des Reds de Cincinnati.

« En agissant ainsi, mes coéquipiers et l'arbitre du marbre sont sur le qui-vive et sont prêts à rendre la bonne décision dans n'importe quelle situation », a-t-il précisé.

Un gros jeu

Les Cards auraient pu ouvrir le pointage dès la manche initiale.

Après deux retraits, Tom Herr s'est installé au premier but à la suite d'une erreur de Tim Wallach sur un roulant de routine.

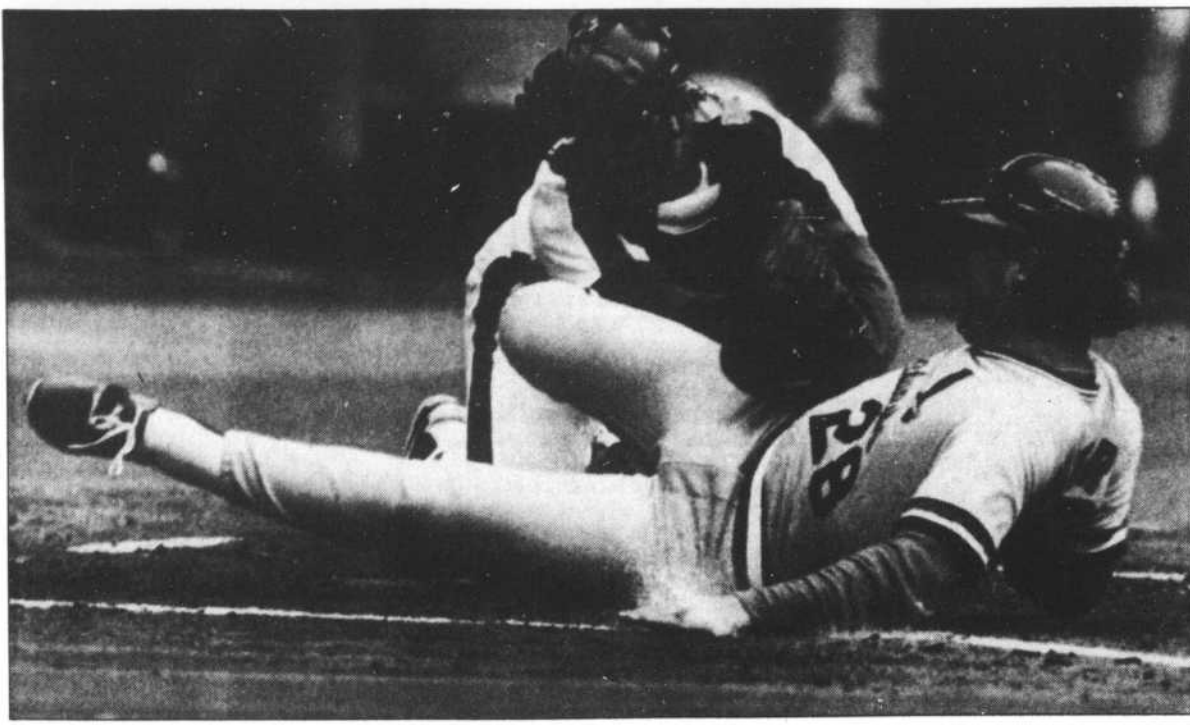
C'était la cinquième erreur du joueur de troisième but des Expos cette saison.

Jack Clark a ensuite cliqué une balle à la clôture du champ centre, mais une superbe pièce de jeu défensive de Mitch Webster et de Law ont empêché Herr de croiser le marbre.

« Webster a bien récupéré la balle et repéré l'intercepteur (Law), a expliqué Rodgers. Quant au relais de Law, on ne pouvait en demander un plus précis ».

Le receveur a admirablement bien complété la séquence en bloquant le marbre de façon plus étanche que la toile qui recouvre le champ intérieur du Stade olympique quand il pleut.

Sérieusement, l'arbitre n'a même



pas eu besoin d'épousseter la plaque...

André Dawson n'a pas entrepris la rencontre d'hier. Son absence au sein de la formation partante était toutefois prévisible, compte tenu du fait qu'il avait évolué pendant les 17 manches du match de la veille. Il faut également noter que Dawson a boité après avoir glissé au deuxième but, à la 14e manche. « Les genoux d'André n'avaient pas beaucoup de souplesse, ce matin, lors de l'exercice au bâton, a expliqué le gérant Buck Rodgers, qui a retiré le nom de Dawson de sa formation une heure avant la partie. À ce stade-ci de la saison, rien ne sert de risquer quoi que ce soit dans son cas, a-t-il ajouté. Et puis, Jim Wohlford a besoin de quelques présences au bâton ».

En l'absence de Dawson, Mitch Webster frappait au troisième rang, Wohlford au deuxième et Vance Law au septième.

La dernière fois qu'un artilleur des Expos a blanchi l'adversaire pendant neuf manches, c'était le 28 juillet dernier, quand Joe Hesketh a

vaincu les Reds de Cincinnati 6-0. Le dernier match complet remporté par un lanceur des Expos a toutefois appartenu à Bill Gullickson, le 31 août 1985. Les Montréalais avaient alors eu raison des Padres de San Diego 7-1.

D'après Rodgers, les cinq jours de congés des Expos au mois d'avril seront bénéfiques à l'équipe. « Tant que nous ne pourrions pas miser sur une rotation adéquate de cinq partants, les jours de congés nous seront favorables, a-t-il déclaré. Mais lorsque cette question sera réglée, j'espère que nous pourrions jouer à tous les jours, a-t-il ajouté. Car, si jamais nous ne connaissions une série de succès, notre rythme pourrait être brisé par un congé ».

À propos de Floyd Youmans, qui a perdu le match de samedi en accordant trois buts sur balles consécutifs à la 17e manche, le pilote des Expos a fait remarquer qu'il avait néanmoins connu sa meilleure sortie de la saison. « Je n'ai rien à redire du travail de Youmans au cours des 15e et 16e manches, a-t-il spécifié. Il a alors

été meilleur que jamais depuis le début de la saison. Mais le terme 'meilleur' ne signifie pas 'assez bon' pour retourner dans la rotation des partants ».

Depuis le début de la saison, presque la moitié de la production offensive des Expos a résulté de coups de circuits. Incluant la partie d'hier, 15 de leurs 33 points ont été produits par les 10 circuits qu'ils ont réussis en autant de matches.

Les Cardinals de St. Louis n'utilisent pas seulement leur vitesse pour remporter des victoires. À preuve, ils ont réussi seulement quatre buts volés en trois parties (35 manches) contre les Expos au cours du week-end.

Aujourd'hui, les Expos ont congé. Demain, ils entament une série de deux parties face aux Phillies de Philadelphie. Andy McGaffigan effectuera alors son premier départ de la saison, face au vétéran Steve Carlton (0-1). Mercredi, il y aura duel de gauchers entre Joe Hesketh (0-2) et Shane Rawley (1-1).

Table of baseball statistics for the game between Expos and Cardinals, including batting averages, runs, hits, and errors for both teams.

Larry Holmes abandonne la boxe

Michael Spinks conserve son titre

LAS VEGAS, Nevada (AP) - Michael Spinks voulait prouver à tous qu'il est le roi incontesté des poids lourds: il a réussi, du moins, jusqu'à ce que la rénumération du titre de la catégorie soit complétée. Larry Holmes tentait de son côté de venger son seul échec chez les professionnels et de faire oublier les effets négatifs de ses 18 années passées dans le ring: il a failli à la tâche.

Spinks a quitté l'arène à l'issue des 15 assauts avec la couronne des lourds qu'il avait enlevée à Holmes en septembre dernier. Holmes, visiblement déçu et la larme à l'œil, a annoncé son retrait de ce sport, à l'issue d'une brillante carrière lucrative.

« Ça fait mal, a d'abord dit Holmes. Ça fait mal parce que j'ai travaillé fort pour en arriver là. J'ai tout sacrifié dans mon entourage ».

L'affrontement, riche en émotions, a été difficile pour les deux boxeurs. La mince victoire partagée, remportée par Spinks, a été aussi agréable pour le champion qu'elle a été difficile à encaisser pour l'ex-titulaire.

« Je savais que j'avais remporté le combat, a dit Spinks. Je ne savais cependant pas comment le pointage se répartirait. Le gagnant termine toujours en force un combat de la sorte. Je pense avoir eu le meilleur sur mon adversaire en fin de compte ».

D'ailleurs, Spinks n'avait pas d'autre choix que de terminer en force.

Les quatre premiers assauts ont été à l'avantage de Holmes, Spinks tentant la majeure partie du temps d'esquiver la droite puissante du challenger. « Je devais faire en sorte qu'il se calme en peu, a dit Spinks à ce propos. Il était en grande forme, mais je savais d'autre part qu'il ne pouvait pas tenir bien longtemps ce rythme d'enfer ».

« Au bout d'un certain temps, mon jab a commencé à marquer des points. Qui plus est, je l'ai atteint dans le mille à plusieurs reprises ».

Selon une statistique compilée par la firme Compulox inc., Holmes a asséné 72 coups contre sept seulement pour Spinks au premier assaut. Au cours des 12 premières minutes de boxe, la proportion a diminué mais Holmes avait quand même le dessus: 222 contre 72.

À compter de la cinquième reprise, la situation a complètement changé.

« Il a rarement été possible pour lui d'entreprendre une série de coups notables, a dit Holmes, qui, à l'âge de 36 ans, a admis qu'il avait peut-être perdu de ses réflexes. Mais à partir de la mi-combat et en raison de son style et de sa détermination, il m'était difficile de l'atteindre solidement ».

Par ailleurs, à l'issue du combat, Holmes est allé à l'hôpital pour déterminer ou non s'il souffrait d'une fracture du pouce droit. Après des examens, son pouce droit a été placée dans une écharpe. Holmes avait subi une fracture du même pouce lors de sa victoire par mise hors de combat sur James Boncrusher Smith, le 9 novembre 1984.

Matthew Hilton invincible

Le poids moyen junior Matthew Hilton, de Montréal, est demeuré invaincu en 21 matches dans les rangs professionnels lors du match précédent celui de championnat mondial des lourds entre Michael Spinks et Larry Holmes.

Hilton a été déclaré vainqueur quand son rival Bruce Jackson, de Stillwater, Oklahoma, n'a pas ré-

pondu au son du gong au sixième assaut.

De ses 21 victoires, Hilton en est à sa 17e avant la limite. Il avait expédié son rival au tapis au troisième round.

Les deux boxeurs dépassaient la limite permise de 154 livres de la catégorie. Hilton faisait osciller l'aiguille de la balance à 159, contre 158 pour son infortuné rival.

Hilton est classé sixième mondial par le Ring Magazine et Jackson, septième.

Matt Julian Jackson, des Îles Vierges, a pour sa part passé le knock-out à Pancho Del Toro de Puerto Rico à 2:05 du deuxième round. Il a aussi conservé une fiche vierge dans les rangs professionnels, avec une feuille de route de 28-0, dont 26 knock-outs.

Frank White brise les reins des Blue Jays

TORONTO (PC) - Impeccable en défensive depuis 12 ans et récipiendaire de six Gants dorés en carrière, Frank White aurait-il maintenu l'intention de se tailler la réputation de « videur » de sentiers?

Le deuxième-but de 5'11" et 175 livres a fait un bon pas en cette direction hier en claquant un circuit de trois points dans une septième manche de quatre points d'un match

remporté 6-4 par les champions Royals de Kansas City devant les Blue Jays à Toronto.

Avec la marque égale 2-2, Jamie Quirk a amorcé la septième manche avec un simple à l'avant-champ avec le releveur Dennis Lamp, 0-1, au monticule. Il a filé au deuxième sur le sacrifice de Buddy Biancalana et a croisé le marbre sur le simple de Willie Wilson survenu après un seul retrait.

Wilson s'est rendu au deuxième sur le lancer au marbre et George Brett a immédiatement obtenu un but sur balles avant que White canonise sa première longue balle de la saison.

« Je n'ai rien d'un Eddie Murray ou d'un Reggie Jackson, mais j'ai beaucoup de fierté, a dit White en faisant allusion au rôle que ces deux gaillards jouent dans le rôle de quatrième frappeur de leur équipe respective. Frapper quatrième est certes un défi mais je ne crois pas qu'on y ressent de pression additionnelle. Je ne suis vraiment pas un quatrième frappeur, mais tout ce qui m'importe et de faire de mon mieux ».

Pas de panique

Les Blue Jays ont tenté un retour en septième manche avec Charlie Leibrant, 2-0, au monticule. Jesse Barfield a soutiré un but sur balles et Willie Upshaw a enchaîné avec un simple. C'est alors que le spécialiste de la relève Dan Quisenberry s'amena dans le match. Il a d'abord donné un simple à George Bell pour bonder les coussins. Puis il a servi un simple de deux points à Rick Leach, pour ramener les Blue Jays dans le match 6-4, mais il était déjà trop tard. Quisenberry étouffa la menace pour signer son troisième match préservé de la jeune saison.

Jim Acker avait été le lanceur partant pour les Blue Jays qui connaissent un médiocre début de saison avec une fiche de 5-7.

Malgré cette fiche peu reluisante le gérant recrue Jimmy Williams n'est pas inquiet pour l'instant. « Tout est bien. Il ne nous reste qu'à trouver des trous pour ces balles que l'on frappe si bien. Nous nous comptons chacun, présentement, qu'aucun club ne soit parti en peur », a dit le successeur de Bobby Cox.

EN BREF...

Boston: De Castella favori
BOSTON (AP) - Le marathon de Boston, présenté aujourd'hui, promet beaucoup d'intrigues. La constance de Rob de Castella devrait lui permettre de l'emporter, mais la présence d'Arturo Barrios ajoute un élément mystérieux à la classique. De son côté, Ingrid Kristiansen tentera de devenir la première femme à franchir la distance en moins de deux heures 20 minutes. De Castella est favori pour devenir le premier Australien et le 46e étranger à enlever la classique depuis sa création en 1897. Depuis qu'il a amorcé sa carrière en 1979, de Castella est un exemple parfait de constance. De décembre 1981 à août 1983, il a participé à quatre marathons - à Fukuoka au Japon; aux Jeux du Commonwealth à Brisbane en Australie; à Rotterdam et aux championnats du monde d'athlétisme - et il n'a jamais subi la défaite.

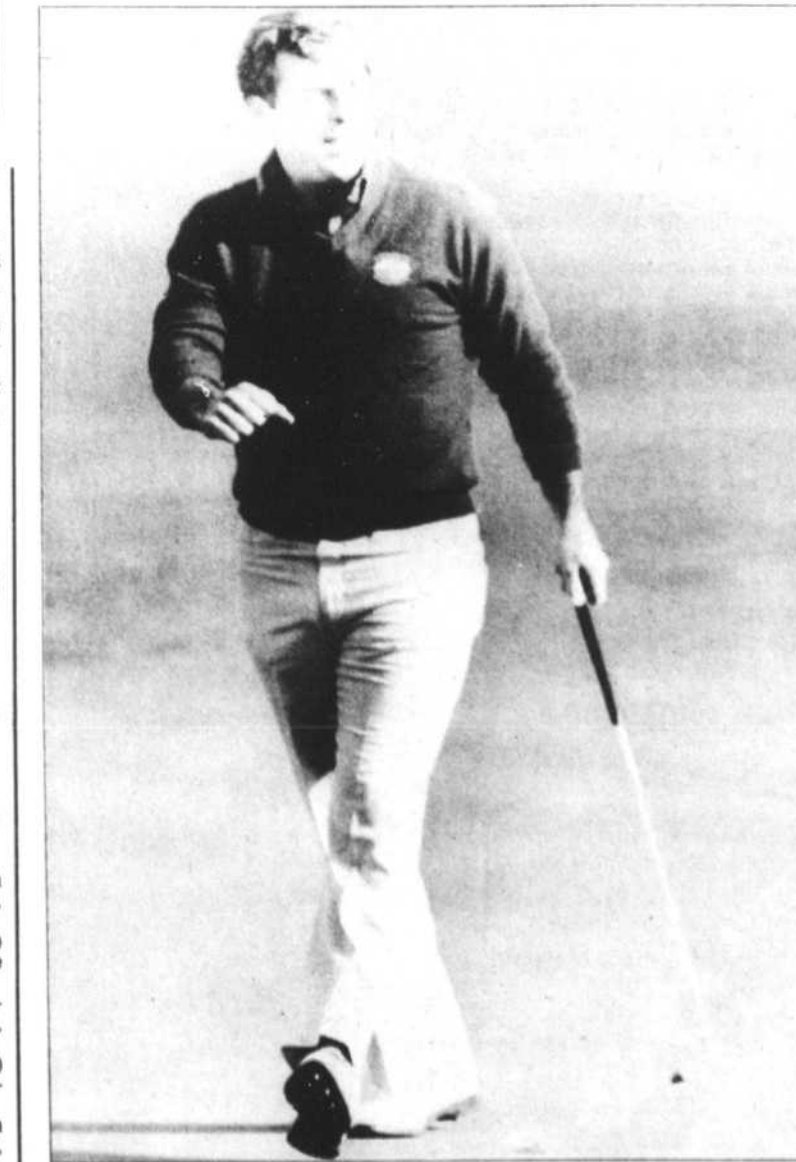
Stéphane bonneau en finale
MONTERREY, Mexique (PC) - Vainqueur la semaine dernière en finale du tournoi de Guadalajara, le tenniste Stéphane Bonneau de Laval a de nouveau accédé au match ultime du tournoi de Monterrey au Mexique. Bonneau, champion canadien, a disposé 6-3 et 6-4 de l'Américain Carl Richer hier. En finale hier, il était opposé à Derek Rostagno, des États-Unis. Rostagno a atteint la finale en éliminant son compatriote Paul Chamberlin, 6-1 et 6-2. Il avait précédemment eu raison des Canadiens Grant Connell de Vancouver et Bill Cowan de Toronto.

JO de 1992: la France optimiste
SÉOUL (AP) - Un bistro parisien, une bouteille de beaujolais, une Tour Eiffel miniature, un plan de métro et un TGV modèle réduit. Les Français venus à Séoul pour défendre les candidatures de Paris et d'Albertville aux Jeux Olympiques de 1992 ont présenté hier aux représentants du Comité international olympique (CIO) des produits made in France susceptibles de faire pencher la balance en faveur des couleurs « bleu-blanc-rouge ». Tâche difficile. Les Français ne sont en effet pas seuls à vouloir recevoir en 1992 les meilleurs athlètes du monde. Le CIO, après avoir pesé le pour et le contre de chacune des candidatures, devra rendre sa décision en octobre prochain.

BASEBALL

Table of baseball league standings for the National League and American League.

Detailed table of baseball league standings, including win-loss records, games behind, and other statistics for various teams.



Fuzzy Zoeller a gagné la Classique Sea Pines Heritage hier en jouant 276, soit 8 coups sous le par.

Zoeller remporte la Classique Heritage

HILTON HEAD ISLAND, Caroline du Sud (AP) - Fuzzy Zoeller n'aura jamais bondi si haut au 18e vert d'une quatrième ronde. Mais hier, il s'est peut-être approché du record quand il a vu sa balle blanche disparaître dans la coupe avec le birdie de la victoire à la Classique de golf Sea Pines Heritage du Hilton Head Island en Caroline du Sud.

Zoeller, qui avait anéanti une avance de deux coups avec un double bogey au premier trou de la ronde finale, a calé son dernier roulé d'une distance de 12 à 15 pieds pour lui valoir de marier le par à 71 et porter son total à 276 pour les 72 trous de la compétition, huit sous la normale. Il a ainsi caressé sa deuxième victoire de la saison.

Zoeller l'a emporté par la marge d'un coup devant l'Australien Greg Norman, Chip Beck et Roger Maltbie qui ont ainsi vu s'évanouir leur espoir de jouer en prolongation.

Cette victoire est la neuvième en carrière pour Zoeller et sa deuxième à ce tournoi réunissant l'élite des golfeurs. Il a empoché le premier prix de \$81,000 d'une bourse globale de \$450,000 pour gonfler ses gains pour la saison à \$221,335, au troisième rang chez les boursiers de la PGA.